

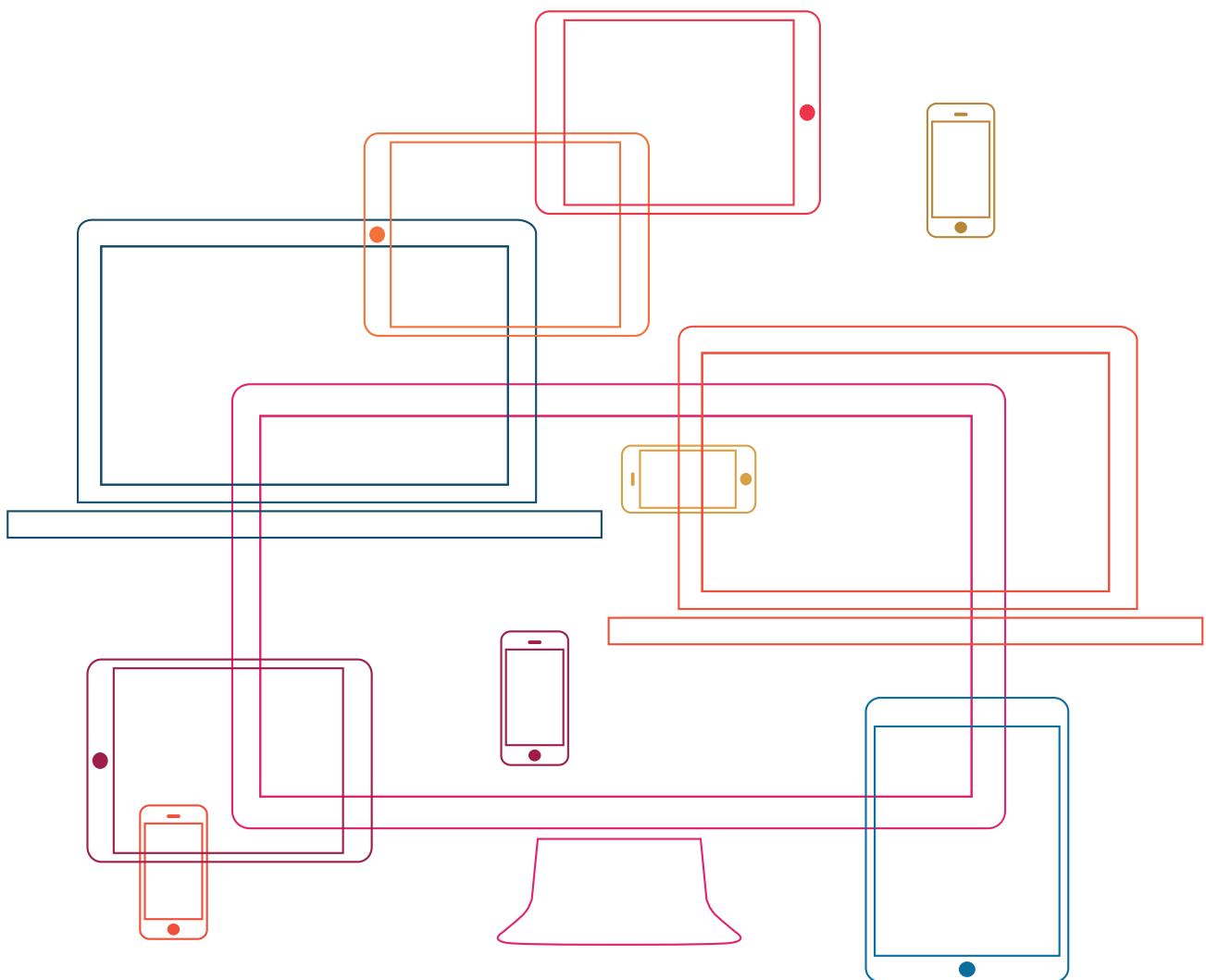


Centre du  
Commerce  
International

LE COMMERCE POUR LE BIEN DE TOUS

# Rapport annuel 2020

## *Pivoter avec détermination*





Le Centre du commerce international (ITC) est le seul organisme international entièrement dédié au développement des micro, petites et moyennes entreprises (MPME). En travaillant avec des partenaires pour renforcer la compétitivité des MPME exportatrices, nous aidons à bâtir des secteurs d'exportation dynamiques et durables qui offrent des opportunités entrepreneuriales, en particulier pour les femmes, les jeunes et les communautés pauvres.

\* Les limites et les noms indiqués ainsi que les désignations utilisées sur cette carte le sont uniquement à titre indicatif. Ils ne supposent en aucun cas l'approbation ou l'acceptation officielle par les Nations Unies d'une frontière contestée et ne préjugent pas d'une solution politique mutuellement acceptable conforme aux principes et aux buts de la Charte des Nations Unies.



# 128

Pays\* dans lesquels l'ITC  
menait des activités en 2020

# Table des matières

Avant-propos .....8

Compétitivité des MPME pour les ODD ..... 11

Liens entre les projets de l'ITC et les ODD ..... 12

**INTERVENTIONS DE L'ITC : PIVOTER AVEC DÉTERMINATION** ..... 15

Résultats obtenus par l'ITC en 2020 ..... 16

Atteindre la barre du million : faire fonctionner l'information commerciale ..... 17



**20**  
Ouvrir l'accès à l'information commerciale au Bhoutan



**22**  
Renforcer la riposte à la COVID-19 grâce à des données en temps opportun



**24**  
Mesures non tarifaires au Niger : une collaboration virtuelle pour des résultats concrets



**26**  
SMECO 2020 : collecte de données en temps opportun pour comprendre les effets de la COVID-19

Faciliter le commerce en temps de crise .....28



**30**  
Simplifier les procédures transfrontalières pour faciliter le commerce au Burkina Faso



**32**  
SheTrades Outlook : un nouvel outil d'intervention numérique dédié aux femmes et au commerce



**34**  
Créer un cadre d'activité économique d'avant-garde au Sri Lanka

Un solide écosystème d'institutions d'appui aux entreprises .....36



**38**  
Soutien au secteur du textile et de l'habillement en Jordanie



**40**  
Consolider les institutions d'appui aux entreprises grâce au cadre REACT



42

Techniques innovantes pour améliorer l'accès au financement en Afrique de l'Ouest



44

Programme Jeunesse et commerce

Stimuler la compétitivité internationale des MPME .....46



48

Renforcement des capacités et évaluation de l'état de préparation des start-up technologiques africaines



50

Innovier dans le domaine de l'assistance technique pour atteindre les communautés touchées par le conflit en Colombie



52

Connecter les PME ukrainiennes aux marchés nationaux et aux chaînes de valeur

Autonomiser les femmes et les jeunes pour un commerce inclusif et vert .....54



56

Renforcer les petites entreprises agroalimentaires au Pakistan



58

Les MPME à l'avant-garde des chaînes de valeur durables et fiables



60

SheTrades : un réseau diversifié pour aider les entreprises dirigées par des femmes à monter en puissance



62

Migrations vulnérables et déplacements forcés

Protéger les échanges Sud-Sud pour préserver les moyens de subsistance .....64



66

Alliances pour des actions visant à accroître des chaînes de valeur éthiques et durables dans l'agro-industrie



68

Le secteur textile tunisien relève le défi



70

Permettre aux avocats du Kenya et de Tanzanie de s'exporter en Europe



72

Un accès abordable à l'énergie en Ouganda

Cas d'école : la Gambie ..... 74



RÉSULTATS INSTITUTIONNELS .....	81
Pivoter avec détermination .....	82
Gestion des ressources humaines .....	86
L'unité chargée des questions de genre .....	88
Technologies et systèmes informatisés .....	90
Communication et événementiel .....	92
Panorama financier .....	94

ANNEXES .....	99
Annexe I : Évaluations de 2020 .....	100
Annexe II : Coopération technique de l'ITC par région et par domaine d'intervention .....	101
Annexe III : Profil du personnel de l'ITC .....	118
Annexe IV : Répartition des missions par nationalités et sexe .....	119
Annexe V : Tableau des contributions volontaires au fonds d'affectation spéciale de l'ITC (mai 2021) .....	123

# Sigles et acronymes

A4A - Alliances pour l'action	OPEP - Organisation des pays exportateurs de pétrole
AMIS - Système d'information sur les marchés agricoles	OTC - Obstacles techniques au commerce
ATO - Observatoire africain du commerce	PEID - Petits États insulaires en développement
B2B - Entreprise à entreprise	PIB - Produit intérieur brut
BDF - Fonds de développement des entreprises	PIC - Portail d'informations sur le commerce
BO - Budget ordinaire	PMA - Pays les moins avancés
CAP - Coût de l'appui aux programmes	PME - Petite et moyenne entreprise
CEDEAO - Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest	PNUD - Programme des Nations Unies pour le développement
COMESA - Marché commun de l'Afrique orientale et australe	R4TCA - Ready for Trade Central Asia
COP - Peso colombien	REACT - Ready, Expert, Agile, Connected and Trusted (prêt, expert, agile, connecté et fiable)
EAC - Communauté de l'Afrique de l'Est	RESI - Initiative pour l'emploi et les compétences des réfugiés
EFTP - Enseignement et formation techniques et professionnels	RH - Ressources humaines
EPI - Équipement de protection individuelle	SIA - Investissements durables en Afrique
EUTF - Fonds fiduciaire de l'UE en faveur de la Colombie	Sida - Agence suédoise de coopération internationale au développement
FAO - Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture	SITA - Supporting Indian Trade and Investment for Africa (projet d'appui au commerce et à l'investissement indiens pour l'Afrique)
FSN IV - Fonds fiduciaire néerlandais IV	SMECO 2020 - SME Competitiveness Outlook 2020 (rapport annuel 2020 de l'ITC sur les perspectives de compétitivité des PME)
GCCI - The Gambia Chamber of Commerce and Industry (Chambre de commerce et de l'industrie de la Gambie)	SNE - Stratégie nationale d'exportation
GIZ - Agence allemande de coopération internationale	SPS - Sanitaire et phytosanitaire
GLOBALG.A.P - Marque et ensemble de normes de bonnes pratiques agricoles	SRTI - Services reposant sur les technologies de l'information
GNUE - Groupe des Nations Unies pour l'évaluation	T&H - Textile et habillement
GRASP - Growth for Rural Advancement and Sustainable Progress (Projet de croissance pour le développement et le progrès durables des zones rurales)	T4SD - Trade for Sustainable Development (le commerce au service du développement durable)
GSC - Centre de services de conception et de formation vestimentaires	TSI - Technologies et systèmes informatisés
GTEX - Programme mondial de textiles et d'habillement	TI - Technologies de l'information
IACI - Institutions d'appui au commerce et à l'investissement	TIC - Technologies de l'information et de la communication
IAE - Institutions d'appui aux entreprises	UE - Union européenne
ITC - Centre du commerce international	UKTP - Programme de partenariats commerciaux du Royaume-Uni
ITF - Fonds d'affectation spéciale de l'ITC	UPS - United Parcel Service
JCI - Chambre d'industrie de Jordanie	USAID - Agence des États-Unis pour le développement international
KMC - Conseil municipal de Kanifing	VIETRADE - Viet Nam Trade Promotion Agency (agence vietnamienne de promotion du commerce)
MARKUP - Programme de mise à niveau pour l'accès au marché	WACOMP - Programme de compétitivité de l'Afrique de l'Ouest
MENATEX - Programme Textiles pour la région Moyen-Orient et l'Afrique du Nord	WBAG - Women in Business Advocacy Group (groupe de plaidoyer pour les femmes d'affaires)
MNT - Mesure non tarifaire	XB - Extrabudgétaire
MPME - Micro, petites et moyennes entreprises	Ye! - Young Entrepreneurs (programme pour les jeunes entrepreneurs)
MPTF - Fonds d'affectation spéciale pluripartenaires	ZLECA - Zone de libre-échange continentale africaine
ODD - Objectifs de développement durable	ZPTCA - Zones touchées par un conflit armé
OMC - Organisation mondiale du commerce	
ONU - Organisation des Nations Unies	
ONUDI - Organisation des Nations Unies pour le développement industriel	

# Avant-propos

**2020 a été une année à nulle autre pareille.** Une année qui a redéfini la notion de résilience. Une année où le monde a parfaitement saisi l'importance capitale des micro, petites et moyennes entreprises (MPME) pour les sociétés, les économies et le commerce mondial. La première année de la dernière décennie qu'il reste pour atteindre les objectifs mondiaux, alors que de nombreux indicateurs pointent dans la mauvaise direction. Une année où nous avons tous appris à pivoter avec détermination, que ce soit au bureau ou à la maison.

Au cours des 12 derniers mois, la pandémie mondiale a fait des millions de morts et mis en péril beaucoup plus de vies, surtout dans les pays en développement qui avaient été épargnés par les premiers ravages du virus de la COVID-19. Chaque pic successif d'infections a entraîné plus de décès, de pertes d'emplois, de faillites et d'anxiété. En l'espace de quelques semaines, des pans entiers de l'économie dont les revenus étaient élevés ont vu ces derniers s'anéantir. Chaque nouveau confinement s'est accompagné de la perte d'une saison touristique de plus, de la fermeture d'une voie d'accès au marché de plus, de la perturbation d'une chaîne d'approvisionnement de plus et de la cessation d'activité d'une MPME de plus.

Le Centre du commerce international (ITC) a été parmi les premières institutions multilatérales à produire des données relatives à l'impact de la pandémie sur les MPME. Notre enquête sur l'impact de la COVID-19 sur les entreprises, menée au printemps 2020, a montré que près de deux tiers des micro et petites entreprises ont subi des répercussions négatives de la pandémie. Un cinquième des petites et moyennes entreprises (PME) était exposé au risque de cessation d'activité dans les trois mois. La pandémie a le plus touché les entreprises du secteur des services, notamment celles dirigées par des femmes et de jeunes entrepreneurs. Le secteur hôtelier, capital pour de nombreuses petites économies insulaires, a le plus pâti.

C'est dans ce contexte de mutations mondiales et de défis opérationnels que j'ai entamé mon mandat de directrice exécutive de l'ITC.

Ce rapport expose le travail de notre organisation durant cette année difficile. Il montre comment nos travaux de recherches et nos activités de plaidoyer ont aidé la communauté mondiale à mieux cerner le lien entre la compétitivité des MPME, des sociétés durables et une reprise à la suite de la COVID-19 qui repose sur des bases inclusives. Il montre comment l'ITC – peut-être plus qu'à tout autre moment de ses presque 60 ans d'existence – a fait la preuve de sa valeur en tant que partenaire souple, fiable, à l'écoute de la demande et porté par les résultats pour les MPME dans les pays en développement. Il décrit dans le détail comment nous avons « pivoté avec détermination » à une époque où nos bénéficiaires se battaient littéralement pour leur survie.

**Nous avons pivoté vers la durabilité.** Au cours de 2020, le monde a de plus en plus ressenti les effets du changement climatique, que subissaient déjà de nombreux petits États insulaires en développement (PEID) et pays touchés par la sécheresse. L'Organisation météorologique mondiale

a constaté que l'année 2020 fait partie des trois années les plus chaudes jamais enregistrées, à une période où le monde est loin d'être sur la bonne voie pour atteindre les objectifs de l'Accord de Paris. Pour les entreprises, il est indispensable de trouver un équilibre entre les risques sanitaires et les risques climatiques ; la durabilité fait désormais profondément partie de la « nouvelle normalité ». Grâce à notre stratégie et à nos pôles Green2Compete, à notre programme sur le commerce au service du développement durable (T4SD) et à notre travail sur les chaînes de valeur, nous avons aidé à faire « passer au vert » les voyants des MPME et avons donné à ces dernières les outils pour rester à la pointe de la transition verte.

**Nous avons pivoté vers la connectivité.** En 2020, la révolution numérique – déjà bien amorcée avant l'éclosion de la pandémie – a progressé à un rythme que peu de personnes auraient pu imaginer. Selon les travaux de recherche de McKinsey, la pandémie a accéléré la numérisation des interactions avec les clients et les chaînes d'approvisionnement de quatre ans et la part des produits numériques dans les portefeuilles des entreprises de sept ans. Alors que les pays en développement reconnaissent l'urgence de créer des écosystèmes de commerce électronique solides, l'ITC a aidé les régulateurs, les MPME et les consommateurs à opérer la transition.

Par exemple, avant que la pandémie ne frappe, nous avons déjà conçu notre initiative FastTrackTech Africa pour soutenir le secteur des technologies en Afrique, et au cours de la dernière année, elle a généré avec succès 800 000 dollars d'investissements pour les start-up technologiques. En 2020, notre section chargée de l'information commerciale a formé 13 000 entrepreneurs et membres du personnel d'institutions d'appui aux entreprises (IAE) à l'analyse et la comparaison de leurs perspectives commerciales à l'aide d'un ensemble d'outils numériques d'étude de marché. Nos formations en ligne ont augmenté de 80 %, notre académie des PME ayant bénéficié à près de 13 000 participants. Nos projets visant à connecter les entreprises aux chaînes de valeur internationales ont pivoté vers le virtuel avec des réunions entre entreprises (B2B), des foires commerciales et des voyages d'étude se tenant en ligne.

Nous avons constaté une augmentation de la demande d'informations commerciales numériques. En 2020, l'ITC, en collaboration avec ses principaux partenaires commerciaux multilatéraux, a créé Global Trade Helpdesk, un service mondial d'assistance au commerce, qui fournit des informations commerciales pertinentes en temps opportun. Nous avons fourni des solutions régionales, telles que le tableau de bord de l'Observatoire africain du commerce, l'un des cinq instruments opérationnels de la Zone de libre-échange continentale africaine. La demande de nos outils d'étude de marché a enregistré une croissance exponentielle, le nombre d'utilisateurs enregistrés dépassant pour la première fois la barre du million.

**Nous avons pivoté vers l'inclusivité.** La pandémie a braqué les projecteurs sur les inégalités qui existent dans nos sociétés et nos économies. En 2020, des manifestations massives à travers le monde à la suite de la mort de George Floyd ont ouvert le débat à l'échelle mondiale sur le racisme systémique





1. Pamela Coke-Hamilton prenant la parole au Good Trade Summit 2020 2. Rencontre avec Ngozi Okonjo-Iweala, la nouvelle directrice générale de l'Organisation mondiale du commerce 3. 54<sup>e</sup> réunion du Groupe consultative conjoint 4. Émission-débat sur la stimulation de la reprise verte en s'appuyant sur les petites entreprises en prélude à la Journée des MPME de l'ONU de 2021, sur Leman Bleu

et les disparités structurelles. La pandémie a accru les charges liées à la garde des enfants et fait grimper les menaces de violence physique à l'égard des femmes et des filles, ce qui a donné une nouvelle impulsion à la campagne mondiale pour l'égalité des sexes. Des manifestations menées par la société civile ont éclaté pendant la pandémie, motivées dans de nombreux cas par le mécontentement des jeunes face au statu quo.

En réponse, l'ITC a amélioré sa gamme de programmes visant à promouvoir des sociétés plus inclusives. Les données de notre rapport *SME Competitiveness Outlook 2020* ont montré que la pandémie mettait profondément en péril les opérations commerciales de 64 % des entreprises dirigées par des femmes. Nous avons répondu à cette situation en améliorant notre initiative phare SheTrades avec, entre autres interventions, la création d'un outil d'intervention baptisé SheTrades Outlook. Cet outil interactif est conçu pour aider les décideurs politiques à réformer l'écosystème des entreprises en recensant les domaines à améliorer et en indiquant les ressources à déployer pour un changement réel. Nous avons par ailleurs augmenté notre offre de programmes pour les jeunes entrepreneurs, notamment en multipliant les sections communautaires du programme Young Entrepreneurs (Ye!), qui touche actuellement 18 000 jeunes entrepreneurs. L'ITC soutient désormais 430 pôles à travers le monde, qui ont désormais un effet multiplicateur sur l'autonomisation économique des jeunes.

Comme nous le disons en Jamaïque, « Big Up » aux membres du personnel de l'ITC à notre siège à Genève et sur le terrain, qui ne cessent d'obtenir des résultats exceptionnels pendant que la pandémie fait des ravages dans nos pays partenaires. Merci pour votre professionnalisme et votre dévouement à la cause du commerce et du développement. Plus particulièrement, je suis profondément reconnaissante à Dorothy Tembo pour sa gestion avisée et experte alors qu'elle assumait les fonctions de directrice exécutive par intérim pendant la majeure partie de la période couverte par ce rapport. Elle a beaucoup facilité ma prise de fonction.

Si personne ne sait avec certitude quand la pandémie prendra fin, nous savons tout de même que les défis complexes auxquels est confronté le commerce mondial nécessiteront un engagement encore plus important pour pivoter avec détermination, en poursuivant la coopération mondiale et en améliorant les partenariats. Ce rapport témoigne du dynamisme de l'ITC, de l'impact de son action et des bases solides sur lesquelles il s'appuie pour l'avenir.

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'P. Coke-Hamilton'.

Pamela Coke-Hamilton  
Directrice exécutive



# Compétitivité des MPME pour les ODD

Les objectifs de développement durable (ODD) représentent un programme de développement universel et mondial qui concerne tous les États membres des Nations Unies (ONU) et les acteurs du développement pour la période allant jusqu'en 2030. Ils consistent en un ensemble interconnecté de 17 objectifs mondiaux sous-tendus par 169 cibles à atteindre dans les dimensions économique, sociale et environnementale du développement. Le Centre du commerce international (ITC) contribue directement

à la réalisation de 11 objectifs mondiaux en soutenant la compétitivité internationale des micro, petites et moyennes entreprises (MPME) par l'apport de valeur ajoutée, le commerce, l'investissement et les partenariats mondiaux dans la poursuite d'une croissance inclusive et durable. Il a mis en place des systèmes pour surveiller les résultats et aide la communauté mondiale à suivre les progrès vers la réalisation de ces objectifs. Un code de conduite guide les interventions de l'ITC.



**THE GLOBAL GOALS**  
For Sustainable Development

# Liens entre les projets de l'ITC et les ODD



**Pays les moins avancés : 49 % des projets nationaux de l'ITC.**

**Utilisateurs d'informations commerciales : 200 millions de dollars de transactions commerciales.**

Voici quelques exemples du travail de l'ITC pour :

- Parvenir à une plus grande productivité économique grâce à la diversification, à la modernisation technologique et à l'innovation
- Promouvoir des politiques axées sur le développement qui soutiennent les activités productives, la création d'emplois décents et l'entrepreneuriat
- Assurer un travail décent à toutes les femmes et tous les hommes, y compris les jeunes
- Réduire sensiblement le chômage des jeunes ; améliorer l'accès à l'éducation et à la formation
- Mettre en œuvre des politiques favorisant un tourisme durable et qui créent des emplois et promeuvent la culture et les produits locaux
- Renforcer les capacités des institutions financières à encourager et élargir l'accès aux services financiers pour tous
- Accroître l'Aide pour le commerce en faveur des pays en développement, en particulier les pays les moins avancés



**1,9 million de femmes connectées aux marchés.**

**L'ITC et ses partenaires ont obtenu des engagements via son programme SheTrades.**

Le travail de l'ITC vise à :

- Améliorer l'utilisation des technologies pour autonomiser les femmes
- Assurer la pleine participation des femmes à la vie économique, avec des chances égales de diriger à tous les niveaux de prise de décision
- Mettre fin partout à la discrimination contre toutes les femmes et les filles

Répartition des projets de l'ITC à travers les ODD



**30 millions de dollars d'investissements et d'accords commerciaux en Afrique subsaharienne : un exemple de la façon dont l'ITC a stimulé les échanges Sud-Sud dans l'agro-industrie, l'industrie légère, les technologies et les services.**

En outre, les programmes de l'ITC ont contribué à :

- Mobiliser des ressources financières pour les pays en développement
- Adopter des régimes de promotion des investissements pour les pays les moins avancés
- Améliorer la coopération régionale et internationale Nord-Sud, Sud-Sud et triangulaire sur l'accès à la science, à la technologie et à l'innovation
- Promouvoir un système commercial multilatéral équitable sous l'égide de l'Organisation mondiale du commerce, notamment grâce à des négociations dans le cadre du Programme de Doha pour le développement
- Augmenter les exportations des pays en développement
- Assurer un accès durable aux marchés en franchise de droits et hors quota pour tous les pays les moins avancés, conformément aux décisions de l'Organisation mondiale du commerce, y compris des règles d'origine préférentielles applicables aux importations en provenance des pays les moins avancés qui sont transparentes et simples et contribuent à faciliter l'accès aux marchés
- Renforcer la stabilité macroéconomique mondiale, notamment en favorisant la coordination et la cohérence des politiques.
- Encourager des partenariats publics, public-privé et avec la société civile qui sont efficaces
- Tirer parti des initiatives existantes pour établir des indicateurs de progrès en matière de développement durable qui viendraient compléter le produit intérieur brut et appuyer le renforcement des capacités statistiques dans les pays en développement



**L'ITC dans l'agro-industrie : l'ITC a œuvré à la diversification et à l'amélioration de la production, à l'augmentation des revenus des petits exploitants, et au renforcement de la durabilité et de la résilience climatique.**

Le travail de l'ITC s'inscrivant dans le droit fil de l'ODD 2 vise à :

- Doubler la productivité agricole et les revenus des petits producteurs alimentaires
- Assurer des systèmes de production alimentaire durables et des pratiques agricoles résilientes
- Corriger et prévenir les restrictions commerciales sur les marchés agricoles mondiaux



**Au Bhoutan et au Sri Lanka, les projets de l'ITC ont relié les PME à des entités locales d'appui aux entreprises.**

**L'Initiative pour une mode éthique de l'ITC a aidé à connecter plus de 100 réfugiés et migrants à la filière numérique de la mode au Kenya, au Mali et en Afghanistan.**

Voici des exemples d'initiatives de l'ITC visant à :

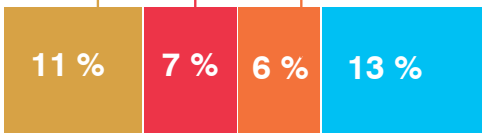
- Réduire la proportion d'hommes, de femmes et d'enfants de tous âges vivant dans la pauvreté
- Créer des cadres de politiques et des stratégies favorables aux pauvres et sensibles au genre



**Soutien en période de pandémie : L'ITC a mis en relation des entreprises textiles tunisiennes et marocaines avec des acheteurs d'équipements de protection individuelle.**

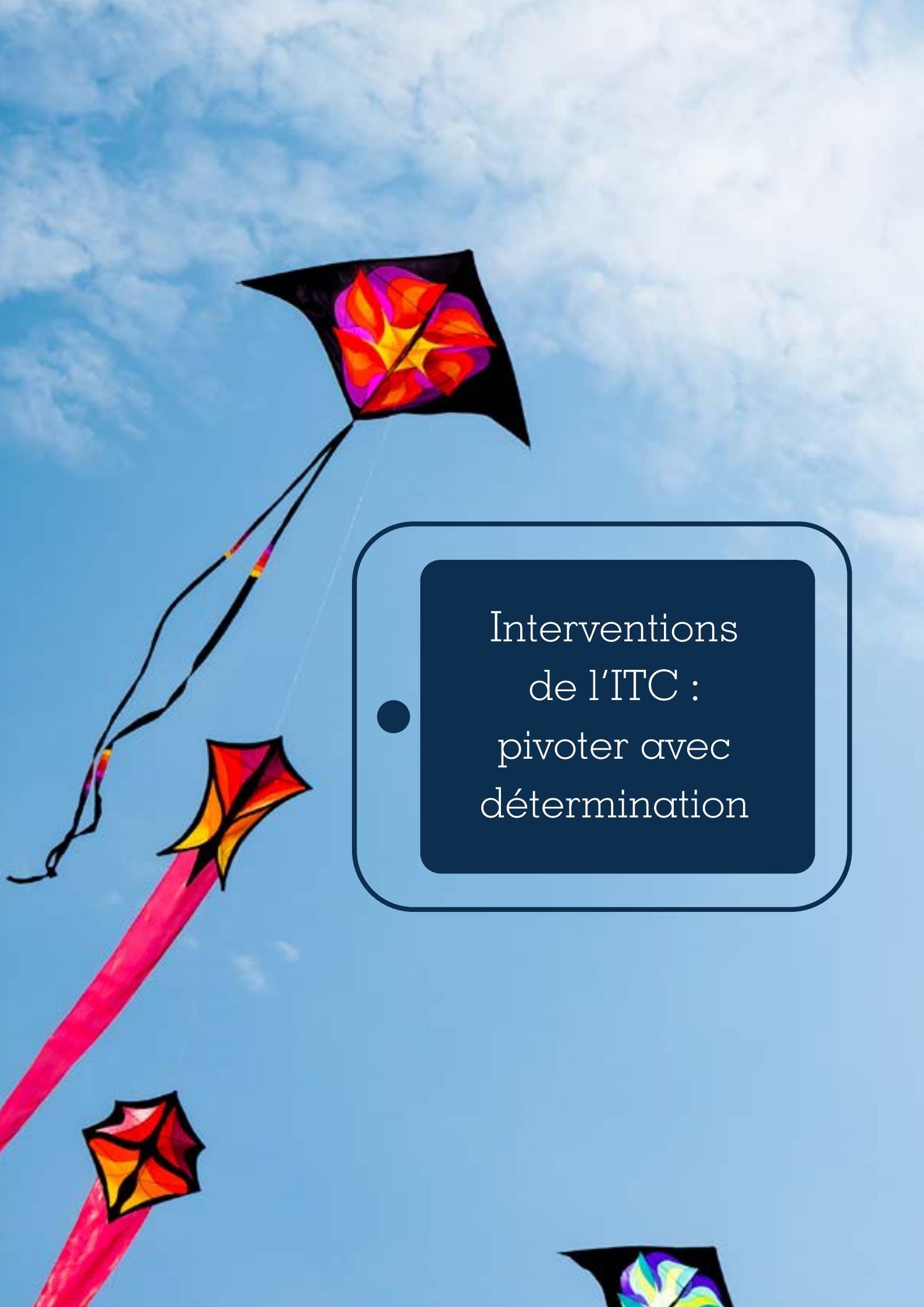
Cette démarche soutient le travail de l'ITC consistant à :

- Élargir l'accès des petites entreprises aux services financiers et accroître leur intégration dans les chaînes de valeur et les marchés
- Promouvoir le développement technologique national, la recherche et l'innovation dans les pays en développement



- **ODD 4** : L'Académie commerciale des PME de l'ITC a formé 28 000 jeunes et adultes en leur donnant des compétences techniques et professionnelles pour des emplois décents et l'entrepreneuriat
- **ODD 16** : L'ITC a amélioré l'efficacité des institutions d'appui aux entreprises et de leurs réseaux faisant office de multiplicateurs du travail de l'ITC. Ce travail promeut des institutions responsables et transparentes pour assurer une prise de décision tenant compte des besoins, inclusive, participative et représentative, et assure la participation des pays en développement aux institutions de gouvernance mondiale
- **ODD 12** : Les pôles Green2Compete de l'ITC ont aidé les MPME à se conformer aux normes volontaires de durabilité en les encourageant à adopter des pratiques durables et à intégrer des informations sur la durabilité dans leurs cycles d'établissement de rapports
- **ODD 13** : Le soutien de l'ITC visait à améliorer l'éducation et la sensibilisation ainsi que les capacités humaines et institutionnelles en matière de changement climatique
- **ODD 10** : L'ITC a fourni des données commerciales et tarifaires qui rendent les informations plus transparentes et aident à régler la question des lignes tarifaires afin de réduire les inégalités grâce à la mise en œuvre du principe de traitement spécial et différencié pour les pays en développement



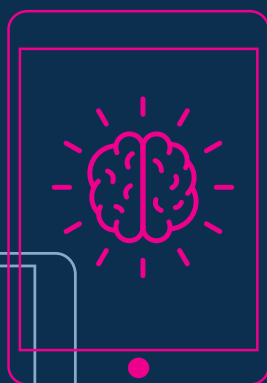


● Interventions  
de l'ITC :  
pivoter avec  
détermination

# Résultats obtenus par l'ITC en 2020

## Consensus, plans d'action, interventions au niveau des politiques publiques

> 120 politiques, stratégies ou réglementations liées au commerce adoptées ou modifiées pour favoriser la compétitivité des MPME, avec la contribution du secteur des entreprises



## Éveil

> 388 000 utilisateurs actifs de renseignements commerciaux, plus de 40 % des utilisateurs enregistrés des biens publics mondiaux sont des femmes



## Action pour les MPME



> 21 000 MPME ayant amélioré leur compétitivité, plus de 3 700 d'entre elles ayant amélioré leur performance environnementale

> 18 000 MPME ayant réalisé des transactions commerciales internationales, dont plus de 12 600 conformément aux normes volontaires de durabilité

> 330 améliorations des performances institutionnelles

> 80 % d'interventions spécifiques dans des pays prioritaires

> 49 % d'interventions dans les pays les moins avancés (PMA)

54 % de MPME détenues ou gérées par des femmes ayant amélioré leur compétitivité

24 % de MPME détenues ou dirigées par des femmes ayant effectué des transactions commerciales

1,9 million de femmes connectées aux marchés internationaux grâce à l'initiative SheTrades

22 000 femmes présentes sur la plateforme Shetrades.com

## Connaissances, compétences et renforcement des capacités

> 4 300 jours de formations et d'ateliers

> 2 000 services de conseil fournis

> 102 000 participants à l'académie commerciale des PME, dont 28 % sont certifiés et 48 % sont des femmes ; beaucoup suivant plus d'un cours





# Atteindre la barre du million : faire fonctionner l'information commerciale

---

Le commerce mondial a connu des turbulences sans précédent en 2020. Les exportations des pays en développement ont chuté de 7 % et celles des PMA de 9 %. Alors que les gouvernements se battaient pour obtenir des ressources pour protéger la santé de leurs populations, les mesures se sont multipliées et ont davantage compliqué le paysage des affaires.

Dans ce contexte instable, les entreprises ont été confrontées à une évolution rapide des conditions et ont dû adapter leurs stratégies commerciales, notamment en ayant davantage recours aux canaux et plateformes d'information numériques.

Face à cette situation, l'ITC a adapté ses outils d'étude de marché pour fournir des données en temps réel et mettre au point des solutions sur mesure pour les entreprises, les décideurs et les institutions d'appui aux entreprises. L'ITC a rendu l'accès aux outils gratuit et, en 2020, le nombre d'utilisateurs enregistrés a franchi pour la première fois la barre du million.



1. et 2. Apprendre à extraire et compiler les données d'Eurotrace dans le cadre du Programme pour la compétitivité de l'Afrique de l'Ouest (WACOMP) au Niger

## Adapter les outils d'analyse du commerce et d'étude de marché

Au cours de l'année, les gouvernements ont adopté 216 mesures commerciales temporaires touchant à la fois les importations et les exportations sous la forme de modifications tarifaires, de restrictions à l'exportation et de prescriptions de licences obligatoires, entre autres. Alors que le cadre d'intervention des pouvoirs publics évoluait rapidement, l'ITC a lancé un nouveau tableau de bord pour surveiller ces nouvelles mesures. L'outil fournit des informations détaillées sur les mesures à travers les pays, y compris les décrets gouvernementaux originaux établis dans la langue nationale du pays.

La demande accrue d'informations sur les réglementations et procédures commerciales en raison de la crise a également entraîné une utilisation accrue du système ePing, une initiative conjointe de l'ITC, de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et du Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies (DAES). Le système d'alerte d'ePing sur les mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS) et les notifications d'obstacles techniques au commerce (OTC) à l'OMC a intégré un module de suivi concernant la COVID-19. Lors de la première vague de la pandémie, de mars à mai 2020, on a enregistré une augmentation notable de l'utilisation du système.

Grâce à *Market Access Map*, plus de 160 pays ont eu accès à des informations sur les tarifs appliqués et les contingents tarifaires pour 2020. L'ITC a élargi la portée des informations disponibles dans le facilitateur des règles d'origine de manière à couvrir les règles d'origine pertinentes dans 374 accords commerciaux.

*Trade Map*, qui fournit des statistiques commerciales sur plus de 200 pays et territoires, a vu son trafic augmenter de 36 % par rapport à 2019, avec 7,7 millions de visites en 2020.

La mise à jour de l'*Export Potential Map*, la carte du potentiel d'exportation, au printemps 2020 a intégré les premières prévisions du produit intérieur brut (PIB) du Fonds monétaire

international (FMI) qui ont pris en compte les effets de la pandémie. Ces chiffres montrent une diminution du potentiel d'exportation de 5,7 % à l'échelle mondiale. Un nombre sans précédent de 101 238 visiteurs ont utilisé l'outil pour recenser les opportunités commerciales pour la reprise économique.

## Créer des solutions intégrées

L'ITC a collaboré avec des partenaires pour créer le Global Trade Helpdesk, une plateforme d'assistance adaptée qui regroupe les informations de 11 organisations. Cette plateforme ([www.GlobalTradeHelpdesk.org](http://www.GlobalTradeHelpdesk.org)) a été déployée lors de la Journée des MPME des Nations Unies organisée en juin 2020. La plateforme fournit des informations commerciales accessibles, opportunes et pertinentes qui aident les entreprises en leur fournissant des renseignements du « pas de leur porte » jusqu'au marché.

En décembre 2020, les 91 membres du Groupe de travail informel de l'OMC sur les MPME ont publié un ensemble de recommandations visant à renforcer la participation des MPME sur le marché mondial. Les membres ont approuvé le Global Trade Helpdesk, considéré comme une source clé d'informations pour les entreprises, et se sont engagés à communiquer des informations à la plateforme.

La pandémie a perturbé les chaînes d'approvisionnement et touché différentes régions à des degrés divers, l'ITC a répondu par des solutions régionales personnalisées, dont la version bêta du tableau de bord de l'Observatoire africain du commerce (ATO), créé en partenariat avec l'Union africaine. Le tableau de bord de l'ATO fournit des informations détaillées sur les opportunités commerciales régionales qui permettent aux entrepreneurs africains d'explorer et de comparer les nouveaux marchés et les possibilités qui se dessinent avec la mise en œuvre de l'Accord sur la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA).



3

3. S'attaquer aux obstacles invisibles au commerce, les mesures non tarifaires au Niger 4. Session consacrée à l'information commerciale dans le cadre du Programme de partenariats commerciaux du Royaume-Uni (UKTP) en Côte d'Ivoire



4

### Accélérer les efforts de formation à travers des formats numériques

L'accent mis sur le renforcement des capacités grâce aux offres numériques a conduit à une augmentation de 80 % de la prestation de formations en ligne. L'ITC a dispensé près de 140 cours par le biais de webinaires, d'ateliers virtuels et de l'académie commerciale des PME, au profit de près de 13 000 participants, dont 50 % de femmes.

Au Viet Nam, face à la difficulté des petites et moyennes entreprises (PME) à obtenir des informations sur les exigences du marché, le programme de formateurs certifiés de l'ITC a dispensé – en collaboration avec l'Agence vietnamienne de promotion du commerce (VIETRADE) – 12 cours de formation sur les mesures non tarifaires (MNT).

### Évaluer ce que vivent les entreprises et analyser le potentiel commercial

Le programme de l'ITC sur les MNT a continué à attirer l'attention des décideurs et d'autres parties prenantes sur les préoccupations des MPME concernant les obstacles réglementaires et procéduraux au commerce. Malgré les défis liés à la COVID-19 en 2020, le programme a obtenu des résultats appréciables. Les données probantes provenant de quatre pays ont montré des changements concrets dans le comportement institutionnel, les politiques, les réglementations et les projets financés qui ont répondu aux préoccupations exprimées au moyen des mécanismes de l'ITC. Pour la première fois, les consultations des parties prenantes sur les barrières commerciales ont également porté sur le commerce des services, notamment pour le transport et la logistique, les voyages et le tourisme, ainsi que les technologies de l'information et de la communication (TIC) et les services reposant sur les TIC. Dans l'Union européenne (UE), plus de 900 commerçants de services, dont un échantillon représentatif d'entreprises dirigées par des femmes, ont exprimé leurs besoins en matière d'informations commerciales pour améliorer l'accès aux clients étrangers et abaisser les obstacles commerciaux qu'ils ont rencontrés.

En Tanzanie, les analyses du potentiel d'exportation de l'ITC ont incorporé des prévisions révisées sur la croissance mondiale, ce qui a permis une réponse efficace aux risques liés à la pandémie pour les principaux secteurs d'exportation. En outre, l'ITC a étudié l'impact de la pandémie sur les exportations dans le cadre du programme MARKUP financé par l'UE en Afrique de l'Est. L'ITC a utilisé les conclusions de cette étude pour estimer l'impact de la COVID-19 sur les exportations tanzaniennes de quatre produits agricoles, à savoir l'avocat, le café, les épices et le thé. L'étude a également mis en évidence des marchés présentant un potentiel d'exportation inexploité pour ces produits.

### Pourvoyeurs de fonds en 2020 pour le domaine d'intervention 1 : fournir une veille commerciale et économique

#### Pourvoyeurs de fonds pour le Guichet I du Fonds d'affectation spéciale de l'ITC

Allemagne, Canada, Chili, Danemark, Finlande, Irlande, Norvège et Suède

#### Bailleurs de fonds de projets spécifiques

Union européenne, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suisse, Corée, Qatar Development Bank, National Graduate Institute for Policy Studies, États-Unis, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Pays-Bas, Enterprise Greece, Société internationale islamique de financement du commerce, Programme des Nations Unies pour le développement, France, Marché commun de l'Afrique orientale et australe, AMC Ernst & Young, Boston Consulting Group, Conseil chinois pour la promotion du commerce international, New Zealand Trade and Enterprise, Spirit Slovenia et Switzerland Global Enterprise

PROJET PIVOT

# Ouvrir l'accès à l'information commerciale au Bhoutan



© Gabriel Byrde/ITC



« La réglementation peu claire du commerce intérieur a toujours été l'un des principaux obstacles au développement du commerce et de l'investissement internationaux. Je suis convaincu que ce portail favorisera la clarté et la transparence de nos politiques et procédures pour aider à assurer un environnement stable et à faible risque pour le commerce et l'investissement, et contribuera également à l'amélioration du climat des affaires au Bhoutan. »

– H.E Lyonpo Loknath Sharma, ministre des Affaires économiques

POURVOYEURS DE FONDS ET PARTENAIRES

Union européenne ; Gouvernement royal du Bhoutan



## Contexte

Les PME bhoutanaises ont souvent eu du mal à accéder aux informations relatives au commerce, une difficulté exacerbée par la pandémie de COVID-19. Après un mois de confinement au Bhoutan, les consommateurs ont commencé à subir une hausse sans précédent des prix de divers produits alimentaires. La situation a suscité des inquiétudes quant à la sécurité alimentaire et a incité le ministère de l'Agriculture et des Forêts à recommander un prix de vente maximum pour les légumes.

## Pivotement

En réponse à ces préoccupations immédiates liées à la sécurité alimentaire et pour accompagner le gouvernement dans les efforts qu'il déploie pour réguler les prix des denrées alimentaires, l'ITC a mis en place l'ensemble du système d'information sur les marchés agricoles (AMIS) au niveau national. Le système AMIS suit et diffuse des informations qui aident à repérer les pratiques tarifaires déloyales. Il recueille des données sur les prix hebdomadaires du marché, à partir de tablettes et de smartphones, et recherche automatiquement tout écart déraisonnable par rapport aux prix approuvés au niveau national. Vingt-neuf collecteurs de données parfaitement formés de chacune des 20 provinces bhoutanaises (dzongkhags) soutiennent l'AMIS et préparent des analyses et des rapports sur la fixation des prix en temps réel.

Pour relever les défis plus systémiques du Bhoutan, avec un accès limité aux informations commerciales, l'ITC a également lancé le Bhoutan Trade Information Portal (TIP). Il s'agit d'un guichet unique qui recense et analyse les tarifs douaniers, les règles d'origine, les accords commerciaux, les procédures d'exportation pour le dédouanement des marchandises à l'importation et à l'exportation, les flux commerciaux mondiaux et les critères d'accès aux marchés mondiaux. Le portail sert également de référentiel d'informations pour les entrepreneurs locaux et étrangers à la recherche de produits et d'entreprises du Bhoutan. Les entreprises peuvent facilement accéder et se tenir au fait des dernières informations commerciales. Les entrepreneurs ont également la possibilité d'effectuer des études de marché et d'acquérir des connaissances sur la façon d'innover. Cosignant les coordonnées des acheteurs potentiels et des prestataires locaux de services liés à l'exportation, le portail facilite et élargit les réseaux commerciaux.

Un ancrage institutionnel et une appropriation solides, grâce à des consultations avec des représentants des secteurs public et privé bhoutanais, ont permis la mise au point des deux outils. Il s'agissait de la première fois que de telles plateformes en ligne étaient mises à la disposition des producteurs et agriculteurs du Bhoutan.

Outre les nouvelles plateformes électroniques, l'ITC a fourni un soutien consultatif sur le commerce électronique, la politique commerciale, la promotion des investissements, la défense des intérêts des entreprises et la croissance des entreprises après la crise de la COVID-19. Il a élaboré des profils d'investissement pour la transformation des minéraux, la transformation des aliments, la construction et les boissons non alcoolisées afin de promouvoir les investissements au Bhoutan.

En outre, l'ITC a fourni un soutien ciblé aux petits agriculteurs, artisans et exportateurs. Les agriculteurs et les exportateurs du secteur horticole ont reçu des formations en ligne sur les compétences en matière de négociation de contrats, le respect des mesures d'hygiène et d'assainissement alimentaires en lien avec la COVID-19, et les orientations concernant le Codex pour les entreprises alimentaires. Les artisans bhoutanais ont également bénéficié d'un renforcement de capacités et de relations d'affaires par le biais du coaching à distance, de l'apprentissage en ligne, de réunions B2B (entre entreprises) en ligne et de foires commerciales virtuelles. Cela a permis d'améliorer les pratiques agroécologiques et de renforcer la résilience dans les exploitations. Il a également fait en sorte que les artisans bhoutanais s'acquittent des commandes passées avant l'éclosion de la pandémie et créent des modèles pour de nouvelles commandes.

## Résultat

La collecte d'informations est désormais plus facile, car des données commerciales fiables deviennent disponibles en ligne au Bhoutan. Ces outils ont contribué à l'inclusion, en touchant des bénéficiaires dans les 20 provinces bhoutanaises. Disponible sur les appareils mobiles, AMIS fournit directement aux producteurs des informations sur le marché, en établissant la connexion avec les agriculteurs des zones reculées. Le portail d'informations commerciale (TIP) peut accélérer les décisions des pouvoirs publics visant à améliorer la compétitivité commerciale des entreprises bhoutanaises, car les exportateurs potentiels et actifs bénéficient désormais d'un accès gratuit aux informations et aux ressources pour éclairer la prise de décision commerciale. Grâce à ces améliorations, les PME seront prêtes à accéder à de nouveaux acheteurs sur de nouveaux marchés et à jouer un rôle actif pendant la phase de reprise à la suite de la COVID-19.

### LIENS

- [Page web du projet](https://www.intracen.org/projects/EU-Bhutan-Trade-Support/)  
https://www.intracen.org/projects/EU-Bhutan-Trade-Support/
- [Vidéo sur le TIP du Bhoutan](https://www.youtube.com/watch?v=vq0ApYi9MSg)  
https://www.youtube.com/watch?v=vq0ApYi9MSg
- [Site web de l'AMIS](https://amis.gov.bt/)  
https://amis.gov.bt/
- [Portail d'information commerciale du Bhoutan](http://www.bhutantradeportal.bt/en)  
http://www.bhutantradeportal.bt/en

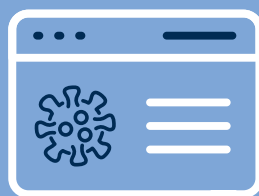
PROJET PIVOT

# Renforcer la riposte à la COVID-19 grâce à des données en temps opportun



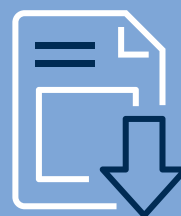
> 100

pays ont vu leurs mesures de riposte à la COVID-19 faire l'objet d'un suivi



125 000

visites du tableau de bord dédié à la COVID-19 de l'ITC



209

téléchargements du rapport sur les industries médicales en Afrique

**POURVOYEURS DE FONDS**

Allemagne, Canada, Chili, Danemark, Finlande, Irlande, Norvège, Suède et Union européenne





## Contexte

L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) a prévenu début mars 2020 que la production mondiale de certains équipements de protection individuelle (EPI) devrait augmenter considérablement pour répondre à l'augmentation de la demande internationale. Pour de nombreux pays d'Afrique, l'introduction de restrictions à l'exportation d'un nombre déjà limité de fournisseurs a compliqué l'accès à ces produits essentiels. Les enquêtes auprès des entreprises menées par l'ITC sur les MNT ont montré que des exigences réglementaires et des règles d'origine complexes pourraient exercer une pression négative sur le commerce africain des produits nécessaires pour faire face à la COVID-19.

## Pivotement

L'ITC a élaboré un tableau de bord en ligne gratuit pour le suivi des mesures commerciales temporaires liées à la COVID-19. Ce tableau présente tous les pays qui ont adopté des mesures d'exportation ou d'importation liées à la pandémie. Le tableau de bord a été mis à jour quotidiennement grâce à un suivi en temps réel 24 heures sur 24 des mesures pertinentes adoptées. Les utilisateurs du tableau de bord ont pu accéder à un tableau détaillé qui présentait tous les pays, les mesures adoptées, ainsi que les décrets gouvernementaux originels correspondants.

Le tableau de bord ainsi que les bases de données complètes et gratuites de l'ITC sur le commerce, les tarifs et le potentiel d'exportation, fournissent des informations fiables, transparentes et à jour pour déployer des produits liés à la santé là où ils sont le plus nécessaires.

Un rapport intitulé « Medical Industries in Africa – A Regional Response to Supply Shortages » a analysé ces données et formulé des recommandations pour soutenir le cadre de réponse socioéconomique immédiate à la COVID-19 des Nations Unies, ainsi qu'un débat sur la mise en œuvre

de la ZLECA. Ce rapport a montré comment le commerce peut être un élément important de la riposte sanitaire du continent, aussi bien à court qu'à long terme. Il a suggéré une solution consistant en une conjugaison stratégique d'ouverture des marchés, de diversification des sources d'approvisionnement et de renforcement des chaînes de valeur régionales pour lutter contre la crise sanitaire, renforcer la résilience de l'Afrique contre les futures pandémies et aider la région à devenir un fournisseur compétitif de certains produits liés à la santé. La transparence des échanges et des mesures commerciales est un premier pas vers la réalisation de cet objectif.

## Résultat

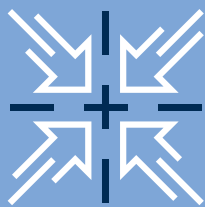
En 2020, le tableau de bord des mesures commerciales temporaires liées à la COVID-19 (Temporary Trade Measures Dashboard) de l'ITC a fait l'objet de plus de 125 000 visites, et a ainsi répondu à une demande d'informations commerciales fiables et en temps réel. De plus, grâce à une nouvelle collaboration avec Google, les informations placées sur le tableau de bord sont désormais disponibles sur Google Market Finder : <https://marketfinder.thinkwithgoogle.com/intl/en/topic/trade-measures/>.

### LIENS

- [Market Access Map - COVID-19 Temporary Trade Measures](https://www.macmap.org/covid19)  
<https://www.macmap.org/covid19>
- [Rapport "Medical Industries in Africa: A Regional Response to Supply Shortages"](https://www.intracen.org/publication/Medical-Industries-in-Africa/)  
<https://www.intracen.org/publication/Medical-Industries-in-Africa/>

PROJET PIVOT

# Mesures non tarifaires au Niger : une collaboration virtuelle pour des résultats concrets



70 actions convenues  
pour s'attaquer aux MNT

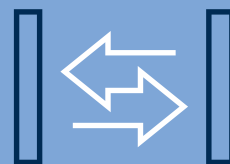
4 tables rondes hybrides sur  
la lutte contre les MNT

> 20 actions financées pour  
s'attaquer aux MNT



580

sociétés commerciales  
dont l'expérience a été  
portée à la connaissance  
des décideurs



53 %

des entreprises sont  
confrontées à des  
obstacles liés à leurs  
opérations commerciales

POURVOYEUR DE FONDS

Gouvernement de Danemark à travers le Guichet I





## Contexte

Le Niger a ce qu'il faut pour porter ses exportations à 1,8 milliard de dollars d'ici 2024. Cependant, comme indiqué dans l'enquête de l'ITC sur les barrières commerciales réglementaires et procédurales, de nombreux obstacles étouffaient le commerce au Niger, dont beaucoup à l'intérieur des frontières du pays.

Grâce à l'enquête de l'ITC, les entreprises nigériennes ont signalé des obstacles tels que la lourdeur des procédures administratives, une infrastructure de certification des produits inadéquate et le peu de transparence de l'information. Plus précisément dans le secteur des services, les propriétaires d'entreprise ont signalé des difficultés à se conformer aux réglementations fiscales, à obtenir des licences et à se procurer les intrants essentiels nécessaires pour fournir leurs services aux clients étrangers.

Les parties prenantes des secteurs public et privé étaient impatientes de discuter et de prendre des mesures pour résoudre ces problèmes. Les restrictions de voyage et de rassemblement de personnes liées à la pandémie ont incité l'équipe d'enquête de l'ITC et les partenaires nigériens à pivoter.

## Pivotement

Malgré la faible connectivité internet dans le pays, les déplacements en ligne, tout au moins en partie, semblaient être la seule solution. L'équipe d'enquête de l'ITC a collaboré pour organiser quatre tables rondes hybrides sur le commerce des marchandises, le transport et la logistique, les services liés aux TIC et le tourisme. Dans le respect des mesures de distanciation sociale, plus de 80 hauts responsables gouvernementaux y ont participé, aux côtés d'institutions d'appui aux entreprises, d'associations du secteur privé, de partenaires de développement, d'experts de l'ITC et de membres de la Mission permanente du Niger auprès des Nations Unies à Genève.

La formule hybride a offert une plus grande flexibilité aux acteurs nigériens. Un plus grand nombre de sessions étaient désormais disponibles et sur des périodes plus longues, ce qui garantissait le plus haut niveau possible de participation, d'engagement et d'appropriation par le pays. L'équipe du projet a facilement répondu aux demandes ponctuelles de consultations supplémentaires plus ciblées. C'était le cas de la première rencontre de juillet 2020, où les participants étaient si désireux de parvenir à un consensus que, à la demande du directeur du commerce extérieur, l'ITC a animé un cycle de discussions supplémentaire quelques jours plus tard.

Pendant la pandémie, le soutien politique du gouvernement s'est transformé en une prise en main active. Le ministère du Commerce et de la Promotion du secteur privé est resté déterminé à transformer les résultats de l'enquête de l'ITC en un outil de changement. Le ministre du Tourisme et de l'Artisanat et le ministre des Postes, des Télécommunications et de l'Économie numérique ont codirigé

les consultations consacrées aux secteurs du tourisme et des TIC. Une solide équipe de projet locale a renforcé cette dynamique impulsée par le pays et a servi de relais entre l'équipe basée à Genève et le secteur privé nigérien et les partenaires institutionnels.

## Résultat

Tous les acteurs publics et privés qui ont participé aux consultations visant à lever les barrières commerciales et les institutions du Niger étaient, sans exception, représentés au niveau décisionnel. Une forte participation qui a rendu les échanges très efficaces et a abouti à un accord sur 70 actions concrètes à mener pour s'attaquer aux obstacles au commerce des biens et des services, comme indiqué dans l'enquête auprès des entreprises menée au Niger.

Cette forte appropriation nationale a également jeté les bases de la transformation rapide d'un certain nombre d'actions concrètes en projets financés. Le Gouvernement nigérien a accepté de mettre en œuvre 10 des actions dans le secteur du cuir et des peaux à travers la composante nationale du Programme pour la compétitivité de l'Afrique de l'Ouest (WACOMP) financé par l'UE. Ces actions se concentreront sur le renforcement du système de vérification de la conformité des produits aux normes et sur l'amélioration de la capacité des entreprises à se conformer aux exigences du marché. Elles visent également à améliorer la transparence des réglementations et des procédures, ainsi qu'à rendre l'information plus accessible pour les PME.

Le ministère de l'Agriculture et de l'Élevage a accepté de financer 12 actions au cours des deux prochaines années, en particulier en soutien aux filières prioritaires que sont celles du Kilichi et de l'oignon violet de Galmi.

En outre, l'Agence nigérienne de normalisation, de métrologie et de certification a accepté d'accompagner chaque entreprise tout au long de son processus de certification. Le Niger prend les bonnes mesures pour éliminer les obstacles au commerce et est sur la bonne voie pour capitaliser sur son potentiel d'exportation et les avantages de la ZLECA.

### LIENS

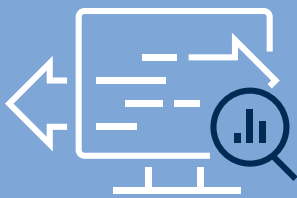
- [Niger: Tackling the invisible barriers to trade](http://www.ntmsurvey.org/niger)  
<http://www.ntmsurvey.org/niger>
- [Vidéo du premier atelier organisé à l'été 2020](https://www.youtube.com/watch?v=Bk9d6iA1cko)  
<https://www.youtube.com/watch?v=Bk9d6iA1cko>

PROJET PIVOT

# SMECO 2020 : collecte de données en temps opportun pour comprendre les effets de la COVID-19

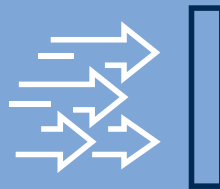


© shutterstock.com



4 694

entreprises interrogées dans  
138 pays en cinq mois



55 %

des entreprises  
indiquent avoir été  
sérieusement touchées  
par la pandémie



5 900

téléchargements uniques  
du rapport  
« SME Competitiveness  
Outlook 2020 »

## POURVOYEURS DE FONDOS ET PARTENAIRES

Pourvoyeurs de fonds du Guichet 1 ; Conférence permanente des chambres consulaires africaines et francophones (CPCCAF), ministère du Commerce et de l'Industrie des Philippines, Chambre de commerce et d'industrie du Bénin





## Contexte

Avant la crise, les travaux de recherche de l'ITC portaient principalement sur la collecte et l'analyse de données au niveau des entreprises sur la compétitivité des MPME. Peu à peu, il est devenu évident que les petites entreprises du monde entier subissaient de plein fouet les effets néfastes de la pandémie. Cependant, il y avait peu ou pas de données pour expliquer comment les MPME étaient touchées. Les décideurs politiques et les institutions d'appui aux entreprises avaient un besoin urgent d'informations commerciales claires et opportunes pour déterminer les contours de leurs ripostes. Il est rapidement apparu que des informations supplémentaires étaient nécessaires pour recenser les besoins des MPME dans un paysage commercial de plus en plus incertain qui se détériorait.

## Pivotement

Avec des compétences techniques en collecte et analyse de données et un réseau mondial établi de partenaires, l'équipe de recherche sur la compétitivité des PME de l'ITC était bien placée pour répondre à cette lacune cruciale en matière de données.

L'équipe a lancé une enquête sur l'impact de la COVID-19 sur les entreprises dans les semaines suivant la propagation initiale de la pandémie. L'ITC a traduit l'enquête en plusieurs langues et l'a diffusée à travers son réseau de partenaires et de projets à l'échelle mondiale. L'enquête a recueilli des données auprès de plus de 4 000 entreprises réparties dans 138 pays. En un temps record, l'équipe a analysé et publié les résultats des données dans l'édition 2020 du rapport sur les perspectives de compétitivité des PME intitulé *2020 SME Competitiveness Outlook* (SMECO 2020).

Lancé en juin 2020, ce rapport a consigné l'impact de la pandémie sur les petites entreprises, les chaînes d'approvisionnement internationales et le commerce. Grâce à une présentation claire des données de l'enquête, à une analyse d'experts et à des recommandations pratiques soigneusement choisies, il a fourni des informations opportunes et exhaustives qui ont éclairé l'élaboration des politiques, les programmes et les projets pour les MPME en lien avec la COVID-19 dans le monde entier.

Les enquêtes nationales auprès des PME qui ont suivi ont continué à recueillir des données sur l'impact de la COVID-19 sur les entreprises. L'ITC a ainsi pu évaluer les liens entre la compétitivité d'avant la crise et la résilience pendant

la pandémie. À l'automne 2020, l'ITC a lancé une série de rapports nationaux pour diffuser cette nouvelle série d'analyses qui a été présentée dans sa publication phare, *SMECO 2021*.

« Dans notre équipe, nous avons l'obligation de lire le rapport 2020 SMECO ! »

– Lucien Cernat, juin 2020, ancien économiste en chef du commerce de la Commission de l'Union européenne

## Résultat

L'ITC a été la première organisation internationale à publier des données provenant directement des MPME et concernant leur expérience pendant la pandémie. La collecte rapide de données factuelles, l'analyse innovante et les recommandations produites dans *SMECO 2020* ont été essentielles à l'élaboration précoce de politiques fondées sur des données probantes et à d'autres décisions d'accompagnement nécessaires pour aider les MPME à faire face à la crise.

On compte 185 articles de presse et éditoriaux, y compris dans le *New York Times*, qui ont diffusé des recommandations concrètes à l'intention des décideurs politiques fondées sur les conclusions du rapport *SMECO 2020*. Près de 6 000 personnes ont téléchargé *SMECO 2020* et 12 000 personnes ont regardé le lancement en ligne lors de la Journée internationale des MPME 2020. Les conclusions et idées contenues dans *SMECO 2020* ont également été citées d'innombrables fois, y compris dans les lignes directrices du G20 pour la compétitivité des PME et dans le rapport législatif du plan de reprise post-pandémie du Gouvernement mexicain.

L'exposition médiatique et les nombreuses citations ont réaffirmé la place de l'ITC en tant que leader d'opinion sur la résilience des MPME, y compris durant une pandémie mondiale sans précédent.

### LIENS

- [SME Competitiveness Outlook 2020](https://www.intracen.org/SMEOutlook/epub/)  
<https://www.intracen.org/SMEOutlook/epub/>



# Faciliter le commerce en temps de crise

À l'échelle mondiale, les blocages liés à la pandémie, les restrictions sur les déplacements et les fermetures de frontières ont nui aux MPME. La nécessité d'adapter les exigences et les procédures a plongé les décideurs politiques, les investisseurs, les consommateurs et les propriétaires de petites entreprises dans une grande incertitude. La baisse soudaine de la demande, des investissements et de l'activité économique s'est également traduite par des difficultés pour de nombreuses MPME à se maintenir à flot ou par des cessations d'activité. La création d'un cadre d'activité solide et propice est restée un enjeu crucial, voire existentiel, pour certains petits pays vulnérables.

Les gouvernements comptaient sur des interventions fortes ou en avaient besoin pour assurer la continuité des activités, en particulier pour les petites entreprises. Les mesures visant à faire face à la crise sanitaire immédiate et à atténuer les perturbations économiques qui en ont résulté ont contraint les autorités publiques à adopter une approche d'équilibre délicate consistant à concilier protection de la santé humaine et survie des entreprises.

L'ITC a réagi et a intensifié ses activités d'assistance technique afin de créer un cadre d'activité économique propice qui soutiendrait les MPME tout au long de 2020, et dans la phase de reprise et de reconstruction après la pandémie à long terme. L'ITC a accéléré la mise en œuvre des principales réformes de facilitation du commerce pour relever les défis induits par la pandémie, dans le but de réduire autant que possible les coûts et le temps dont avaient besoin les MPME pour se conformer aux procédures aux frontières.



Pour garantir un accès rapide aux informations liées au commerce et aux nouvelles mesures de lutte contre la COVID-19 au Burkina Faso, l'ITC a réalisé une cartographie numérique des procédures commerciales transfrontières pour certains groupes de produits qu'il a placée sur son portail de facilitation des échanges. Ces informations ont été mises à contribution dans le cadre d'un dialogue public-privé pour promouvoir des recommandations visant à simplifier les procédures commerciales transfrontières, ce qui a entraîné une réduction de 10 % des interactions entre les commerçants et le personnel des organismes frontaliers.

Pour aider les petits commerçants transfrontaliers informels à s'adapter aux exigences complexes aux frontières, l'ITC a également lancé la création d'un bureau d'information commerciale à la frontière entre le Niger et le Nigéria, en partenariat avec une association sectorielle locale clé. L'ITC a en outre amélioré la prévisibilité des formalités transfrontalières grâce à l'introduction d'un mécanisme de décision anticipée expérimenté avec le secteur privé au Niger.

La croissance exponentielle du commerce en ligne pendant le confinement lié à la COVID-19 a accru le besoin d'un écosystème de commerce électronique solide. Au Sri Lanka, l'ITC a doté les régulateurs et les consommateurs des connaissances nécessaires pour faire face aux défis de la protection des consommateurs et adopter des pratiques de commerce électronique équitables et sûres. Au Myanmar, l'ITC a renforcé la capacité des décideurs et des régulateurs à cerner les enjeux cruciaux du commerce électronique, notamment les droits de propriété intellectuelle, la protection des consommateurs et le respect des exigences frontalières. Cette aide a contribué à accélérer le dialogue national sur les réformes réglementaires du commerce électronique.

L'ITC a renforcé son assistance technique en vue d'augmenter la capacité des MPME à rester compétitives sur les marchés d'exportation. Au Burundi, l'ITC a formé et mobilisé un vivier d'experts nationaux pour renforcer sept laboratoires de test, en les pourvoyant en équipements et renforçant les capacités des techniciens de laboratoire, grâce à une formation sur la norme ISO 17025. L'ITC a également formé trois organismes d'inspection à la norme ISO 17020 et les a entraînés à effectuer une auto-évaluation par rapport à cette norme internationale. Ces initiatives ont contribué à garantir la qualité et la sécurité des produits, tels que les EPI, entrant dans le pays. Les technologies de l'information (TI) ont été d'une aide constante

pour les MPME au Burundi dans la mise en œuvre d'une gestion de la qualité et le redoublement d'efforts de sensibilisation aux mesures de sécurité anti-COVID-19 adaptées aux secteurs du thé, du café et de l'horticulture.

Des feuilles de route innovantes pour stimuler une croissance durable tirée par les exportations pendant et au-delà de la COVID-19 ont été élaborées ou mises en œuvre grâce à de vastes consultations avec les parties prenantes sur la conception et la mise en œuvre des stratégies d'exportation. Au Népal, l'ITC a élaboré la stratégie d'exportation du secteur du pashmina entièrement en ligne, et la mise en œuvre a déjà commencé avec une assistance à distance.

En Afghanistan, l'ITC a dispensé une formation à distance sur son outil de gestion stratégique, ouvrant la voie à une mise en application et un suivi de la stratégie couronnés de succès. L'ITC a commencé à faire pivoter le contenu de ses stratégies d'exportation vers un monde post-pandémie, en se concentrant sur des domaines tels que le commerce électronique en Asie centrale et en élaborant une nouvelle méthode sur la transition verte à expérimenter en Micronésie.

### Pourvoyeurs de fonds 2020 pour le domaine d'intervention 2 : créer un environnement propice aux affaires

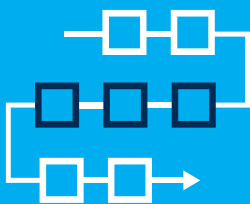
#### Pourvoyeurs de fonds pour le Guichet I du Fonds d'affectation spéciale de l'ITC

Allemagne, Canada, Danemark, Finlande, Inde, Irlande, Norvège et Suède

#### Bailleurs de fonds de projets spécifiques

Union européenne, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Allemagne, Chine, Suisse, Curaçao, Japon, Mécanisme pour l'élaboration des normes et le développement du commerce, Banque africaine d'import-export, Marché commun de l'Afrique orientale et australe, Finlande, Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, Cadre intégré renforcé, Suède, Physikalisch-Technische Bundesanstalt, Swisscontact

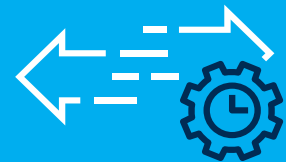
# Simplifier les procédures transfrontalières pour faciliter le commerce au Burkina Faso



Division par  
**3**  
du nombre d'étapes nécessaires  
à l'exportation / importation  
de marchandises  
à destination / en provenance  
du Burkina Faso



Interactions entre les commerçants  
et les agences réduites de  
**10 % et 5 %**  
pour l'exportation et l'importation,  
respectivement



Durée moyenne des  
procédures d'importation  
ou d'exportation réduite de  
**1 heure**

POURVOYEURS DE FONDS  
Gouvernement de Danemark



## Contexte

Le commerce transfrontalier est un enjeu crucial pour les entreprises du Burkina Faso. Le temps nécessaire aux entreprises pour remplir les formalités à la frontière du Burkina Faso est 10 fois plus long que dans les pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et le coût des dites formalités y est deux fois plus élevé.

L'une des causes profondes de cette situation est la complexité des formalités d'importation et d'exportation. Par exemple, l'exportation de graines de sésame par route exige des entreprises qu'elles passent par 30 étapes administratives dans 12 agences frontalières distinctes, qu'elles soumettent et/ou obtiennent 42 documents et qu'elles s'acquittent de plus de 20 droits et frais différents.

Par ailleurs, pendant la pandémie, les informations sur les formalités transfrontalières n'étaient ni facilement accessibles ni faciles à comprendre. Les MPME ont éprouvé de grandes difficultés à se plier à ces exigences administratives et ont dû dépenser leurs maigres ressources pour comprendre comment se débattre de la paperasserie.

Compte tenu des restrictions de voyage liées à la pandémie, ainsi que du défi logistique que représente l'acheminement de biens essentiels vers un pays enclavé comme le Burkina Faso, la simplification des procédures transfrontalières est devenue une nécessité.

## Pivotement

L'État s'est fixé comme priorité d'améliorer la transparence à l'égard des commerçants, notamment à travers la mise en place d'un portail national de facilitation des échanges soutenu par l'ITC. Ce portail cartographie les informations sur des produits d'importation et d'exportation appartenant à plus de 13 groupes de produits, y compris des biens de première nécessité tels que les aliments et les médicaments. De plus, il donne une vue d'ensemble claire de toutes les exigences de procédures d'exportation, notamment l'enregistrement préliminaire nécessaire, les licences, les permis et les formalités de dédouanements.

La centralisation des formalités d'exportation, combinée aux protocoles sanitaires liés à la pandémie, s'est révélée le plus puissant aiguillon de la simplification. L'ITC a tiré parti de cet élan positif en offrant directement au secteur privé et aux partenaires institutionnels un soutien technique personnalisé et fourni sur demande en faveur de la simplification des étapes procédurales liées au commerce. Se basant sur les meilleures pratiques internationales et les échanges quotidiens avec les partenaires institutionnels et les parties prenantes publiques et privées, l'équipe de l'ITC et les experts nationaux ont identifié les goulots d'étranglement procéduraux entravant le commerce transfrontalier. L'ITC a également conseillé les agences responsables sur les mesures souhaitables pour éliminer les lourdeurs procédurales.

## Résultat

Le portail et l'assistance technique connexe sur l'harmonisation des procédures ont permis d'améliorer la transparence des règles du commerce transfrontalier, notamment celles applicables à l'exportation et l'importation de biens essentiels pendant la crise.



© Jake Lyell/Alamy Stock Photo

**« Fournir aux usagers des informations de qualité concernant l'exportation est une priorité. Grâce au portail commercial du Burkina Faso et au soutien apporté à mon équipe, nous serons en mesure de faciliter les opérations des commerçants. Notre nouvel outil sera un atout pour le développement économique du Burkina Faso ! »**

– M. Souleymane Ouedraogo, directeur du commerce extérieur au ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat

En capitalisant l'utilisation accrue des plateformes numériques pour l'implication et la collaboration du secteur public, et sans aucun changement réglementaire complexe, des améliorations significatives ont été apportées au cadre d'activité économique des MPME au Burkina Faso. Trois institutions nationales – le Guichet unique du commerce et de l'investissement, l'Agence du Guichet unique « SYLVIE », et le Laboratoire national de santé publique – ont simplifié leurs processus en fusionnant des étapes de la procédure ou en supprimant toutes celles qui étaient inutiles. Le Guichet unique du commerce et de l'investissement a également harmonisé ses processus et n'applique plus trois processus différents pour la délivrance des autorisations d'exportation et d'importation. En outre, dans le cadre de consultations menées à l'échelle nationale en novembre 2020, plus de 50 % des représentants du secteur public ont exprimé leur souhait de mener des initiatives de simplification supplémentaires avec le soutien de l'ITC.

### LIENS

- [Portail commercial du Burkina Faso](https://burkinatradeportal.bf/)  
<https://burkinatradeportal.bf/>
- [Page Facebook du portail commercial du Burkina Faso](https://www.facebook.com/mica.burkinatradeportal/)  
<https://www.facebook.com/mica.burkinatradeportal/>

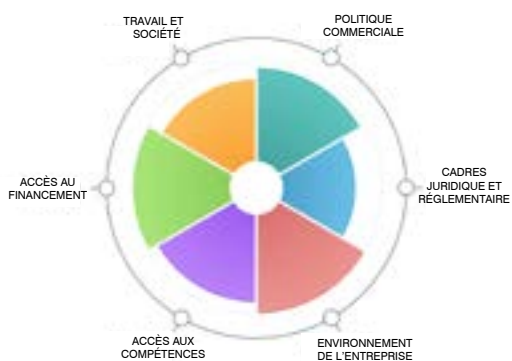
## PROJET PIVOT

# SheTrades Outlook : un nouvel outil d'intervention numérique dédié aux femmes et au commerce

Performance de l'Afrique du Sud



Performance de l'Ouganda



© shutterstock.com



40 pays  
sur SheTrades Outlook



3

publications mondiales  
sur la prise en compte  
des questions de genre

### POURVOYEURS DE FONDS

Royaume-Uni, Belgique, Canada, Danemark, Finlande, Allemagne, Islande, Irlande, Norvège, Suède





## Contexte

L'initiative SheTrades de l'ITC vise à garantir que les capacités et les conditions adéquates sont réunies pour favoriser un environnement inclusif et assurer la pérennité des entreprises commerciales détenues par des femmes. En plus de soutenir les femmes d'affaires à travers des formations directes à la compétitivité, l'ITC collabore avec un réseau bien établi de partenaires et d'institutions afin d'œuvrer pour de meilleurs échanges commerciaux. Cet axe de travail englobe le soutien à la collecte de données et à l'élaboration de politiques à l'échelle mondiale, tout en s'attaquant aux obstacles plus généraux auxquels les femmes ont tendance à se heurter, comme l'accès au financement et aux nouveaux marchés.

La crise de la COVID-19 a eu des effets sans précédent sur le commerce mondial. Elle a touché les entreprises appartenant à des femmes et les femmes entrepreneures, notamment en raison de la taille de leurs entreprises et des secteurs dans lesquels elles travaillent.

La promotion d'un écosystème commercial favorable, notamment par le biais de politiques inclusives, jouera un rôle fondamental dans le processus de relance. La mise à disposition des données constitue un prérequis à l'élaboration de politiques fondées sur des faits et au suivi de leur mise en œuvre. Pour l'heure, il y a peu de données sur les femmes et le commerce. Et quand il y en a, elles sont souvent parcellaires.

## Pivotement

En 2020, l'ITC a lancé SheTrades Outlook, un nouvel outil d'intervention numérique dédié aux femmes et au commerce. SheTrades Outlook fournit aux autorités publiques les données et ressources nécessaires pour évaluer les domaines dans lesquels leurs pays s'en sortent bien et les domaines perfectibles à l'aune de six piliers, à savoir : politique commerciale, environnement des affaires, cadres juridique et réglementaire, accès aux compétences, accès au financement, et travail et société. L'outil recense également plus de 80 pratiques exemplaires que les pays peuvent partager et adopter.

Les informations recueillies sur SheTrades Outlook aident les décideurs politiques à identifier les domaines à réformer en priorité, en fournissant les informations factuelles nécessaires pour promouvoir l'élaboration et la mise en œuvre d'interventions ciblées de soutien aux femmes exerçant dans le secteur du commerce.

L'ITC a également apporté une assistance technique aux pays intéressés qui élaboraient de nouvelles politiques qui tiennent compte de la dimension de genre ou l'intègrent dans les politiques, programmes et stratégies existants. Afin de fournir un cadre méthodologique aux réformes, l'ITC a élaboré trois guides pratiques, ainsi que des questionnaires et des listes de contrôle pour la collecte de données, les consultations des parties prenantes, les plans d'action et les cadres de suivi et d'évaluation. Ces guides sont les suivants : *Making Public Procurement Work for Women*, *Mainstreaming Gender in Free Trade Agreements* et *Mainstreaming Gender in Trade and SME Policies*.

## Résultat

Près de 40 pays ont rejoint SheTrades Outlook, ce qui témoigne de la pertinence de l'aide à la collecte des données et à l'élaboration de politiques apportée par l'ITC dans l'optique de l'émancipation économique des femmes. Le projet continuera à se déployer à l'échelle mondiale. L'ITC a œuvré à l'inclusion des priorités des entreprises appartenant à des femmes dans les plans de relance consécutifs à la crise de la COVID-19 au Bangladesh. L'ITC a également aidé la Gambie, la Sierra Leone, Maurice et le Lesotho à intégrer des considérations de genre dans les stratégies nationales de mise en œuvre de la ZLECAF. En outre, avec le soutien de l'ITC, le Nigéria et la Gambie ont promulgué des politiques de marchés publics intégrant la dimension de genre.

« *SheTrades Outlook constitue une avancée décisive sur la voie de la constitution d'une base de données factuelles sur le commerce et l'égalité des sexes, en vue de garantir aux femmes un meilleur accès aux avantages du commerce.* »

– Greg Hands, secrétaire d'État à la Politique commerciale au ministère britannique du Commerce international

### LIENS

- [Page web du projet](https://www.intracen.org/itc/women-and-trade/)  
https://www.intracen.org/itc/women-and-trade/
- [Site web du projet](http://www.shetrades.com/)  
http://www.shetrades.com/
- [SheTrades Outlook \(vidéo\)](https://www.youtube.com/watch?v=nYkG357_POM)  
https://www.youtube.com/watch?v=nYkG357\_POM
- [Mainstreaming Gender in Free Trade Agreements \(juillet 2020\)](https://stage.intracen.org/publication/mainstreaming-gender-FTA/)  
https://stage.intracen.org/publication/mainstreaming-gender-FTA/
- [Making Public Procurement Work for Women \(novembre 2020\)](https://stage.intracen.org/publication/Making-public-procurement-work-for-women/)  
https://stage.intracen.org/publication/Making-public-procurement-work-for-women/
- [Women Entrepreneurs: An Action Plan to 'Build Back Better' \(octobre 2020\)](https://stage.intracen.org/publication/Women-Entrepreneurs-W20/)  
https://stage.intracen.org/publication/Women-Entrepreneurs-W20/
- [Page Facebook de SheTrades](https://www.facebook.com/ITCSheTrades)  
https://www.facebook.com/ITCSheTrades
- [Mainstreaming Gender in Trade and SME Policies](https://www.intracen.org/uploadedFiles/intracenorg/Content/Publications/ITC%20Mainstream%20Gender_FTA_20200707_web.pdf)  
https://www.intracen.org/uploadedFiles/intracenorg/Content/Publications/ITC%20Mainstream%20Gender\_FTA\_20200707\_web.pdf

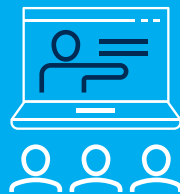
PROJECT PIVOT

# Créer un cadre d'activité économique d'avant-garde au Sri Lanka



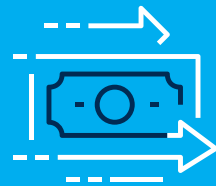
8

nouveaux marchés découverts



600

responsables de la politique commerciale formés



Le gouvernement a alloué

115

millions de dollars

à la mise en œuvre des initiatives de la Stratégie nationale d'exportation

POURVOYEURS DE FONDS ET PARTENAIRES

Allemagne, Union européenne ; État du Sri Lanka



## Contexte

La crise de la COVID-19 a eu des effets dévastateurs sur le commerce, les investissements et l'emploi dans tout le Sri Lanka. La croissance du pays en 2020 se devait, selon les projections du FMI, être inférieure au taux historiquement enregistré en 2019, se situant à -0,5 % (contre 2,3 % en 2019). Les pouvoirs publics ont demandé à l'ITC de continuer à soutenir le Sri Lanka dans son objectif de création d'un environnement d'activité favorable aux entreprises, malgré l'incertitude économique liée à la pandémie.

## Pivotement

Le projet d'assistance au commerce de l'ITC au Sri Lanka, financé par l'UE, a opéré un virage au cours de sa dernière année de mise en œuvre pour répondre à l'évolution des besoins commerciaux du Sri Lanka pendant la crise, sur la base de la capacité d'absorption des partenaires locaux.

Cette réponse s'est traduite par des ajustements du contenu et des modalités de fourniture de l'assistance technique afin de les adapter aux nouveaux défis posés par la pandémie. Au nombre des nouveaux contenus figuraient notamment un guide sur les méthodes de réglementation du commerce électronique et d'automatisation des procédures douanières, des études visant à appuyer des mesures législatives dans le secteur du tourisme frappé de plein fouet par la crise et des informations sur les moyens de renforcer les positions politiques au sujet du commerce régional.

L'ITC a également accordé la priorité au soutien à la croissance verte et à la digitalisation. Cela a donné lieu à une formation sur l'intégration des questions environnementales dans les accords commerciaux, à une cartographie des réglementations relatives aux services environnementaux et à l'élaboration d'une nouvelle politique industrielle nationale verte et numérique.

Le projet a également mis au point et lancé la fonctionnalité d'assistance étape par étape du portail d'information commerciale du Sri Lanka (SLTIP), qui fournit aux commerçants, aux responsables politiques et à toutes les parties prenantes du commerce un accès facile et transparent à des informations consolidées sur les procédures et formalités commerciales applicables aux produits sélectionnés.

Les MPME exportatrices sri-lankaises ont également bénéficié de conseils personnalisés sur les façons d'adapter les plans de marketing des exportations aux exigences réglementaires changeantes en matière d'exportation, ainsi que sur les voies et moyens d'améliorer leurs opérations internes.

En 2020, 27 entreprises ont bénéficié d'un accompagnement axé sur l'accès à de nouveaux marchés et la gestion des procédures d'exportation vers les pays de l'Union européenne et de l'Association sud-asiatique de coopération régionale (ASACR) – ce qui porte à 70 le nombre d'entreprises soutenues

depuis le début du projet. Par ailleurs, les MPME ont participé à des réunions interentreprises en ligne, telles que celle virtuelle consacrée à l'établissement de réseaux entre des entreprises sri-lankaises et finlandaises dans les secteurs de la sous-traitance des technologies de l'information et de la sous-traitance des processus opérationnels.

## Résultat

L'ITC a mobilisé des fonds supplémentaires, en complément du financement de l'UE dans le cadre du projet pour aider à la création d'un cadre d'activité économique favorable aux MPME. Dans l'optique d'améliorer l'activité et la compétitivité des MPME sri-lankaises sur les marchés internationaux, un projet de suivi de la facilitation du commerce a été lancé en octobre 2020. Ce projet est financé par l'Agence allemande pour la coopération internationale (GIZ) et mis en œuvre par l'ITC en partenariat avec l'État du Sri Lanka.

À ce jour, le gouvernement a également alloué près de 115 millions de dollars à la mise en œuvre de projets d'infrastructures, de réformes juridiques et de campagnes de relations publiques dans le cadre de la Stratégie nationale d'exportation 2018–2022 du Sri Lanka conçue avec le soutien technique de l'ITC.

*« Nous avons doublé nos ventes avec l'appui du projet. Nous avons pu déterminer que le marketing numérique était la solution pour les clients pendant la pandémie. »*

– Achini Perera, directeur du marketing numérique et des finances de Weblankan

## LIENS

- [Page web du projet](https://www.intracen.org/EU-SRI-LANKA/EU---Sri-Lanka-Trade-Related-Assistance/)  
<https://www.intracen.org/EU-SRI-LANKA/EU---Sri-Lanka-Trade-Related-Assistance/>
- [Improving digital marketing solutions from Sri Lanka \(vidéo sur l'amélioration des solutions de marketing numérique\)](https://www.youtube.com/watch?v=yBgs1Wf5DjU)  
<https://www.youtube.com/watch?v=yBgs1Wf5DjU>
- [Portail des informations commerciales du Sri Lanka](https://srilankatradeportal.gov.lk/)  
<https://srilankatradeportal.gov.lk/>



# Un solide écosystème d'institutions d'appui aux entreprises

L'ITC travaille avec un large éventail d'institutions d'appui aux entreprises (IAE) pour renforcer la compétitivité des MPME afin qu'elles pratiquent un commerce durable et inclusif. Ces IAE comprennent les agences de commerce et d'investissement financées par le gouvernement, les chambres de commerce, les associations sectorielles et commerciales, les groupes de producteurs, les coopératives, les incubateurs et les institutions de formation professionnelle. Lorsqu'elles sont reliées à un écosystème auto-renforcé, les IAE sont des bénéficiaires, des partenaires et des facilitateurs importants pour l'ITC. Elles permettent de toucher plus facilement les MPME, de fournir des services à une échelle plus rentable, et constituent un partenaire qui peut poursuivre le travail une fois le projet terminé.

Un écosystème solidement ancré d'IAE efficaces augmente la probabilité pour les entreprises de recevoir les conseils et l'aide nécessaires pour innover, prospérer et s'exporter. En 2020, la résilience des IAE s'est également traduite par une tendance prononcée des entreprises à survivre aux incertitudes et chocs économiques.

L'équipe de l'ITC chargée du renforcement institutionnel a recueilli auprès de sa communauté d'IAE des données relatives aux effets de la crise sur les dites IAE et les MPME qu'elles servent. L'ITC a adapté son offre de service et mis à jour le programme dédié au renforcement institutionnel en établissant de nouvelles méthodes d'évaluation pour décrire et jauger la résilience et la réactivité des IAE. Grâce au nouveau modèle « Ready, Expert, Agile, Connected and Trusted (REACT) », l'ITC a également réévalué les IAE dans le cadre des projets en cours pour s'assurer que son soutien était redéployé vers toute nouvelle difficulté rencontrée par les IAE.

Tout au long de l'année 2020, l'équipe de l'ITC a continué à soutenir la diplomatie commerciale des représentants des affaires étrangères en organisant des ateliers pratiques et des cours en ligne en trois langues parallèlement à la formation aux outils d'analyse de marché de l'ITC. L'ITC a également mis à jour son guide phare de diplomatie commerciale avec la publication d'une version électronique conviviale et innovante contenant des informations relatives à la crise de la COVID-19, des listes de contrôle pratiques et des retours d'expérience d'un diplomate commercial sur le terrain.

Travaillant aux côtés d'équipes techniques dans le cadre de 25 projets distincts en Afrique, mais aussi en Jordanie, au Myanmar, au Sri Lanka, en Iran, au Pakistan et dans les Caraïbes, l'équipe de l'ITC s'est tournée vers des canaux virtuels pour évaluer, encadrer et renforcer les capacités des IAE. En outre, elle a mis au point une nouvelle offre de services de digitalisation pour les IAE, ainsi que de nouveaux guides et méthodologies portant sur la promotion du commerce virtuel, l'élaboration de stratégies de promotion de l'investissement et un atelier de leadership dispensé en téléconférence. En outre, l'équipe a réalisé trois évaluations comparatives complètes, en se servant de techniques d'entretien à distance, a évalué 29 coopératives dans cinq pays et a modifié 35 outils de renforcement des capacités pour aider les IAE à s'adapter et à réagir rapidement.

Du fait des restrictions de voyage, l'équipe de l'ITC a cessé d'investir dans des changements organisationnels profonds pour quelques IAE et s'est recentrée sur la sensibilisation et la consolidation des connaissances d'un grand nombre d'entre elles, notamment pour renforcer leur responsabilité en tant que leaders de l'écosystème. En 12 mois, au moyen de webinaires et par l'intermédiaire de certains partenaires, l'ITC a prodigué des conseils et dispensé des formations en stratégie, gouvernance, conception de services, mesure des résultats et digitalisation à plus de 850 IAE et 2 000 participants.

Par ailleurs, L'ITC a ajouté sept nouvelles études de cas à sa bibliothèque en ligne, et a également organisé une cérémonie de récompense en format hybride qui a distingué les solutions des organismes de promotion du commerce (OPC) ayant fait le meilleur usage de la technologie, adopté de nouveaux partenariats ou obtenu de bons résultats sur le front des ODD. Les lauréats sont Business Sweden, Entreprise Georgia et Procomer (Costa Rica). La Conférence mondiale des organismes de promotion du commerce, prévue en 2022 à Accra, au Ghana, et coorganisée par l'Agence ghanéenne de promotion des exportations, récompensera également les trois lauréats et leurs dauphins respectifs.



En 2020, l'ITC a consenti un investissement majeur pour la mise à niveau de sa plateforme afin de moderniser la technologie sous-jacente et le modèle d'évaluation. Ce travail est en cours et indique un changement dans le modèle opérationnel de l'ITC pour une plus grande portée, une plus grande diversification, un déploiement à plus grande échelle et une meilleure acquisition des données. L'approche d'évaluation actualisée permettra de continuer à récompenser l'excellence managériale et opérationnelle, ainsi que les contributions apportées par les IAE à une croissance économique durable et inclusive.

Lorsque les IAE travaillent bien au sein d'un écosystème efficace, elles créent des entreprises plus fortes, plus audacieuses et plus compétitives, ce qui garantit un meilleur accès aux chaînes de valeur mondiales et permet d'attirer plus d'investisseurs.

### Pourvoyeurs de fonds en 2020 pour le domaine d'intervention 3 : renforcer les institutions d'appui au commerce et à l'investissement

#### Pourvoyeurs de fonds pour le Guichet I du Fonds d'affectation spéciale de l'ITC

Allemagne, Canada, Danemark, Finlande, Irlande, Norvège et Suède

#### Bailleurs de fonds de projets spécifiques

Union européenne, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suisse, Pays-Bas, Chine, Tamkeen (fonds pour l'emploi de Bahreïn), Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, Cadre intégré renforcé, Marché commun de l'Afrique orientale et australe, Mécanisme pour l'élaboration des normes et le développement du commerce, Société internationale islamique de financement du commerce, PromPeru, Chocolats Halba/ Coop Genossenschaft, Agence de promotion des exportations commerciales de Sainte-Lucie.

PROJET PIVOT

# Soutien au secteur du textile et de l'habillement en Jordanie



« Travailler avec l'expert de MENATEX m'a permis d'améliorer mes connaissances en conception de stratégies et de nouveaux services et de mieux comprendre nos clients. »

– Dina Seisah, directrice générale par intérim de GSC

POURVOYEURS DE FONDS

Agence suédoise de coopération internationale au développement (ASDI)



## Contexte

En Jordanie, le secteur de l'habillement est l'un des principaux moteurs du développement industriel et de la création d'emplois. En 2019, le montant des exportations de textiles et de vêtements a culminé à 1,96 milliard de dollars (Trade Map), avec 88 % des produits destinés au marché des États-Unis dans le cadre de l'initiative des Zones industrielles qualifiées (QIZ) et d'un accord de libre-échange.

Compte tenu de l'importance de ce secteur dans l'économie du pays, l'ITC s'est fixé pour objectif d'aider à l'amélioration de la compétitivité des MPME dans ce domaine. L'ITC travaille avec des institutions partenaires à l'amélioration de leurs performances et de leurs services afin qu'elles puissent soutenir un plus grand nombre de MPME après l'achèvement du projet.

Depuis la fin de l'année 2019, l'ITC fournit une assistance aux institutions d'appui au commerce et à l'investissement (IACI) en Jordanie au titre de son projet Moyen-Orient et Afrique du Nord dans le secteur du textile et de l'habillement (MENATEX). Par le biais d'ateliers, d'activités d'accompagnement et d'une série d'activités de formation, l'ITC a soutenu la Chambre de l'industrie de Jordanie (JCI), l'Association des exportateurs de vêtements, d'accessoires et de textiles de Jordanie (JGATE), et le Syndicat des propriétaires d'usines de vêtements et de textiles en Jordanie, ainsi que le Garment Design & Training Services Center (GSC). Ces institutions servent mieux leurs clients, en les aidant à se développer, à être plus compétitifs et à réussir sur les marchés internationaux.

## Pivotement

Lorsque la COVID-19 a commencé à se répandre en Jordanie, l'ITC a analysé le niveau de maturité et les besoins des institutions partenaires et a ajusté son plan initial pour se concentrer sur trois domaines clés : la conception du service, les pratiques exemplaires pour les institutions d'appui et la coordination de l'écosystème des IACI.

L'équipe du projet MENATEX Jordanie a organisé 40 sessions d'encadrement en six mois. Les institutions sélectionnées ont également bénéficié d'un encadrement individuel pour constituer un nouveau portefeuille de services et améliorer leur stratégie de communication.

L'ITC a travaillé avec des institutions commerciales, des universités et des instituts professionnels pour renforcer la collaboration et combler le fossé entre le monde universitaire et le secteur privé. Le coaching et les ateliers ont notamment porté sur le partage des pratiques exemplaires et des lignes directrices sur la façon dont ces entités peuvent travailler ensemble pour renforcer le secteur du textile et de l'habillement en recensant les problèmes rencontrés par les MPME, en concevant des projets pour relever les défis et en organisant des visites sur le terrain et des stages pour les étudiants.

En outre, la JCI a formé des membres du personnel pour qu'ils deviennent à leur tour des formateurs en efficacité des ressources et production circulaire, en gestion allégée et en approvisionnement en matériaux. Avec le soutien de l'ITC, la JCI a commencé à aider plus de 20 MPME à se mettre en conformité avec les normes environnementales internationales. En outre, la JCI a établi l'unité de fabrication allégée comme



*Entreprise de textile et de vêtements bénéficiaire dans le cadre du Programme Textiles pour la région Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, Jordanie*

nouveau service payant pour ses clients. Ihab Qadri, représentant du secteur du textile et de l'habillement à la JCI, a décrit le partage des connaissances avec les experts locaux comme étant bénéfique à tous les segments de l'industrie, en termes d'amélioration de la compétitivité, de création d'emplois et d'augmentation des revenus.

## Résultat

Avant fin 2020, trois institutions ont révisé leurs stratégies pour se concentrer sur la fourniture de services plus diversifiés et ciblés aux entreprises, avec des indicateurs spécifiques pour mesurer leur efficacité et leur impact.

Dina Seisah, directrice générale par intérim de GSC, a déclaré que sa collaboration avec l'ITC lui a permis de découvrir de nouveaux sujets et l'a aidée à développer ses compétences en gestion. De même, Sawsan A. Al-Habahbeh, directeur exécutif de JGATE, a fait état d'une amélioration de son portefeuille de services, de l'efficacité de son équipe et de ses performances.

Les efforts de l'ITC pour combler le fossé entre l'industrie, les instituts professionnels et le monde universitaire ont également porté leurs fruits dans le cadre de ce projet. L'Université germano-jordanienne, une université de premier plan en Jordanie, et la JCI ont exprimé leur intention de collaborer au renforcement du secteur du textile et de l'habillement en Jordanie par le biais d'un laboratoire de recherche chargé de résoudre les problèmes rencontrés par les MPME.

### LIENS

- [Page web du projet](https://www.intracen.org/projects/Global-Textiles-and-Clothing-Programme-GTEX/)  
<https://www.intracen.org/projects/Global-Textiles-and-Clothing-Programme-GTEX/>

PROJET PIVOT

# Consolider les institutions d'appui aux entreprises grâce au cadre REACT



« Le cours REACT sur la gestion des relations avec les clients a été très utile et opportun, car mon institution est en train d'impliquer le personnel clé dans ce domaine. Les enseignements tirés de ce cours m'aideront grandement à améliorer nos processus de gestion des relations avec les clients. »

– Alexander Dadzawa, Ghana Export Promotion Authority (GEPA),

POURVOYEURS DE FONDS

Allemagne, Canada, Danemark, Finlande, Irlande, Norvège et Suède





## Contexte

Le Programme de partenariats commerciaux avec le Royaume-Uni (UKTP) de l'ITC aide certains pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique à améliorer leurs relations commerciales et économiques avec le Royaume-Uni et l'Union européenne en tirant le meilleur parti des accords de partenariat économique. Le programme a identifié le renforcement des capacités des IAE comme étant un facteur essentiel à la mise en œuvre efficace des interventions de l'UKTP.

Au moyen de la méthode d'enquête CUBED<sup>1</sup> de l'ITC permettant de déterminer de manière exhaustive les besoins de renforcement des capacités institutionnelles, chaque IAE a procédé à une évaluation en janvier 2020. Les réponses ont révélé que les principales préoccupations des IAE étaient l'absence de planification stratégique à long terme et l'impératif de résultats.

Cependant, en raison de la pandémie, les IAE ont dû réévaluer les hypothèses de départ pour la conception et la mise en œuvre du programme UKTP.

## Pivotement

L'attention du programme s'est déportée du soutien à la mise en relation des entreprises et aux exportations par le biais des IAE à des préoccupations plus immédiates, telles que la planification de la continuité des activités.

Au fur et à mesure que le programme évoluait vers un système en ligne, les responsables nationaux ont dû réajuster leurs plans de travail en fonction des sessions de formation et d'encadrement en ligne sur des sujets tels que l'utilisation des outils numériques pour améliorer l'efficacité des entreprises. À l'automne, le programme a déployé une série de nouveaux programmes d'apprentissage en ligne destinés à plus de 200 participants dans 30 institutions.

Un nouveau cadre a également été élaboré pour aider les IAE à évaluer et à mesurer les résultats de développement sur le long-terme, au-delà de la pandémie, sur la base de cinq attributs et compétences essentiels : REACT.

Les 49 institutions bénéficiant du programme UKTP ont appliqué le cadre REACT. Les institutions évaluées se trouvent au Cameroun, aux Comores, en Côte d'Ivoire, en République dominicaine, aux Fidji, au Ghana, en Jamaïque, à Madagascar et au Zimbabwe.

L'analyse REACT a montré que la plupart des IAE obtenaient un score élevé pour les caractéristiques « prêt » et « digne de confiance ». Cela indique une adhésion considérable des entreprises au rôle des IAE et un niveau de confiance élevé à leur égard.



*Société de textile et habillement Epsilon, Programme de partenariats commerciaux du Royaume-Uni, Madagascar*

Cependant, les faibles scores obtenus pour les caractéristiques « expert » et « souple » montrent que la plupart des institutions ont du mal à accéder à des informations et des données de qualité. Elle a également confirmé une réticence à changer de cap, à réaffecter les ressources et à innover face à l'incertitude.

Le programme s'est attaqué à ces problèmes par le biais d'une série de nouveaux cours en ligne et webinaires abordant des sujets tels que la gestion de la relation client, la transformation numérique et la mise en réseau. Au total, 77 participants issus de 20 institutions ont reçu le certificat de gestion de la relation client pour les IAE.

## Résultat

Le cadre REACT définit et mesure des éléments spécifiques nécessaires pour faire face aux différents défis posés par la pandémie actuelle, mais aussi à ceux qui émergeront après la pandémie. Il fournit aux dirigeants des IAE des informations précises et opportunes sur leur capacité de réaction aux chocs externes, et identifie les interventions nécessaires aux IAE pour renforcer leur résilience.

Grâce à REACT, les IAE sont désormais mieux préparés à modifier leurs priorités institutionnelles pour réagir rapidement à l'évolution des dynamiques commerciales.

<sup>1</sup> La méthodologie CUBED de l'ITC évalue l'état de préparation des IAE à la réalisation d'un projet ou d'un programme spécifique, que ce soit en tant que partenaire, bénéficiaire ou principal organisme d'exécution. Elle est conçue pour fournir des informations à trois niveaux. Tout d'abord, elle évalue la qualité globale de la direction, des ressources, des services et des mesures de l'institution concernée. Deuxièmement, elle indique dans quelle mesure une institution répond à six attributs, alignés sur les objectifs spécifiques d'un programme ou d'un projet (engagement, capacité et connexion (C3) et ressources, pertinence et reconnaissance (R3)). Troisièmement, elle identifie le degré et la nature du risque auquel on s'expose en s'engageant avec un partenaire spécifique.

L'approche repose sur un questionnaire complet contenant des questions de base et des ajouts personnalisés, dans le cadre d'un processus d'entretien. Cette démarche est conforme à la méthodologie d'analyse comparative de l'ITC et s'appuie sur l'expérience du soutien de niveau méso de l'ITC. ([www.tisibenchmarking.org](http://www.tisibenchmarking.org)).

# Techniques innovantes pour améliorer l'accès au financement en Afrique de l'Ouest



« Les webinaires WACOMP sur l'accès au financement sont des formations très édifiantes portant sur le paysage mondial des PME et le rôle que les institutions d'appui jouent dans l'élaboration des bons outils et produits nécessaires au succès des PME. »

– Sadibou Jammeh, Agence gambienne pour la promotion des investissements et des exportations

## POURVOYEURS DE FONDS ET PARTENAIRES

Union européenne, Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI)





1. et 2. JMK Foods Limited, producteur d'huile de palme, Sierra Leone

## Contexte

Les IAE sont le premier point de contact pour les petites entreprises en quête d'informations sur les services commerciaux et financiers. Le soutien de ces agences est devenu vital avec l'émergence soudaine de nouvelles difficultés pour les PME pendant la pandémie.

Dans une enquête sur les IAE menée dans la région de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), 21 organisations ont fait savoir que l'accès limité au financement représentait un défi majeur pour les MPME et les organismes d'assistance liée au commerce.

## Pivotement

Le Programme d'appui à la compétitivité de l'Afrique de l'Ouest (WACOMP) de l'ITC a commencé à doter les agences de développement des MPME de services commerciaux et financiers pour garantir un meilleur soutien aux petites entreprises et améliorer leurs possibilités d'accès au financement.

Le WACOMP a organisé une formation des formateurs axée sur les initiatives de promotion et de financement des MPME. Le WACOMP a accueilli la formation en partenariat avec la Singapore Cooperation Enterprise (SCE), une agence relevant du ministère singapourien des Affaires étrangères. Des représentants d'Opportunity Network, une société de recherche de contrats, et de Wajenzi, une plateforme d'investissement entre pairs, ont participé à la session de formation.

Les participants ont bénéficié d'un cours d'introduction au crédit et au financement par capitaux propres, ainsi que d'un mentorat pour les MPME. La série de formations a également abordé le développement de techniques innovantes pour encourager les membres des MPME à recourir aux services d'agences. Les apprenants ont échangé des idées sur les meilleures pratiques et les possibilités pour les MPME de nouer des partenariats financiers, ainsi que sur les acquis dans les domaines de la planification commerciale de la chaîne de valeur, l'analyse SWOT, les questions de conformité juridique et la comptabilité.

## Résultat

Après la série de formations, les agences de développement des MPME ont commencé à intégrer de nouvelles approches et à soutenir les décisions d'investissement de leurs bénéficiaires. Elles ont fourni à près de 90 propriétaires d'entreprises des informations sur les outils numériques permettant de soutenir leurs entreprises en ces temps incertains.

Le programme régional de formation des formateurs du WACOMP a également été transposé à l'échelle des pays, et trois conseillers financiers formés au niveau régional ont commencé à soutenir 48 MPME et entreprises agro-industrielles dans le cadre de la mise en œuvre du WACOMP en Sierra Leone.

### LIENS

- [Page web du projet](https://www.intracen.org/WACOMP/about/)  
https://www.intracen.org/WACOMP/about/
- [Bulletins d'information du WACOMP](https://www.intracen.org/WACOMP-Newsletters/)  
https://www.intracen.org/WACOMP-Newsletters/
- [Entretien avec Fatimata Kallon, de Sierra Leone, qui explique pourquoi l'accès au financement est essentiel à la survie d'une microentreprise.](https://digital.intracen.org/issue1-21/interview-skills-are-not-enough/)  
https://digital.intracen.org/issue1-21/interview-skills-are-not-enough/

PROJET PIVOT

# Programme jeunesse et commerce



430

centres axés  
sur les jeunes



6

webinaires avec  
380 centres participants



12

sections Ye!  
connectées aux  
pôles d'ancrage



> 3 300

jeunes entrepreneurs de la  
communauté Ye! connectés à  
un pôle d'ancrage de leur pays

## POURVOYEURS DE FONDS ET PARTENAIRES

Canada, Danemark, Finlande, Allemagne, Irlande, Norvège, Suède ; tous des pourvoyeurs de fonds du Guichet 1



## Contexte

En juin 2020, le programme Jeunesse et commerce de l'ITC a conduit un sondage auprès de 353 jeunes entrepreneurs à travers le monde. Les résultats ont révélé que les jeunes avaient du mal à accéder au soutien institutionnel adéquat pour faire face aux répercussions économiques de la pandémie. Plus précisément, 38 % ont indiqué qu'aucune organisation ne leur avait été utile. Seuls 28 % des jeunes entrepreneurs ont décrit les centres, incubateurs et autres accélérateurs comme utiles.

## Pivotement

Le programme a organisé une session de brainstorming avec un groupe de centres axés sur la jeunesse afin de valider et de concevoir conjointement un plan d'assistance technique dédié aux jeunes entrepreneurs. Le plan prévoyait notamment un meilleur accès aux données et aux connaissances sur les besoins des jeunes entrepreneurs pendant la pandémie. Les centres ont également eu besoin d'aide pour mieux comprendre les nouveaux défis imposés à leurs modèles d'entreprise et y répondre.

Le programme Jeunesse et commerce de l'ITC a adopté une double approche pour étendre son plan d'assistance technique au-delà de son propre réseau de centres axés sur les jeunes : 1. passer au numérique, et 2. renforcer la présence locale des centres.

Le programme a lancé une série d'ateliers numériques sur la préparation à l'investissement dans une start-up, les partenariats, les ateliers à distance et les programmes d'incubation virtuels. Il a également organisé deux ateliers en ligne de renforcement des capacités pour les centres technologiques, en collaboration avec Bongo Hive et l'équipe FastTrackTech de l'ITC. En outre, les outils d'évaluation comparative du renforcement institutionnel de l'ITC et les ressources de formation ont été adaptés aux centres axés sur les jeunes.

Pour renforcer la présence locale, le Programme Jeunesse et commerce de l'ITC a intensifié sa collaboration directe avec certains centres en les engageant comme pôles d'ancrage locaux pour ses sections communautaires de Jeunes entrepreneurs (Ye!). La communauté Ye! regroupe plus de 18 000 jeunes entrepreneurs, ainsi que des centres, des partenaires de réseau et des mentors experts. En 2020, chaque section Ye! s'est rattachée à un organisme d'ancrage pour soutenir les jeunes entrepreneurs à l'échelle des besoins. Le programme apporte un soutien personnalisé aux pôles d'ancrage Ye! et travaille désormais activement avec 12 pôles en tant qu'organismes d'ancrage dans des pays tels que les Philippines, la Guinée, le Kenya et le Pakistan.

En outre, le programme Jeunesse et commerce de l'ITC s'est associé à Kumasi Hive, l'un des pôles d'ancrage de Section Ye! au Ghana pour déployer la mise en œuvre du Ye! Boost Programme — un programme de 14 semaines dédié à l'accompagnement d'entreprises dirigées par des jeunes.

## Résultats

Le programme Jeunesse et commerce de l'ITC soutient désormais un réseau de 430 pôles à l'échelle mondiale, dont les pôles d'ancrage de sections Ye! ont été connectés à plus



**« Grâce à la nouvelle approche d'ancrage, les jeunes entrepreneurs ougandais sont mis en contact avec un centre local de soutien, de ressources et d'activités. Nous veillons à ce que les jeunes aient toujours une organisation vers laquelle se tourner et qui comprend leurs difficultés et les possibilités dont ils disposent dans le contexte local. »**

– Aisha Ali, fondatrice de la Fondation I-Profile, représentante Ye! de l'Ouganda

de 3 300 entrepreneurs de communautés locales Ye! dans 12 sections de pays. Le programme a soutenu plus de 380 centres par le biais de la série d'ateliers numériques en cours et continue à créer un espace collectif pour l'échange de connaissances entre les centres au niveau mondial.

En outre, le Programme Jeunesse et Commerce de l'ITC accroît son emploi de divers canaux d'échange et communique désormais régulièrement avec le réseau des centres en se servant de LinkedIn, WhatsApp et la plateforme communautaire Ye! revue et corrigée. La plateforme offre désormais aux centres et aux IAE un guichet unique de mise en relation et d'interaction avec un large public de jeunes entrepreneurs. Chaque centre peut créer, gérer et modérer des groupes désignés, diffuser des opportunités et créer des événements.

Le programme continue de travailler au renforcement des centres en tant qu'accélérateur de l'émancipation économique des jeunes. Plus important encore, il continue de mettre les jeunes entrepreneurs en contact avec ces centres afin qu'ils bénéficient d'un soutien accessible, fiable et ciblé.

### LIENS

- [Young business owners find new strategies to deal with the pandemic, survey reveals](https://stage.intracen.org/layouts/2coltemplate.aspx?pageid=47244640256&id=47244681030)

<https://stage.intracen.org/layouts/2coltemplate.aspx?pageid=47244640256&id=47244681030>



# Stimuler la compétitivité internationale des MPME

Plus de 80 % du commerce mondial s'effectue dans le cadre de chaînes de valeur, et les produits intermédiaires plutôt que finaux représentent 60 % du commerce mondial de marchandises.

Des opportunités se présentent aux MPME capables de renforcer leur compétitivité internationale et de tirer profit des chaînes d'approvisionnement internationales. Ceci étant, les MPME, en particulier dans les pays en développement, sont souvent confrontées à des obstacles lorsqu'elles tentent d'entrer en relation avec de nouveaux marchés ou lorsqu'elles se conforment aux exigences du marché.

L'ITC aide les MPME à relever ces défis et à devenir plus compétitives en améliorant la gestion de la chaîne d'approvisionnement et la valeur ajoutée, ainsi que le marketing et la stratégie de marque. Ce soutien permet aux entreprises d'accéder aux marchés internationaux en facilitant les contacts commerciaux et en améliorant la conformité aux normes et réglementations techniques.

Au cours de l'année 2020, le programme Valeur ajoutée au commerce a mis son leadership éclairé et une assistance technique liée au commerce au service du développement de divers secteurs – des fibres, du textile et de l'habillement à l'entrepreneuriat numérique et au tourisme. Le programme visait à améliorer les écosystèmes d'activité des MPME à travers les chaînes de valeur. Le dialogue public-privé était au cœur de la mise en œuvre du programme.

Le programme ecomConnect de l'ITC a également été très actif en 2020, en réponse à l'intérêt soudainement accru pour le commerce électronique. Il a offert une large palette d'outils d'apprentissage virtuel et d'outils numériques, qui ont aidé les MPME à développer rapidement une activité en ligne, à acquérir des compétences numériques fondamentales et à se familiariser avec les solutions numériques. Des participants issus de 49 pays se sont réunis virtuellement à l'occasion de l'E-commerce Entrepreneur Knowledge Series de l'ITC, des formations portant sur la mise à profit du commerce électronique ont été dispensées à des propriétaires de petites entreprises du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord.



1, 2. et 3. Producteurs de thé Himalaya Shangri-la 4. Atelier sur l'outil de cartographie de la durabilité 5. SOLID, société de services informatiques, Sénégal

Le programme a également appris aux MPME comment développer une stratégie de commerce électronique, numériser leurs produits et services et les intégrer dans des plateformes de vente en ligne. En juin 2020, l'ITC a lancé l'Africa Marketplace Explorer, un outil en ligne d'exploration des plateformes de commerce électronique en Afrique destiné aux MPME et aux responsables politiques.

Le secteur technologique africain offre de nombreuses possibilités, mais de nombreux défis empêchent encore les entreprises de réaliser leur plein potentiel. Pour y remédier, #FastTrackTech et le Fonds fiduciaire néerlandais IV (NTF IV) ont mis l'accent sur l'appui aux entrepreneurs numériques et aux MPME opérant dans le secteur des services basés sur les technologies de l'information (ITES) en Afrique subsaharienne, en connectant ces entreprises aux chaînes de valeur internationales. C'est le cas de SOLID, une société de services informatiques sénégalaise qui a enregistré une hausse de ses revenus de plus de 7 % en 2020. Avec l'aide du projet NTF IV, la société a réalisé plus d'un quart de son chiffre d'affaires sur ses opérations en Côte d'Ivoire et au Burkina Faso et le télétravail lui a permis de faire des économies significatives.

En 2020, l'ITC a aidé les coopératives de thé népalaises, durement touchées par la crise, à survivre au confinement du pays pendant leur récolte la plus importante de l'année. Dans le cadre du projet Marketplace II de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), l'ITC a assuré la continuité des activités de 17 producteurs de thé dans la région d'Illam au Népal, ce qui a permis de réaliser des transactions à hauteur commerciale de 425 000 euros.

#### Pourvoyeurs de fonds 2020 pour le domaine d'intervention 4 : relier les PME aux chaînes de valeur internationales

##### Pourvoyeurs de fonds pour le Guichet I du Fonds d'affectation spéciale de l'ITC

Allemagne, Canada, Danemark, Finlande, Irlande, Norvège et Suède

##### Bailleurs de fonds de projets spécifiques

Union européenne, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Pays-Bas (les), Suisse, Suède, Cadre intégré renforcé, Corée, Allemagne, Chocolats Halba/ Coop Genossenschaft, Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, Société internationale islamique de financement du commerce, Fonds fiduciaire multipartenaires, Japon, États-Unis, Banque mondiale, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Mécanisme pour l'élaboration des normes et le développement du commerce, Banque de développement du Qatar, Programme des Nations Unies pour le développement

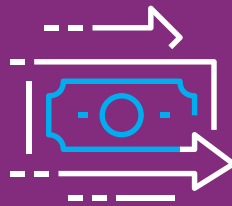
PROJET PIVOT

# Renforcement des capacités et évaluation de l'état de préparation des start-up technologiques africaines



1 181 300 \$

de transactions commerciales et d'investissements mobilisés en 2020<sup>1</sup>



800 000 \$

d'investissements pour les start-up technologiques africaines



1 063

entrepreneurs numériques africains coachés

<sup>1</sup> En 2020, la valeur des transactions commerciales explicitement portée à l'actif de FastTrackTech est estimée à 181 000

## POURVOYEURS DE FONDS

Canada, Finlande, Allemagne, Irlande, Norvège, Suède, Pays-Bas





## Contexte

Le secteur numérique, qui connaît une croissance rapide, crée des emplois en proportion des besoins et va accélérer la croissance socioéconomique de l'Afrique. L'initiative #FastTrackTech Africa a démarré en octobre 2019 pour soutenir le secteur technologique à trois niveaux : les responsables politiques, les institutions d'appui au commerce de nouvelle génération et les entrepreneurs numériques et leurs start-up technologiques. Aujourd'hui, les entrepreneurs numériques bénéficient d'un coaching en compétences numériques et commerciales, d'une exposition lors d'événements locaux, régionaux et internationaux, d'activités de mise en relation interentreprises, d'une mise en relation avec des sociétés de capital-risque et d'autres sources de financement, ainsi que du soutien des écosystèmes de l'entrepreneuriat. L'initiative est en cours dans sept pays subsahariens : Bénin, Éthiopie, Côte d'Ivoire, Mali, Rwanda, Tanzanie et Zambie.

## Pivotement

Cinq mois seulement après sa mise en route, l'initiative #FastTrackTech devait déjà réajuster ses activités pour les adapter à la nouvelle réalité de la pandémie. Ayant recours à l'outil de diagnostic bilingue #360 de l'ITC destiné aux start-up technologiques, l'initiative a évalué l'internationalisation et l'état de préparation des investisseurs dans des start-up bénéficiaires.

Sur la base de ces évaluations, l'ITC a adapté le matériel de formation pour inclure une formation à la gestion de crise et un soutien consultatif individuel virtuel portant sur l'ajustement des opérations pendant la COVID-19. Les entreprises en démarrage et leurs employés qui travaillent à domicile ont reçu des forfaits de données Internet.

Plus de 1 000 entrepreneurs numériques et fondateurs de start-up, dont près de 300 femmes et 700 jeunes, ont bénéficié de ce coaching adapté par le biais de webinaires, de formations de groupe en ligne et de formations individuelles en ligne. Une formation en réseautage et renforcement des capacités a été dispensée à six centres technologiques.

L'attention s'est également recentrée sur l'organisation de nombreux événements virtuels B2B internationaux. Au nombre de ces événements, on peut citer AfricArena, lors duquel un défi #FastTrackTech a permis à sept bénéficiaires de recevoir un prix comprenant 10 000 crédits en Amazon Web Services, ainsi qu'un appui à la mise en œuvre des activités de développement commercial.

## Résultat

L'offre adaptée de #FastTrackTech a donné des résultats significatifs en 2020. Les participants ont signé des accords commerciaux d'une valeur de 181 000 dollars lors des événements B2B et de jumelage, et les start-up ont mobilisé un total de 800 000 dollars d'investissements. Plus de 100 start-up technologiques, dont 30 entreprises dirigées par des femmes, ont conçu ou modifié leurs plans d'internationalisation.

O'Genius, une start-up rwandaise qui développe des solutions éducatives mobiles et web, a tiré parti de la formation #FastTrackTech pour adapter sa plateforme à la demande croissante en télé-enseignement. L'entreprise a reçu un investissement de 200 000 dollars, passant de huit employés

« Pendant la pandémie, les enseignants du secondaire ont demandé des ressources et du matériel en ligne, car ils savent maintenant comment se servir de la technologie dans l'enseignement. Grâce à #FastTrackTech, nous adaptions désormais le logiciel aux clients internationaux. »

– Origene Igiraneza, fondateur et directeur général de O'Genius Panda

en 2019 à 27 en 2020, année au cours de laquelle la start-up a été active dans 375 écoles rwandaises et a offert ses services à 11 000 élèves et enseignants. Sa plateforme a enregistré des visites en provenance de 110 pays. Autre donnée digne d'intérêt : les notes des élèves se sont améliorées de 11 % lorsqu'ils ont commencé à utiliser la plateforme O'Genius.

Technology Forever Group au Bénin fait également partie des start-up qui ont connu une hausse de leur chiffre d'affaires pendant la pandémie. Son application web EasyLMD destinée aux établissements d'enseignement supérieur a permis d'intégrer avec succès six universités en 2020. En conséquence, son chiffre d'affaires a augmenté de 71 % (plus de 50 000 dollars) et l'emploi a augmenté de 17 %. Ces accomplissements sont à porter au crédit du soutien apporté par l'initiative #FastTrackTech. Le projet a permis de renforcer la crédibilité et la réputation de l'entreprise grâce à de meilleures techniques de présentation des produits, de fournir un encadrement en prospection commerciale, de budgétisation et de marketing, ainsi qu'un accès à une connexion internet fiable et une visibilité sur les services web d'Amazon.

### LIENS

- [O'Genius Panda](https://www.opanda.xyz/)  
https://www.opanda.xyz/
- [EasyLMD revolutionises the work of higher education institutions](https://stage.intracen.org/news/In-Benin-EasyLMD-revolutionises-the-work-of-higher-education-institutions/)  
https://stage.intracen.org/news/In-Benin-EasyLMD-revolutionises-the-work-of-higher-education-institutions/
- [EasyLMD](https://easylmd.com/)  
https://easylmd.com/
- [Page web de l'initiative #FastTrackTech Africa](https://www.intracen.org/e-Trade-for-Impact/Fast-Tracking-Digital-Entrepreneurship-in-Africa/)  
https://www.intracen.org/e-Trade-for-Impact/Fast-Tracking-Digital-Entrepreneurship-in-Africa/
- [Groupe Facebook FastTrackTech Africa](https://www.facebook.com/groups/FastTrackTechAfrica/?modal=false&should_open_composer=false&hoisted_section_header_type=notifications)  
https://www.facebook.com/groups/FastTrackTechAfrica/?modal=false&should\_open\_composer=false&hoisted\_section\_header\_type=notifications
- [Page du portail de données ouvertes de l'ITC relative au projet](https://npp.itc-cci.net/#B898)  
https://npp.itc-cci.net/#B898 (login required)

PROJET PIVOT

# Innover dans le domaine de l'assistance technique pour atteindre les communautés touchées par le conflit en Colombie



© Ana Milena/ITC



© Ana Milena/ITC



51

producteurs avec au moins une certification d'exportation



104

producteurs de citron vert de Tahiti mis en relation avec des exportateurs



73

millions de tonnes de citron vert de Tahiti exportées en trois mois

POURVOYEURS DE FONDS

Allemagne, Canada, Danemark, Finlande, Irlande, Norvège, Suède, Union européenne



## Contexte

La Colombie est l'un des pays les plus diversifiés au monde, avec des terres fertiles et des ressources abondantes. Le pays a connu l'un des conflits armés les plus longs de l'histoire, ce qui a eu pour effet la destruction des moyens de subsistance, notamment dans les zones rurales. En novembre 2016, après de longues négociations, le gouvernement colombien et les Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia (FARC) ont signé l'Accord final pour la fin du conflit et la construction d'une paix stable et durable. Pour soutenir les efforts de consolidation de la paix, la Colombie a reçu une aide technique et financière de la part de la communauté de la coopération internationale, en particulier de l'Union européenne, par le biais du Fonds fiduciaire de l'UE (EUTF) en faveur de la Colombie.

L'objectif global de l'EUTF est d'instaurer une paix durable en améliorant les conditions de vie dans les zones les plus touchées par le conflit armé. Depuis 2018, l'EUTF finance le projet Colombia PUEDE de l'ITC, qui vise à accroître les revenus de 2 000 petits producteurs de citron vert de Tahiti, de noix de coco et de cacao situés dans quatre municipalités du département de Nariño les plus touchées par le conflit.

En collaboration avec 20 associations d'agriculteurs locaux, l'ITC propose des programmes de développement durable et des certifications de qualité, identifie des opportunités commerciales exploitables, facilite l'accès à l'assistance technique et aux infrastructures, et renforce les capacités et les compétences des producteurs et des associations.

## Pivotement

Lors d'une enquête d'impact COVID-19 auprès des agriculteurs participant au projet, 83 % d'entre eux ont déclaré rencontrer des difficultés d'accès à la nourriture, et un nombre similaire n'avait pas accès aux EPI. Pas moins de 62 % d'entre eux ont subi des pertes financières et 47 % ont fait état d'une augmentation des coûts de production liés à la main-d'œuvre et à l'approvisionnement en produits agricoles. Par ailleurs, 69 % ont eu des difficultés de transport, tant pour les personnes que pour les produits, principalement en raison de la rareté des véhicules. En outre, les agriculteurs ont indiqué une recrudescence du crime organisé impliquant la production de drogues illégales.

Dans ce contexte fragile et eu égard à l'impact négatif de COVID-19, l'ITC a renforcé son engagement envers la région de Nariño. Le projet Colombia PUEDE a réaffecté une partie de ses ressources pour fournir une aide d'urgence à 1 339 familles sous forme de denrées alimentaires et d'EPI.

Le projet a repensé sa stratégie d'assistance technique à la délivrance de certificats d'exportation et a adopté de nouvelles méthodes de formation. Au nombre de ces méthodes, des concours innovants sur les médias sociaux et de petits concours entre producteurs, ainsi que le retour aux bons vieux spots publicitaires radiodiffusés dans les zones où la connexion internet est déficiente. Les activités ont contribué à renforcer l'adhésion des producteurs et à améliorer la qualité de leurs produits.

Pendant le confinement, l'équipe du projet a travaillé en étroite collaboration avec les organisations d'agriculteurs pour initier, développer et finaliser le processus requis pour se soumettre aux audits de certification de la qualité. Peu après la fin du

**« L'ITC fournit des stratégies de marché innovantes basées sur la réalité de ces zones rurales, visant à augmenter le revenu des agriculteurs et à améliorer leurs moyens de subsistance. »**

– René Alarcón, gestionnaire de projet à l'ITC

confinement de six mois, 51 agriculteurs ont reçu une certification d'exportation officielle de l'Institut agricole colombien. De même, 17 agriculteurs ont obtenu une recertification biologique et 13 agriculteurs ont obtenu la certification GlobalG.A.P.

Fort de ces certifications, 104 agriculteurs, représentés par six associations d'agriculteurs, ont signé de nouveaux accords commerciaux d'exportation nettement plus rentables. Le prix de vente au kilo pour le producteur sur le marché d'exportation représente environ le double du prix local payé par les intermédiaires. L'une de ces transactions dont il est question concernait l'exportation de 73 tonnes métriques de citrons verts de Tahiti à destination des Caraïbes par l'intermédiaire de Frutales Las Lajas, un exportateur colombien. Entre octobre et décembre 2020, le montant des exportations de citrons verts a atteint 11 500 dollars. Le prix à l'exportation payé était de 1 082 dollar/kg en pesos colombiens (COP) contre 582 dollars/kg en moyenne pour l'intermédiaire local. Cela représente une différence de 500 dollars/kg pour le producteur, soit une augmentation de 86 % de son revenu.

## Résultats

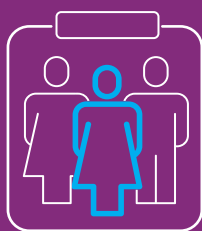
En plus de recevoir de meilleurs prix, les acheteurs responsables aident les agriculteurs en améliorant leurs stratégies de logistique, de flux de trésorerie et de gestion de la qualité. Cette dynamique a suscité un intérêt accru pour l'agriculture en tant que moyen de subsistance durable, ainsi qu'un engagement accru des associations d'agriculteurs.

### LIENS

- [Project webpage](https://www.intracen.org/PUEDE/)  
<https://www.intracen.org/PUEDE/>
- [Peace and Unity through Productive Development and Trade \(vidéo\)](https://www.youtube.com/watch?v=geJT0WWMBzM)  
<https://www.youtube.com/watch?v=geJT0WWMBzM>
- [Groupe Facebook Colombia PUEDE](https://www.facebook.com/groups/275485066831811/)  
<https://www.facebook.com/groups/275485066831811/>
- [Page du Fonds fiduciaire de l'Union européenne \(en espagnol\)](https://www.fondoeuropeoparalapaz.eu/project/colombia-puede/)  
<https://www.fondoeuropeoparalapaz.eu/project/colombia-puede/>

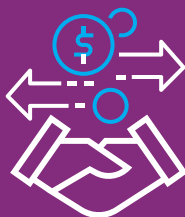
## PROJET PIVOT

# Connecter les PME ukrainiennes aux marchés nationaux et aux chaînes de valeur



Près de  
**60 % de femmes**

dans la structure de gestion  
des exploitations agricoles  
ukrainiennes aujourd'hui



En tout  
**807**

contacts commerciaux avec  
des partenaires potentiels ont  
été établis par les entreprises  
bénéficiaires du projet lors  
de foires commerciales



**2** entreprises

ont effectué leurs premières  
expéditions de pommes  
ukrainiennes fraîches vers  
la Lettonie et la Suède.

POURVOYEUR DE FOND

Suède

**8** TRAVAIL DÉCENT  
ET CROISSANCE  
ÉCONOMIQUE



**9** INDUSTRIE,  
INNOVATION ET  
INFRASTRUCTURE



**17** PARTENARIATS POUR  
LA RÉALISATION  
DES OBJECTIFS





1, 2. et 3. Olha Shkribliak, propriétaire de l'entreprise Fresh Salad, Ukraine

## Contexte

En Ukraine, les confinements successifs ont restreint des marchés bien établis, affectant particulièrement les petits producteurs. Avec la fermeture des marchés locaux de vente en gros, les agriculteurs qui n'avaient pas de contrats ni de connexions avec les réseaux nationaux de vente au détail ont eu des difficultés à écouler leurs produits. Le projet de l'ICT « Connecter les PME ukrainiennes du secteur des fruits et légumes aux marchés mondiaux et nationaux et aux chaînes de valeur » aide les agriculteurs à combler ce fossé.

Le projet œuvre à intégrer les MPME du secteur des fruits et légumes dans les chaînes de valeur nationales et mondiales. Il englobe la production de biens conformes aux exigences des marchés étrangers, en particulier de l'Union européenne, et le renforcement des capacités des institutions d'appui aux entreprises locales à fournir des services d'appui de qualité aux PME. Les entreprises participantes sont liées à plusieurs salons commerciaux internationaux, visites d'étude et formations organisées par l'ICT et d'autres projets internationaux.

## Pivotement

Le projet s'est rapidement adapté et son équipe a mené des enquêtes afin de collecter des données sur la manière dont la crise de la COVID-19 a affecté le secteur des fruits et légumes en Ukraine. Sur la base des résultats, des recommandations de réponse pour aider les entreprises à se rétablir ont été formulées en vue de leur mise en œuvre par les autorités locales.

L'ITC a également adapté le contenu de la formation et migré les séminaires, présentations et discussions prévus vers des plateformes en ligne. Près de 40 entreprises ont bénéficié d'un conseil et d'un accompagnement individuels pour l'élaboration de supports de marketing, l'interaction avec des acheteurs internationaux et la négociation de nouveaux contrats. L'ITC a également dispensé une formation visant à garantir la conformité des processus de production aux normes internationales de sécurité alimentaire, telles que les normes GlobalG.A.P, à savoir l'évaluation des risques en matière de pratiques sociales et le système d'analyse des risques et de maîtrise des points critiques (HACCP).

Par ailleurs, les MPME ont participé à des foires commerciales virtuelles et à des visites d'étude, et le projet a organisé des réunions B2B virtuelles pour les entreprises participantes pendant les foires commerciales, ce qui constituait une nouveauté pour elles.

« Au début du confinement, nous avons reçu un maximum de 10 à 20 commandes en ligne. Grâce au projet ITC et aux communications sur notre site internet et la page Facebook, nous avons atteint plus de 100 commandes par jour. »

– Olha Shkribliak, propriétaire de Fresh Salad

## Résultat

Les participants ont réussi à traverser la crise en 2020 grâce aux liens avec le marché et à l'aide de la formation au marketing en ligne reçue dans le cadre du projet. Certaines sociétés ont augmenté leurs stocks et trouvé de nouveaux acheteurs. Nombre d'entre elles, dont Fresh Salad, de la région de Zaporizhzhya, ont modernisé leur site web et sont passées avec succès à la vente en ligne. Fresh Salad a coopéré avec d'autres agriculteurs pour constituer des lots de marchandises et proposer des boîtes de produits frais mixtes à livrer. La société a également mis au point un nouvel emballage de marque pour les salades et les légumes frais, qui sont désormais expédiés directement des fermes aux foyers des consommateurs.

Les autres exportateurs ont travaillé à l'amélioration de leurs aptitudes de communication en ligne. USPA FRUIT a modernisé son site web pour faciliter la communication avec les acheteurs en gros en concevant un catalogue en ligne contenant des descriptions complètes de chaque variété de pomme proposée. Pour recevoir un devis précis, les acheteurs peuvent immédiatement sélectionner l'emballage, la destination et la quantité pour une variété spécifique. Ils peuvent aussi demander et recevoir des devis pour toutes les variétés.

### LIENS

- [Première société ukrainienne de regroupement de producteurs de pommes](https://uspafruit.com/apples/)  
<https://uspafruit.com/apples/>
- [VitaminBox.com.ua](https://vitaminbox.com.ua)  
<https://vitaminbox.com.ua/eng#rec204688375>



# Autonomiser les femmes et les jeunes pour un commerce inclusif et vert

L'accroissement des échanges commerciaux ne suffit pas à améliorer les moyens de subsistance. Les retombées de la croissance commerciale ne profitent pas nécessairement aux groupes vulnérables, et l'environnement peut payer un lourd tribut. En 2020, la pandémie et la crise climatique préexistante ont exacerbé les défis auxquels sont confrontés les pays et les communautés les plus vulnérables. La crise a amplifié les inégalités existantes et en a fait émerger de nouveaux pour les femmes dans le secteur du commerce également.

Pour soutenir les groupes les plus vulnérables, l'ITC a réorienté ses principaux programmes vers l'autonomisation économique des femmes, la promotion de l'entrepreneuriat des jeunes, la connexion des communautés pauvres aux chaînes de valeur et la promotion du commerce vert.

En 2020, le programme « Communautés pauvres et commerce » a continué à autonomiser et à soutenir les personnes déplacées, les migrants, les réfugiés, les femmes et les producteurs marginalisés. L'Initiative pour une mode éthique (EFI) du programme a encouragé la durabilité circulaire et la décarbonisation des chaînes d'approvisionnement. L'EFI a également présidé l'Alliance des Nations unies pour une mode durable, ouvrant la voie à la définition du rôle de l'ONU dans le changement de cap de la mode pour en faire un moteur des ODD. En 2020, les projets de l'EFI ont dépassé les attentes. En Afghanistan, 6 527 emplois (sur un objectif de 2 000) ont été créés, et le montant des ventes a culminé à plus de 3,1 millions de dollars. Les projets de l'EFI en Ouzbékistan et au Tadjikistan ont posé les jalons d'un nouveau projet conjoint ITC-UNESCO au Kirghizistan, au Kazakhstan et au Turkménistan. Le nouveau Venture Studio d'EFI a profité à six nouvelles entreprises dirigées par des femmes.



1



2

1. Ozara Tadjikistan, artisanat traditionnel tadjik, Initiative pour une mode éthique 2. Coopérative de tisserandes, Kenya, SheTrades Commonwealth

De concert avec le Programme de convergence sociale et du travail (SCLP), le programme Commerce pour le développement durable (T4SD) a continué à développer la plateforme de partage d'audits sociaux/du travail, la passerelle qui a été présentée virtuellement à plus de 1 500 bénéficiaires dans 30 pays. L'ITC a également organisé le Good Trade Summit portant sur les moyens de créer des chaînes de valeur plus résilientes, inclusives et durables après une pandémie. Le sommet a accueilli une large audience de près de 2 000 participants de 92 pays, comprenant un certain nombre de parties prenantes de la communauté du commerce et du développement, des entrepreneurs, des chefs d'entreprise et des responsables gouvernementaux.

## Femmes et commerce

SheTrades, programme ITC d'autonomisation des femmes par le commerce, a élaboré une boîte à outils de gestion de crise COVID-19 qui comprend un canevas de plan d'action pour la résilience et la reprise, une collection de guides pertinents de planification et de prise de décisions commerciales, et des références à des ressources en ligne. SheTrades a également déployé à plus grande échelle ses activités de renforcement des capacités avec des partenaires du secteur privé et a lancé un fonds d'impact CARE-SheTrades (Cooperative for Assistance and Relief Everywhere) de 75 millions de dollars lors du Forum économique mondial de Davos. Malgré les défis logistiques, SheTrades a réussi à établir deux nouveaux centres : l'un aux Philippines et l'autre à Trinidad et Tobago, afin d'assurer un soutien localisé aux femmes d'affaires.

Au Bangladesh, au Ghana, au Kenya et au Nigéria, SheTrades Commonwealth, financé par le Foreign Commonwealth and Development Office du Royaume-Uni, a continué à aider les entreprises dirigées par des femmes à se développer et à exporter vers les marchés internationaux. Résultat, 1 565 entreprises dirigées par des femmes ont fait état d'une compétitivité et d'une résilience accrues face à la pandémie et ont généré plus de 30 millions de livres sterling en ventes internationales grâce au soutien du projet. En outre, SheTrades soutient plus de 40 associations commerciales de femmes africaines afin de s'assurer que la ZLECA apporte des avantages aux femmes productrices et d'établir un réseau continental solide.

Compte tenu des turbulences dans le commerce international, les marchés nationaux sont devenus plus importants pour de nombreuses entreprises dirigées par des femmes. Au Bangladesh, au Nigéria, en Zambie et en Gambie, SheTrades a déployé un nouveau guide orienté vers l'action pour que les marchés publics intègrent la dimension de genre. Il a consisté à évaluer le contexte actuel, à identifier les obstacles auxquels les femmes sont confrontées, les orientations politiques permettant d'éliminer ces obstacles et les mesures à prendre pour assurer l'inclusion des femmes. Désormais, les décideurs politiques, les responsables des marchés publics et les groupements d'entreprises disposent des outils nécessaires pour élaborer une feuille de route et suivre les progrès accomplis.

### Pourvoyeurs de fonds 2020 pour le domaine d'intervention 5 : promouvoir et intégrer un commerce inclusif et vert

#### Pourvoyeurs de fonds pour le Guichet I du Fonds d'affectation spéciale de l'ITC

Allemagne, Belgique, Canada, Danemark, Finlande, Islande, Irlande, Norvège et Suède

#### Bailleurs de fonds de projets spécifiques

Union européenne, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Corée, Allemagne, Suisse, Pays-Bas, Bureau des Fonds d'affectation spéciale pluripartenaires, Japon, Fondation United Parcel Service, Organisation des pays exportateurs de pétrole, Fonds pour le développement international, Conseil norvégien pour les réfugiés, Cadre intégré renforcé, Suède, Finlande, ChileCarne, Initiative pour une agriculture durable (Plateforme SAI), Chocolats Halba/ Coop Genossenschaft, États-Unis, Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, Mary Kay, Banque mondiale, Australie, Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement, Société internationale islamique de financement du commerce, France, Finance in Motion, Fonds d'équipement des Nations unies, Fédération européenne des fabricants d'aliments composés, Plateforme suisse du cacao durable

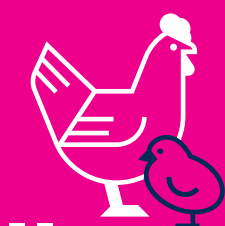
PROJET PIVOT

# Renforcer les petites entreprises agroalimentaires au Pakistan



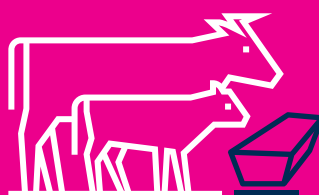
> 60 000

vaccinations d'animaux



> 10 000

volailles distribuées  
à 2 000 ménages



> 300

femmes ont reçu  
du fourrage  
pour le bétail



10 agricultrices

ont commencé à vendre  
du lait au moyen des  
téléphones portables fournis  
par GRASP

POURVOYEUR DE FONDS  
Union européenne

1 PAS  
DE PAUVRETÉ



5 ÉGALITÉ ENTRE  
LES SEXES



8 TRAVAIL DÉCENT  
ET CROISSANCE  
ÉCONOMIQUE





## Contexte

Les MPME constituent la majeure partie des entreprises au Pakistan et doivent se développer pour créer des emplois et atteindre une croissance économique large et durable. L'élevage et l'horticulture, qui représentent 70 % de l'agriculture à valeur ajoutée, ont un potentiel particulièrement important en termes de croissance, d'adaptation au climat et de participation accrue des femmes.

Au Pakistan, le projet *Growth for Rural Advancement and Sustainable Progress* (GRASP) s'emploie à renforcer les petites entreprises agroalimentaires et à améliorer l'environnement institutionnel et politique des petites entreprises. Financé par l'Union européenne, le projet GRASP vise à réduire la pauvreté au Pakistan en soutenant à tous les niveaux la chaîne de valeur de l'horticulture et de l'élevage dans les provinces du Baloutchistan et du Sindh.

Malgré leur contribution essentielle à l'agriculture, à la sécurité alimentaire et à la nutrition, les agricultrices sont confrontées à des obstacles sociaux, à la désinformation et à un accès limité aux méthodes de travail modernes. En outre, elles ont été désavantagées de manière disproportionnée lorsque la crise de la COVID-19 a frappé le Pakistan, car la charge des soins non rémunérés et du travail domestique a augmenté pour les femmes. Les mesures nationales de confinement, qui s'appliquaient également aux marchés aux bestiaux, ont déclenché une récession économique qui a entraîné des pertes financières considérables pour les petites exploitantes du secteur agricole. De nombreuses femmes ont perdu leur emploi et leurs revenus malgré les mesures de relance des entreprises mises en place.

## Pivotement

Sur la base des résultats et des consultations avec les organisations d'agriculteurs, la Chambre de commerce et les représentants du gouvernement, le projet GRASP a élaboré une réponse à la COVID-19 qui mettait l'accent sur le soutien aux agricultrices dans certains districts des deux provinces rurales.

À court terme, le projet GRASP a fourni des intrants agricoles d'urgence aux producteurs, notamment des vaccins pour animaux, du fourrage, des outils et équipements agricoles, des semences, des engrais et des formations sur la santé et la nutrition du bétail. Les agricultrices ont reçu des téléphones portables et un coaching en commerce électronique et en techniques de vente afin de leur faire découvrir de nouveaux débouchés. Le projet GRASP a également organisé des séances d'information pour sensibiliser les agriculteurs aux programmes d'appui financés par l'État.

Dans le cadre de la riposte à moyen terme, le projet a permis de mettre en place une coordination efficace entre les départements gouvernementaux compétents, de soutenir les mesures politiques et les recommandations pour le développement rural et agricole, et de fournir des équipements et renforcer les capacités en création de valeur ajoutée et transformation.



**« Bien que je me sois occupée d'animaux toute ma vie, c'est la première fois que je reçois une formation sur la façon de les nourrir correctement. »**

– Khuda Dini, agriculteur du village d'Abdul Qadir Khan Lashari

## Résultats

Les MPME du Sindh et du Baloutchistan ont reçu des intrants agricoles pour poursuivre leurs activités pendant la pandémie. Le projet a fourni des semences, des engrais et d'autres matériaux à 1 330 entreprises, dont 752 étaient dirigées par des femmes. Une formation sur la santé et la nutrition du bétail et l'apport de valeur ajoutée aux produits et services a été dispensée à 310 entreprises dirigées par des femmes. Plus de 60 000 doses de vaccin pour le bétail ont également été distribuées. Le projet a aidé des femmes à se lancer dans l'élevage de volailles à domicile et un groupe d'agriculteurs a reçu 10 000 volailles, des appareils mobiles et une formation au commerce électronique pour un meilleur accès au marché.

Afin d'accroître la sensibilisation aux mesures de sécurité et de prévention des maladies, le projet a diffusé plus de 3 000 annonces par le biais de diverses plateformes médiatiques, ciblant à la fois les IAE et les PME. En outre, 2 500 personnes ont reçu une formation sur l'accès au financement et sur les mécanismes existants proposés par le gouvernement pakistanais pour soutenir les entreprises face à la pandémie de COVID-19.

### LIENS

- [Page web du projet](https://www.intracen.org/GRASP/)  
<https://www.intracen.org/GRASP/>
- [Groupe Facebook GRASP](https://www.facebook.com/groups/1097343917347186)  
<https://www.facebook.com/groups/1097343917347186>

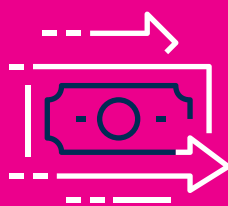
PROJET PIVOT

# Les MPME à l'avant-garde des chaînes de valeur durables et fiables



1 000 MPMEs

mises en relation avec 40 000 employés pour mettre en œuvre des pratiques commerciales durables



> 800 000 \$

de financement pour trois MPME kényanes afin de mettre en œuvre des mesures de résilience climatique.



19 tonnes

de céréales sans gluten exportées aux Pays-Bas grâce à la certification biologique

## POURVOYEURS DE FONDS ET PARTENAIRES

Allemagne, Belgique, Canada, Danemark, Finlande, Irlande, Norvège et Suède

2

FAIM «ZÉRO»



8

TRAVAIL DÉCENT ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE



12

CONSOMMATION ET PRODUCTION RESPONSABLES



## Contexte

Les MPME doivent être à l'avant-garde de la transition économique verte, étant donné qu'elles subissent les effets négatifs du changement climatique, de la dégradation de l'environnement et de la perte de biodiversité. L'intérêt pour les MPME de passer au vert est manifeste. Qu'à cela ne tienne, tout en comprenant les coûts implicites et les avantages qui en découlent, les MPME ont souvent besoin de conseils et de soutien pour développer les connaissances et les capacités nécessaires à la formulation et à la mise en œuvre d'un ensemble de mesures adéquates.

Dans le cadre du programme visant à reconstruire en mieux après la pandémie, les acheteurs internationaux ont commencé à consolider leur base de fournisseurs, poussés par la nécessité d'établir et de maintenir des chaînes de valeur traçables, durables et fiables.

## Pivotement

Les centres GreenToCompete de l'ITC ont répondu par des solutions et des outils intégrés permettant aux MPME de mieux comprendre les avantages des pratiques commerciales durables et de renforcer leur capacité de mise en œuvre de stratégies commerciales efficaces en termes de ressources et inclusives. Les centres GreenToCompete font office de guichets uniques permettant aux MPME de développer et de mettre en œuvre des pratiques commerciales vertes, en améliorant l'accès aux financements verts et aux marchés internationaux pour les produits durables.

Les centres sont gérés conjointement par des IAE locales, à savoir : l'Autorité de promotion des exportations du Ghana, le Centre d'innovation climatique du Kenya et l'Université Strathmore, la Chambre nationale de commerce et d'industrie du Laos, le Centre d'agroentreprise du Népal, l'Association des exportateurs péruviens et VIETRADE au Viet Nam.

Grâce à des programmes d'accompagnement de deux ans, à l'apprentissage en ligne et à des webinaires techniques, l'ITC et les IAE offrent conjointement aux MPME une formation sur la résilience climatique, l'efficacité des ressources et la production circulaire, les normes volontaires de durabilité, le positionnement des produits durables à l'échelle internationale et l'accès au financement vert.

## Résultat

Plus de 200 MPME, représentant 8 500 employés à temps plein et 60 % d'entreprises appartenant à des femmes, ont renforcé leur capacité à mettre en œuvre des pratiques commerciales durables. Sur ces 200 entreprises, 50 MPME agroalimentaires ont entamé le processus de certification selon une norme de durabilité volontaire, notamment les normes biologiques de l'USDA ou de l'UE, les bonnes pratiques de fabrication, *GlobalG.A.P* et *Fair Trade*. Parmi les MPME cherchant à obtenir la certification, 13 ont reçu des subventions pour le processus de certification de la part de la GIZ au Ghana, de la Business Assistance Facility soutenue par Australian Aid, Irish Aid, l'USAID et la Banque mondiale au Laos, ainsi que du programme Innovate Peru, relevant du ministère de la production.

« *Le projet est indispensable aux petites et moyennes entreprises participant à la chaîne de valeur agroalimentaire pour exporter vers les marchés internationaux. Elle donne à l'entreprise une vision et une orientation claires.* »

– Directeur, Tropical Fruit Vegetable Trading Production CO., Ltd

Fin de 2020, huit MPME du Ghana, du Laos, du Viet Nam et du Pérou ont obtenu leur certificat de durabilité. Parmi elles, Amaati Company Limited, du Ghana, a identifié ses lacunes pour parvenir à la certification, a formulé un plan d'action, a obtenu une subvention pour couvrir 80 % des coûts de certification et a obtenu le label de certification biologique de l'UE. La société a expédié ses 19 premières tonnes métriques de DIM Fonio, sa céréale sans gluten désormais certifiée bio, aux Pays-Bas.

Au Kenya, 11 MPME ont autofinancé la mise en œuvre de stratégies de résilience climatique, à hauteur de plus de 700 000 dollars. Trois autres MPME kenyanes ont mis en œuvre des stratégies similaires grâce à un financement externe s'élevant à plus de 800 000 dollars. C'est le cas de Miyonga Fresh Greens, qui a obtenu un financement de la GIZ, du Foreign, Commonwealth & Development Office du Gouvernement britannique (FCDO) et du Kenya Catalytic Jobs Fund. Vert Limited et Kentaste ont tous deux reçu un financement de l'AgriFi Kenya Challenge Fund de l'Union européenne pour soutenir respectivement la mise en œuvre d'installations de mini-réseaux solaires et l'achat de semis résistants à la sécheresse pour les agriculteurs.

Plus de 20 MPME ont commencé à mettre en œuvre des pratiques de production économes en ressources et circulaires, allant de la modernisation des machines à l'adoption de mesures plus économes en énergie et en eau, telles que des chaudières alimentées par la biomasse, en passant par la réduction et le recyclage des résidus de production. Au Pérou, Pebani SA, entreprise bénéficiaire qui commercialise des plantes médicinales, des super aliments, des huiles et des résines provenant des Andes et de la forêt amazonienne, a immédiatement réduit de 5 % ses dépenses mensuelles de consommation d'eau et d'énergie.

Les résultats obtenus dans le cadre des centres GreenToCompete en 2020 ont montré comment les MPME ont amélioré leur compétitivité en réduisant leurs coûts, en augmentant leur productivité et en accédant aux financements et aux marchés lorsqu'elles mettent en œuvre des pratiques commerciales écologiques.

### LIENS

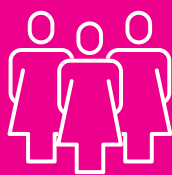
- [Sustainability gateway](https://www.sustainabilitygateway.org/hubs-landing/)  
<https://www.sustainabilitygateway.org/hubs-landing/>

PROJET PIVOT

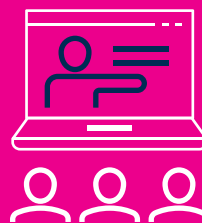
# SheTrades : un réseau diversifié pour aider les entreprises dirigées par des femmes à monter en puissance



29 femmes entrepreneurs du Nigéria, de l'Inde, du Kenya et du Mexique



94 % des femmes entrepreneurs ont déclaré avoir amélioré leurs opérations commerciales et leur résilience à la crise de la COVID-19



95 % des encadreurs Twill estiment avoir acquis une meilleure compréhension des PME et de leurs goulots d'étranglement, tandis que 86 % ont amélioré leur compréhension des marchés en développement.

POURVOYEURS DE FONDS ET PARTENAIRES

Allemagne, Belgique, Canada, Danemark, Finlande, Irlande, Norvège, Suède ; Twill by Maersk

5 ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES



8 TRAVAIL DÉCENT ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE



17 PARTENARIATS POUR LA RÉALISATION DES OBJECTIFS



## Contexte

Les MPME ont tendance à être plus agiles que les grandes entreprises, mais elles font face à de graves contraintes en matière de ressources, ce qui les rend plus vulnérables en cas de crise telle que la pandémie de COVID-19. Cette conclusion découle de l'enquête sur l'impact de la COVID-19 sur les entreprises réalisée par l'ITC auprès de 4 467 entreprises dans 132 pays.

Les petites entreprises sont moins à même de résister aux graves perturbations des chaînes d'approvisionnement provoquées par la pandémie. Les conséquences ont tendance à être plus dures pour les entreprises appartenant à des femmes, qui ne représentent qu'une entreprise exportatrice sur cinq. Les entreprises appartenant à des femmes sont plus susceptibles de rencontrer des obstacles au commerce et ont moins de chances de recevoir un soutien commercial et financier.

## Pivotement

L'initiative SheTrades de l'ITC, par le biais de son réseau diversifié de partenaires, a intensifié son soutien aux femmes entrepreneurs pendant la pandémie. Elle a permis de renforcer l'inclusion des femmes dans les chaînes d'approvisionnement, améliorer l'accès à l'information, faciliter l'utilisation des technologies et outils numériques, assurer le développement des compétences et le renforcement des capacités, et lancer des produits financiers adaptés pour soutenir les femmes entrepreneurs.

L'un de ces partenaires est Twill by Maersk, le nouveau service de logistique de fret conçu spécialement pour les petites et moyennes entreprises. Depuis le début de leur collaboration en 2018, ITC SheTrades et Twill ont fourni conjointement une assistance technique, des formations en ligne et des taux de remise spéciaux pour soutenir les femmes entrepreneurs, en améliorant leur préparation au commerce, en stimulant les solutions de la chaîne d'approvisionnement et en débloquent l'accès au marché. Avec l'apparition de la pandémie de COVID-19, le partenariat a été mis en pause pour évaluer l'approche la plus pertinente pour soutenir les MPME et les femmes entrepreneurs. La conclusion est qu'une approche unique ne serait pas suffisante. Il était donc crucial de fournir une assistance adaptée et personnalisée pour permettre aux femmes de réorienter leurs entreprises, de développer un plan d'action adaptatif et de minimiser les risques.

La collaboration entre l'ITC SheTrades et Twill by Maersk a permis d'élaborer et de fournir un programme d'accompagnement sur mesure pour améliorer la réactivité des entreprises et la résistance aux crises des femmes entrepreneurs. Dans le cadre de cette initiative, les femmes entrepreneurs ont bénéficié d'un accompagnement individuel de la part des employés de Twill.

Le programme pilote de quatre semaines a été lancé au début de l'année 2020. Suite à son succès, un programme ultérieur de huit semaines a touché près de 30 femmes entrepreneurs du Nigéria, d'Inde, du Mexique et du Kenya. Chaque propriétaire d'entreprise a été assigné à un coach Twill, et les paires ont travaillé sur des défis prédéfinis liés à COVID-19, notamment la logistique, les ventes, le commerce électronique, les ressources humaines et le marketing.



*« Chez Twill, nous voulons rendre le commerce facile et accessible, afin que davantage de personnes, d'entreprises et de communautés puissent faire partie d'un système commercial mondial et inclusif. »*

– Anne-Sophie Zerlang Karlsen, directrice générale de Twill by Maersk

## Résultat

En soutenant les MPME détenues par des femmes et en leur permettant de participer au commerce international, l'initiative SheTrades a saisi une occasion d'atténuer les déficits économiques, de limiter les pertes d'emplois et de poser les jalons d'une reconstruction en mieux.

À la suite du programme d'accompagnement, 94 % des femmes entrepreneurs ont déclaré avoir amélioré leurs activités commerciales. Les principales avancées ont été la création d'une stratégie de commerce électronique pour accélérer la numérisation, la capacité d'intégrer des solutions de paiement international pour les transactions mondiales, les partenariats avec les fournisseurs de logistique pour permettre des solutions de chaîne d'approvisionnement et accélérer les exportations, une meilleure stratégie de marque et de marketing, et des stratégies de tarification et d'exportation améliorées.

Les employés de Twill travaillant en tant qu'encadreurs étaient tout aussi enthousiastes à l'idée de participer au projet, et 95 % d'entre eux ont déclaré avoir amélioré leur compréhension des MPME et de leurs goulots d'étranglement, tandis que 86 % ont amélioré leur compréhension des marchés en développement.

### LIENS

- [Story: ITC et Twill by Maersk offrent un encadrement spécialisé pour aider les femmes entrepreneures du Kenya, du Nigéria, du Mexique et de l'Inde à développer leurs activités](https://www.twill.net/blog/multiplying-the-benefits-of-trade-one-sme-at-a-time/)  
file:///private/var/folders/x5/gmd12xws7j1fhhy6q476jx8000gn/T/InDesign%20Snippets/Snippet\_317424ED8.idms
- [Multiplier les avantages du commerce – une PME à la fois](https://www.twill.net/blog/multiplying-the-benefits-of-trade-one-sme-at-a-time/)  
<https://www.twill.net/blog/multiplying-the-benefits-of-trade-one-sme-at-a-time/>

PROJET PIVOT

# Migrations vulnérables et déplacements forcés



**128** membres  
des communautés de réfugiés  
et d'accueil connectés à la chaîne  
de valeur numérique (RESI)



**130** personnes déplacées  
et rapatriées connectées à la  
production locale de masques  
(EFI Afghanistan, Mali)



**70** migrants économiques  
connectés à des emplois  
de tailleur et de sérigraphe  
(EFI Mali)

## POURVOYEURS DE FONDS ET PARTENAIRES

Union européenne, Belgique, Canada, Danemark, Finlande, Allemagne, Irlande, Norvège, Suède.  
L'initiative RESI Dadaab est financée par le Gouvernement néerlandais et mise en œuvre en partenariat avec le Conseil norvégien pour les réfugiés ; l'initiative EFI Mali est financée par le Fonds fiduciaire d'urgence de l'UE pour l'Afrique ; et l'initiative EFI Afghanistan est financée par l'Union européenne.

**1** PAS  
DE PAUVRETÉ



**8** TRAVAIL DÉCENT  
ET CROISSANCE  
ÉCONOMIQUE



**10** INÉGALITÉS  
RÉDUITES



## Contexte

Les communautés touchées par les migrations vulnérables et les déplacements forcés font partie des plus fragiles et les plus exposées économiquement au monde. La pandémie est venue exacerber ces vulnérabilités existantes. Pour relever ces défis, l'ITC a adapté ses solutions fondées sur le commerce et le marché pour créer des opportunités économiques dans des contextes fragiles, en conciliant les besoins du marché tant du côté de l'offre que de la demande.

## Pivotement

Au Kenya, l'Initiative pour l'emploi et les compétences des réfugiés (RESI) a fourni aux réfugiés somaliens et aux membres de la communauté d'accueil kenyane une formation et une aide à l'accès au marché pour obtenir des emplois dans le secteur du free-lance en ligne. En Afghanistan, au Burkina Faso et au Mali, l'Initiative pour une mode éthique (EFI) de l'ITC a aidé les rapatriés, les migrants vulnérables et les personnes déplacées dans leur propre pays à améliorer la façon dont ils produisent des textiles durables et faits main, tout en les connectant aux marchés mondiaux de la mode et de l'art de vivre.

Tout au long de l'année 2020, la RESI a continué à fournir une assistance technique virtuelle, en se concentrant sur l'aide aux free-lances pour obtenir des emplois en ligne, notamment en raison de la compétitivité accrue pour le travail en ligne pendant la pandémie. Cette assistance s'est matérialisée par des webinaires Zoom, des appels téléphoniques, une ligne d'assistance WhatsApp et de diffusions en direct sur Facebook. Elle comprenait également un atelier en ligne de formation au free-lance destiné à guider les free-lances dans leur premier emploi sur la plateforme en ligne Upwork.

La plupart des pays soutenus par l'EFI sont enclavés, et la population y est victime de conflits intercommunautaires, d'attentats terroristes et d'autres formes de violations des droits de l'homme. Ces conditions ont rendu difficile l'accès aux équipements de protection individuelle (EPI). L'EFI a donc réorienté ses activités vers la production de masques en coton dans ses pays cibles. Certains partenaires du projet ont été formés et certifiés pour la production de masques selon les normes de l'OMS.

## Résultat

Grâce aux activités à distance, les free-lances du RESI ont pu travailler et entrer en contact avec des clients et des experts du monde entier, gagnant ainsi des emplois et un précieux mentorat. En 2020, 128 free-lances basés dans la région de Dadaab au Kenya ont été connectés à la chaîne de valeur numérique, accédant à des clients potentiels du monde entier sur Upwork. Au cours de l'année, le RESI a entretenu un dialogue permanent avec Upwork, qui, à la suite de ces conversations, a décidé d'accepter les manifestes de réfugiés – un formulaire d'identification remis aux réfugiés par le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) – comme pièce d'identité appropriée, permettant ainsi aux réfugiés sans pièce d'identité de tout le pays de rejoindre la plateforme.

Grâce aux activités de l'EFI, les migrants vulnérables, les personnes déplacées dans leur propre pays (IDP) et les rapatriés ont contribué à la production de 440 000 masques en Afghanistan, au Burkina Faso et au Mali. Certains de ces masques ont été distribués aux rapatriés et aux communautés vulnérables



**« La production des masques nous a permis de gagner de l'argent dans une période difficile. Grâce à cela, nous avons pu éviter les licenciements et maintenir tous nos employés. »**

– Mr Bernie Sebgo, fondateur et directeur de l'atelier PASCO, Burkina Faso

dans le pays, tandis que le travail a permis aux artisans de conserver leur emploi en ces temps difficiles. Au Mali, les artisans microentrepreneurs travaillant le long de cette chaîne de valeur ont gagné 100 à 150 dollars par mois, un revenu supérieur au salaire minimum national qui est de 60 dollars par mois.

### LIENS

- [Trade Forum Magazine Issue 2 2020: Refugees and Trade](https://www.tradeforum.org/uploadedFiles/Common/Content/TradeForum/Trade_Forum_22020.pdf)  
[https://www.tradeforum.org/uploadedFiles/Common/Content/TradeForum/Trade\\_Forum\\_22020.pdf](https://www.tradeforum.org/uploadedFiles/Common/Content/TradeForum/Trade_Forum_22020.pdf)
- [Self-resilience and Trade: Addressing Vulnerable Migration and Forced Displacement through Trade and Market-Based Solutions \(VMFD Brochure\)](https://drive.google.com/drive/u/1/folders/10oas3uqe0S93gPVoYx1W4sFVJZQRGK0h)  
<https://drive.google.com/drive/u/1/folders/10oas3uqe0S93gPVoYx1W4sFVJZQRGK0h>
- [Businesses and specialists discuss learning from COVID-19 to build economic resilience in displacement settings](https://www.intracen.org/layouts/2coltemplate.aspx?pageid=47244640256&id=47244681315)  
<https://www.intracen.org/layouts/2coltemplate.aspx?pageid=47244640256&id=47244681315>
- [À propos de l'initiative RESI de l'ITC](https://www.intracen.org/resi/) <https://www.intracen.org/resi/>  
<https://www.intracen.org/resi/>
- [Entering the global gig economy from Dadaab refugee camp \(RESI Dadaab web story\)](#)
- [EFI website](https://ethicalfashioninitiative.org/where-we-work/afghanistan)  
<https://ethicalfashioninitiative.org/where-we-work/afghanistan>
- [EFI Facebook page](https://www.facebook.com/TheEthicalFashionInitiative)  
<https://www.facebook.com/TheEthicalFashionInitiative>

# Protéger les échanges Sud-Sud pour préserver les moyens de subsistance

La pandémie de COVID-19 a considérablement mis à mal le commerce et les chaînes de valeur en raison d'une chute drastique de l'activité dans plusieurs secteurs. Les MPME ont subi une pression énorme et se sont retrouvées à deux doigts du dépôt de bilan et de faillite, accroissant ainsi le risque de chômage massif. Par ailleurs, les mesures de confinement imposées par l'État ont entraîné à une baisse considérable des investissements directs étrangers et des recettes liées au tourisme.

## **Intégration économique régionale**

Malgré la fermeture des frontières, le commerce transfrontalier a continué étant donné que 90 % des entreprises opèrent dans le secteur informel, et le commerce est essentiel à la subsistance et la survie des femmes et des jeunes exerçant une activité commerciale, ainsi que des microentrepreneurs. L'intégration économique régionale a permis aux MPME de mener des échanges commerciaux avec les marchés des Communautés économiques régionales (CER) et a favorisé la réduction des barrières commerciales.



L'ITC a adopté des mesures correctives et adaptatives dans ses programmes et projets régionaux. Des mesures créatives ont permis aux MPME d'avoir accès au financement afin de redynamiser leur flux de capitaux et d'assurer un niveau de production minimal. L'ITC a soutenu l'accès des MPME aux marchés, car les marchés régionaux pour la chaîne d'approvisionnement des produits agricoles offrent des perspectives prometteuses tout en assurant la sécurité alimentaire. La prise en compte du genre dans l'attribution des marchés publics relatifs à la fourniture de biens et services spécifiques a permis d'identifier des débouchés pour des entreprises appartenant à des femmes.

L'aide octroyée aux institutions d'appui au commerce et à l'investissement leur a permis d'être plus proactives et de se doter de ressources financières, humaines et technologiques nécessaires pour soutenir les PME, un bon nombre d'entre elles étant en détresse financière. Au niveau des politiques, le plaidoyer de l'ITC s'est orienté vers la rationalisation des processus et la suppression des goulots d'étranglement administratifs afin que l'assistance technique atteigne les MPME plus rapidement.

En conséquence, l'ITC a contribué au Cadre des Nations unies pour la réponse socio-économique immédiate à la COVID-19 (Pilier 3 : Protection des emplois, des employés des petites et moyennes entreprises et du secteur informel) et d'autres réponses élargies du système des Nations unies à la crise. Pour ce faire, l'ITC a travaillé avec les pays pour atténuer l'impact de la pandémie sur le secteur privé en améliorant les investissements et le commerce, et en promouvant des produits et des plateformes innovants. En outre, l'ITC a développé une série de webinaires de haut niveau avec les décideurs politiques sur des sujets tels que le pivot vers le commerce électronique, la facilitation des investissements, les femmes et le commerce, et la ZLECA.

L'ITC a offert aux institutions d'appui à l'agro-industrie d'Afrique de l'Est des services consultatifs sur la numérisation, la gestion des risques et l'évaluation institutionnelle à distance, et a organisé United Fresh LIVE !, une foire commerciale virtuelle pour exportateurs d'avocats du Kenya et de la Tanzanie. L'ITC a également soutenu les IAE de la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE) au travers d'une enquête COVID-19, une évaluation d'impact et une stratégie de plaidoyer commune sur la mise en place de réformes visant à atténuer les effets de la crise sur le secteur du café.

## Investissement et commerce Sud-Sud

Avant la pandémie mondiale, le Sud contribuait à plus de la moitié de la croissance économique mondiale, et le commerce Sud-Sud représentait plus d'un quart de l'ensemble du commerce mondial. La pandémie de COVID-19 a infléchi et inversé ces tendances impressionnantes. Au premier trimestre de 2020, l'on a assisté à une chute considérable des échanges Sud-Sud avec une baisse de 14 % par rapport à la même période en 2019. Avec les confinements généralisés, les chaînes de transport et d'approvisionnement perturbées, une demande en baisse et des prix des produits de base toujours bas, le commerce entre les pays du Sud a enregistré ses chiffres les plus bas depuis plus d'une décennie.

Comparé au commerce avec, et entre, les pays développés, le commerce entre pays en voie de développement a chuté plus vite en moyenne. Il s'agit là d'un sujet de préoccupation, car les pays du Sud qui dépendent grandement des exportations pourraient éprouver plus de difficultés à rebondir après cette crise mondiale.

Du fait de la crise de la COVID-19, la détresse des entreprises sous l'égide du Programme de commerce et d'investissements Sud-Sud de l'ITC s'est immédiatement fait sentir. Comme première étape, l'équipe du Programme Supporting Indian Trade and Investment for Africa (SITA) a touché environ 400 entreprises employant plus de 48 000 personnes en Éthiopie, au Kenya, au Rwanda, en Tanzanie et en Ouganda. L'équipe a recensé les difficultés les plus importantes auxquelles les entreprises sont confrontées, à savoir le capital patient (6 à 8 ans d'ancienneté), les subventions en espèces et les aides salariales, pour un total d'environ 39 millions de dollars. Le programme a aussi mis l'accent sur la recherche des sources de financement pour les entreprises et a activement travaillé avec celles-ci pour trouver des acheteurs pour leurs produits.

Le programme a transféré toutes les activités – formation, services consultatifs, renforcement des capacités B2B et d'information – en ligne, avec des résultats encourageants. Bien que le ratio de participation en ligne aux transactions subséquentes n'ait pas été particulièrement positif, l'utilisation des plateformes numériques pour mieux préparer les participants aux événements et pour fournir des services consultatifs a présenté des avantages évidents. Ces activités ont engrangé 13 millions de dollars en termes de transactions commerciales, 115 millions de dollars en termes d'investissements et une solide réserve d'investissements de plus de 300 millions de dollars. L'ITC a créé 16 700 emplois, soutenu 17 000 jours de travail d'emplois saisonniers et facilité la communication avec plus de 3 000 entreprises sur des opportunités de commerce et d'investissement.

L'une des principales leçons de la pandémie est que le maintien de relations solides avec les parties prenantes, à travers des canaux de communication réguliers et multiples, est crucial pour comprendre rapidement les besoins des bénéficiaires et instaurer la crédibilité et la confiance.

### Pourvoyeurs de fonds en 2020

#### Pourvoyeurs de fonds pour le Guichet I du Fonds d'affectation spéciale de l'ITC :

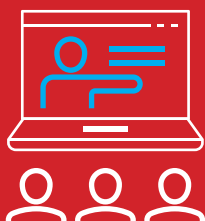
Allemagne, Belgique, Canada, Chine, Danemark, Finlande, Inde, Irlande, Islande, Norvège et Suède

#### Bailleurs de fonds de projets spécifiques

Le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, l'Union européenne, le China Scholarship Council, la Chine, l'Union économique et monétaire de l'Afrique de l'Ouest, la Fondation Mo Ibrahim

## PROJET PIVOT

# Alliances pour des actions visant à accroître des chaînes de valeur éthiques et durables dans l'agro-industrie



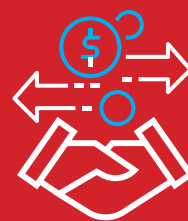
11

webinaires organisés



1 665

participants  
des Caraïbes



25

partenariats  
d'alliances pour l'action

### POURVOYEURS DE FONDS ET PARTENAIRES

Union européenne, Canada, Danemark, Finlande, Allemagne, Irlande, Norvège, Suède ; Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, Forum des Caraïbes, Institut des Caraïbes pour la recherche agricole et le développement, Conseil de l'industrie de la noix de coco, Conseil pour la recherche scientifique, Jamaica Promotions Corporation, Institut national des recherches agricoles (NAREI), Caribbean Export, Junta Agroempresarial Dominicana, Institut dominicain de recherche en agriculture et foresterie, Ministère de l'Agriculture de la République dominicaine

2

FAIM  
«ZÉRO»



8

TRAVAIL DÉCENT  
ET CROISSANCE  
ÉCONOMIQUE



16

PAIX, JUSTICE  
ET INSTITUTIONS  
EFFICACES



## Contexte

La demande mondiale des produits à base de noix de coco est en hausse et la vente d'eau de coco à elle seule devrait connaître une croissance annuelle de 25 % d'ici à 2023 selon les estimations. La région des Caraïbes présente un énorme potentiel pour devenir un acteur compétitif sur le marché mondial, mais un certain nombre de goulots d'étranglement techniques, structurels et financiers pèsent sur elle. Les États membres des Caraïbes sont extrêmement dépendants du tourisme et de l'importation de produits alimentaires, ce qui les rend vulnérables aux restrictions liées à la pandémie. Les petits exploitants sont confrontés à des perturbations liées à la santé, à la sécurité alimentaire, au transport, aux finances et à la demande. Les acteurs de la chaîne d'approvisionnement en noix de coco prennent des mesures d'urgence et procèdent à des changements systémiques pour assurer leur résilience, en essayant de s'adapter à cette nouvelle réalité de manière créative et avec succès. Une synergie d'action est nécessaire pour assurer la sécurité alimentaire, des revenus stables et des chaînes d'approvisionnement viables pour les petits exploitants et tous les acteurs de la chaîne d'approvisionnement en noix de coco des Caraïbes.

## Pivotement

Le programme Alliances pour l'action (A4A) de l'ITC travaille avec un réseau de partenaires dans le monde entier pour développer les chaînes de valeur de l'agro-industrie de manière éthique et durable. Le programme stimule la compétitivité des agriculteurs et des petites entreprises, l'accès aux marchés et les systèmes alimentaires fondés sur des valeurs. Afin de maintenir la croissance du secteur durant la pandémie, le programme a accordé la priorité à la formation sur la diversification des cultures et la création de valeurs ajoutées adaptées au climat.

En Jamaïque, les participants ont bénéficié d'une formation sur la fabrication du savon à base de leur production de noix de coco en mettant l'accent sur la sécurité du produit et le contrôle de la qualité. Des produits innovants ont été développés pour donner de la valeur ajoutée à la noix de coco et diversifier les sources de revenus. Les agro-industriels et les agriculteurs ont été formés au développement de produits et aux mesures de sécurité alimentaire en réponse au ralentissement du marché et de la demande accrue de produits hygiéniques et sûrs exprimée par les consommateurs.

Des plateformes virtuelles ont assuré le flux d'informations et renforcé les nouveaux liens avec le marché local et régional. L'équipe du programme a déployé une série de 11 webinaires de renforcement des capacités adaptés dans la région, ciblant les acteurs de la chaîne de valeur de la noix de coco.

Le programme a aussi renforcé les partenariats avec les institutions locales et régionales, les MPME et les coopératives d'agriculteurs pour assurer le fonctionnement des activités locales. L'ITC a recruté des coordonnateurs nationaux pour superviser la mise en œuvre et traiter les questions relatives à l'impact local des perturbations de la chaîne de valeur mondiale.

## Résultat

Les parcelles de cultures intercalaires irriguées et écologiques en Jamaïque et au Guyana ont permis d'améliorer la productivité et de vendre des cultures de rente à court terme



**« Nous avons pu mettre en place une irrigation climato-intelligente et continuer la culture intercalaire pendant la sécheresse... En conséquence, nous avons réussi à faire travailler nos ouvriers tous les jours... Je parviens même à remettre des paquets aux personnes qui sont dans le besoin grâce à ce que nous faisons dans le cadre du projet des noix de coco. J'en bénéficie, mes enfants en bénéficient, les enfants de mes ouvriers aussi... Nous faisons tous de l'excellent travail ici. »**

– Adrian Robinson, agriculteur principal du projet en Jamaïque

sur le marché intérieur. Même pendant une sécheresse et une pandémie, les producteurs de noix de coco ont pu générer des revenus grâce à la culture intercalaire et la vente de papayes, de poivron, de citrouilles, de plantain et de piment. Cela a permis de contrebalancer les perturbations de la chaîne d'approvisionnement dans les secteurs du tourisme et de l'hôtellerie, et de gérer les conditions climatiques défavorables et le manque de diversité des cultures.

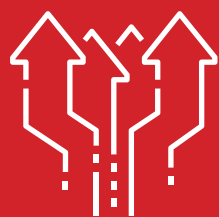
En Jamaïque, deux pépinières de noix de coco ont stocké plus de 5 000 graines de noix de coco et ont commencé à distribuer des plants de haute qualité aux agriculteurs partenaires. Adrian Robinson, un agriculteur principal du projet en Jamaïque, a déclaré avoir pu ajouter des cultures telles que le poivron doux et le piment fort, car il leur faut environ trois mois pour entrer en production. Cette approche a permis de diversifier l'offre aux marchés locaux et de générer une nouvelle source de revenus.

### LIENS

- [COVID-19 impact. From farm to fork: The Caribbean \(video\)](https://www.youtube.com/watch?v=v2pGslwKIFQ)  
<https://www.youtube.com/watch?v=v2pGslwKIFQ>

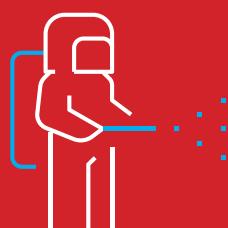
## PROJET PIVOT

# Le secteur textile tunisien relève le défi



> 3 500

emplois et entreprises assurés  
dans le secteur  
du textile tunisien



> 180 000

EPI produits et exportés  
vers l'Allemagne



8 PME

se sont orientées vers  
de nouveaux produits

### POURVOYEURS DE FONDS ET PARTENAIRES

Suisse, Suède ; le programme GTEX est financé par le Gouvernement suisse et MENATEX est financé par le Gouvernement suédois pour la région MENA. L'ITC, en étroite collaboration avec le Secrétariat d'État suisse à l'économie (SECO) et l'Agence suédoise de coopération internationale pour le développement (ASCID) L'ITC, en étroite collaboration avec le Secrétariat d'État suisse à l'économie (SECO) et l'Agence suédoise de coopération internationale pour le développement (ASCID)



## Contexte

Le secteur de l'habillement en Tunisie est l'une des sources d'emplois et de revenus les plus importantes du pays. Cette importance a motivé la réalisation d'une étude par le *Programme global pour le textile et l'habillement* de l'ITC au Moyen-Orient et en Afrique du Nord (GTEX/MENATEX) sur l'impact de la pandémie de COVID-19 sur le secteur tunisien du textile et de l'habillement.

L'ITC a coordonné cette étude avec le Ministère de l'Industrie et des PME, la Fédération tunisienne du textile et de l'habillement (FTTH) et le Centre Technique du Textile. Ladite étude était basée sur une enquête menée auprès de 248 entreprises, réparties dans neuf régions et sept secteurs de production, entre avril et septembre 2020. Malgré la pandémie et la baisse des exportations de textile et de vêtements qui en a découlé, 87 % des entreprises de ce secteur ont réussi à rester en activité.

L'étude a aussi confirmé que la baisse des exportations dans le secteur du textile et de l'habillement a principalement affecté les PME qui emploient entre six et 100 personnes. Elles ont enregistré une baisse de 50 % de leurs chiffres à l'exportation et sur le marché intérieur, tandis que les entreprises plus grandes employant plus de 200 personnes ont subi une perte de 25 %.

## Pivotement

Pour renforcer les petites entreprises, le projet GTEX/MENATEX en Tunisie a mis sur pied une initiative de parrainage par mentorat. Une équipe d'experts a facilité la mise en relation et le jumelage de quatre entreprises prospères de Bizerte et Monastir, et huit petites entreprises de Kasserine et Gafsa. Les experts ont assuré une bonne communication, le transfert de savoir-faire et la collaboration tout au long du processus. Les huit petites entreprises ont bénéficié d'un appui ciblé visant à réorienter leur production vers la confection de blouses médicales et d'EPI conformément aux exigences techniques et sanitaires nationales.

L'approche du mentorat a stimulé la productivité et l'efficacité, et a amélioré les compétences des petites entreprises en matière de gestion. La connexion a aussi été bénéfique aux grandes entreprises, à travers le développement de nouvelles capacités de fabrication et d'externalisation de la production dans des zones enclavées où les coûts sont moins élevés.

## Résultat

Les huit entreprises ont confectionné 180 000 blouses médicales, assurant ainsi la sécurité des revenus et de l'emploi, et exporté leur production vers l'Allemagne. Par ailleurs, la FTTH a déclaré avoir sauvé plus de 3 500 emplois dans des régions enclavées du pays telles que Kasserine et Gafsa.

Grâce à l'appui au projet, le Centre Technique du Textile de la Tunisie (CETTEX) a été habilité à certifier les EPI fabriqués en Tunisie pour la vente sur les marchés locaux et d'exportation. Par la suite, 13 entreprises bénéficiaires du GTEX/MENATEX ont aussi été certifiées.



**« La collaboration dans le cadre le projet GTEX/MENATEX de l'ITC tout au long de la pandémie a été crucial pour le maintien du secteur tunisien du textile et de l'habillement. À travers l'initiative de parrainage, nous avons appuyé de petites entreprises de la campagne pour préserver les emplois et les salaires de leurs employés. Grâce à un effet boule de neige sur les industries de soutien et les fournisseurs, nous avons pu préserver 3 500 emplois dans les deux régions. »**

– Mr. Hosni Boufden, président de la Fédération du textile et de l'habillement

Le secteur tunisien du textile et de l'habillement a été le premier à répondre à la demande européenne de masques de protection et, début 2020, il a été classé 4<sup>e</sup> fournisseur de masques faciaux lavables de l'Union européenne. Se fondant sur l'expérience de la Tunisie, le programme GTEX/MENATEX entend étendre l'initiative de parrainage à d'autres pays de la région.

### LIENS

- [Page web du projet](https://www.intracen.org/projects/Global-Textiles-and-Clothing-Programme-GTEX/)  
<https://www.intracen.org/projects/Global-Textiles-and-Clothing-Programme-GTEX/>

PROJET PIVOT

# Permettre aux avocats du Kenya et de Tanzanie de s'exporter en Europe



« Les champions de la qualité ont été fantastiques. Ils n'ont pas lésiné sur les moyens pour m'aider à mettre les choses en place. Maintenant, je vois clairement toutes les erreurs commises à cause desquelles nous ne donnions pas satisfaction au client. Nous savons à présent que si nous respectons le cahier des charges du client, nous faisons ce qu'il faut. »

– June Gathoni, propriétaire et gérante de Urban Fresh Ventures

## POURVOYEURS DE FONDS ET PARTENAIRES

Union européenne, Communauté de l'Afrique de l'Est, Agence allemande de coopération internationale

2

FAIM  
«ZÉRO»



8

TRAVAIL DÉCENT  
ET CROISSANCE  
ÉCONOMIQUE



17

PARTENARIATS POUR  
LA RÉALISATION  
DES OBJECTIFS



## Contexte

L'avocat suscite de plus en plus d'intérêt en Afrique de l'Est, et le Kenya et la Tanzanie deviennent d'importants fournisseurs à travers le monde. Les saisons d'avocats dans ces pays et dans les pays producteurs en Amérique Latine et en Europe du Sud sont généralement complémentaires. Toutefois, les producteurs et exportateurs d'avocats d'Afrique de l'Est peinent à accéder aux marchés internationaux en raison du non-respect des normes de qualité, des exigences des acheteurs et de la réglementation relative au produit.

Dans le cadre du Programme de mise à niveau de l'accès aux marchés (MARKUP) financé par l'UE, une initiative de développement régional contribuant à la croissance économique des pays de la CAE, à savoir le Burundi, le Kenya, le Rwanda, la République-Unie de Tanzanie et l'Ouganda, l'ITC a œuvré aux côtés d'un certain nombre de partenaires pour aider les petites entreprises agricoles, y compris les exportateurs d'avocats, à accéder à de nouveaux marchés internationaux. Le programme a contribué à la création d'un réseau régional d'experts en qualité, et a veillé à ce que les MPME participent aux foires commerciales internationales majeures – autant physiquement que virtuellement, permettant ainsi aux exportateurs d'obtenir des certifications reconnues à l'échelle mondiale.

## Pivotement

Dans le but de continuer à établir des liens avec le marché pendant la pandémie, l'équipe du programme mis à profit des opportunités en ligne, en collaboration avec l'initiative SheTrades, pour préparer 20 exportateurs d'avocats et institutions du Kenya, du Rwanda et de Tanzanie à participer à la première foire virtuelle réservée aux produits frais baptisée « United Fresh Live! ». Malgré la pandémie, les exportateurs ont participé à la foire à distance grâce à des stands virtuels, des discussions interactives et le marketing numérique.

Les rencontres avec les acheteurs potentiels lors des foires internationales ont davantage fait ressortir la nécessité de certifications reconnues à l'échelle internationale, étant donné que certaines normes volontaires privées sont devenues obligatoires pour exporter vers l'Europe. Le programme MARKUP a réagi en offrant des sessions de formation approfondie sur les normes relatives aux bonnes pratiques agricoles mondiales (GAP) à l'intention des groupes d'agriculteurs liés aux exportateurs par la chaîne d'approvisionnement tant au Kenya qu'en Tanzanie.

La présence de spécialistes en amélioration de la qualité a aussi été importante pour le renforcement des capacités des entreprises agricoles afin de leur permettre de renforcer leur crédibilité au niveau international.

Dans le cadre du MARKUP, l'ITC a formé un réseau de plus de 120 champions en qualité dans les cinq pays de la CAE, y compris des experts techniques des secteurs public et privé. Depuis la formation organisée début 2020, les champions de la qualité ont encadré les MPME exerçant sur les chaînes de valeur de l'avocat, du cacao, du café, de l'horticulture, du thé et des épices sur les moyens d'améliorer les processus de qualité et de renforcer la collecte de données pour faciliter la conformité aux normes de qualité.

## Résultat

La création de connexions avec le marché et la conformité aux normes de qualité sont essentielles pour permettre aux MPME d'accéder au marché européen. En 2020, MARKUP a pu fournir un appui ciblé dans ces deux domaines.

Par le biais dudit programme, 15 exportateurs d'avocats kenyans et tanzaniens ont participé à la foire annuelle des produits frais à Berlin – le Salon Fruit Logistica. Suite à sa participation au United Fresh Live!, un exportateur d'avocats kenyan a conclu un accord commercial d'une valeur de 250 000 euros.

Suite à la formation des champions de la qualité, la Tanzanie a créé son Association nationale pour la qualité. Le Conseil national pour le développement de l'exportation agricole a entamé une collaboration avec l'ITC aux fins d'améliorer la gestion post-récolte des avocats dans le pays. Urban Fresh Ventures, une société d'exportation d'avocats appartenant à une femme, qui a bénéficié de neuf mois d'encadrement offerts par les champions de la qualité, a négocié et signé des contrats avec des acheteurs en Russie pour plus de 46 tonnes d'avocats. La société a aussi effectué une expédition test d'avocats au Koweït en juin et juillet 2020. En outre, neuf groupes d'agriculteurs des Southern Highlands de Tanzanie ont reçu des certifications GlobalG.A.P.

### LIENS

- [Page web du projet](https://www.intracen.org/projects/Market-Access-Upgrade-Programme/)  
https://www.intracen.org/projects/Market-Access-Upgrade-Programme/
- [Page web du projet](https://www.eacmarkup.org/)  
https://www.eacmarkup.org/
- [Leveling up trade in East Africa with MARKUP \(vidéo\)](https://www.youtube.com/watch?v=RloFg4UBumg&t=20s)  
https://www.youtube.com/watch?v=RloFg4UBumg&t=20s

PROJET PIVOT

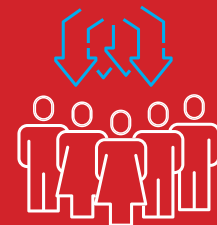
# Un accès abordable à l'énergie en Ouganda



Installations solaires dans  
**400**  
écoles



Installations solaires dans  
**50**  
centres de santé



**1,2 million**  
de personnes touchées

## POURVOYEURS DE FONDS ET PARTENAIRES

Centre néerlandais pour la promotion des importations en provenance des pays en développement (CBI) affilié au ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas. Les partenaires locaux majeurs sont l'État ougandais, UEPB, NITA-U, ATIS, ICTAU, Startup Uganda et la Financial Technology Service Providers Association (FITSPA)







## Contexte

Le secteur des TIC en Ouganda, l'un des plus compétitifs et de ceux qui connaissent la croissance la plus rapide dans le pays, a créé une demande importante en produits informatiques (TI) et services reposant sur les technologies de l'information (SRTI). La croissance du marché des TI et SRTI dans ce pays est en partie due à son fuseau horaire favorable et au vaste réservoir de main-d'œuvre qualifiée et à moindre coût. L'Ouganda dispose d'une main-d'œuvre remarquable avec des compétences de base en TI et d'abondantes ressources pour l'externalisation des processus métiers.

L'accès à l'énergie à moindre coût constitue l'une des principales difficultés que certaines entreprises ont essayé de résorber grâce aux installations solaires. Toutefois, l'absence de maintenance provoquait souvent le délabrement des équipements. Pour y remédier, le Programme de compétitivité du secteur de l'exportation du Fonds fiduciaire néerlandais IV en Ouganda (NTF IV Ouganda) a soutenu les MPME et start-up des secteurs des TI et des SRTI.

La start-up Innovex a bénéficié du programme. L'entreprise a développé Remot en 2016, une plateforme cloud IoT interentreprises mettant en relation les fournisseurs d'énergie solaire, les services de maintenance après-vente et les services de paiements mobiles. Remot propose aussi une possibilité de paiement au fur et à mesure qui permettait aux utilisateurs finaux de payer sur une période donnée, rendant les services plus abordables. Afin de créer un impact important sur le marché de l'énergie solaire hors réseau en Afrique Saharienne, Innovex a soutenu les distributeurs d'énergie solaire pour qu'ils touchent plus de régions et de personnes.

Le NTF IV Ouganda était fonctionnel deux ans avant le début de la pandémie dans le pays. L'équipe du projet a dû s'adapter en conséquence pour assurer la continuité des activités et des résultats.

## Pivotement

Le NTF IV Ouganda a fourni un appui sous forme de mentorat d'entreprises, de formation à l'édification de l'image de la marque et d'événements dédiés aux innovations. La formation a aidé les entreprises à comprendre et à mieux formuler leur proposition de valeur aux clients potentiels. NTF IV a également mis les entreprises en relation avec des investisseurs, et les initiatives de collecte de fonds subséquentes ont permis de fournir du capital à Innovex, par exemple. L'entreprise a ainsi pu fabriquer des produits localement et renforcer ses réseaux de distribution au-delà de l'Ouganda, et être opérationnelle au Kenya, en Éthiopie et en Tanzanie.

**« Certains membres du personnel de la santé faisaient naître des bébés à la lueur des bougies, parfois sans eau chaude. »**

– Douglas Karugaba Baguma, fondateur et directeur d'Innovex

En outre, dans le cadre de l'appui à l'action climatique (ODD 13), le fonds de relance COVID-19 du programme a attribué à Innovex un marché pour l'installation de 20 unités de surveillance solaire Remot dans des établissements scolaires et centres de santé, afin de contribuer à accroître la distribution de l'énergie solaire hors réseau.

## Résultat

Pour la start-up Innovex, l'année 2020 a rimé avec de nouveaux marchés en Afrique de l'Est et de nouvelles pistes commerciales à explorer en Afrique de l'Ouest.

Anuel Energy, un client d'Innovex qui utilise Remot dans ses installations solaires, a témoigné des effets positifs de cette technologie. Frank Neil Yiga, PDG de Anuel Energy, a déclaré que Remot a attiré les jeunes vers le secteur des technologies et permis aux installateurs d'unités solaires de gagner du temps et de l'argent en rendant le suivi et le dépannage à distance possibles. Les services ont permis d'alimenter en énergie des milliers d'élèves des zones rurales, ainsi que les travailleurs et patients des centres de santé, qui, autrement, en auraient été privés.

### LIENS

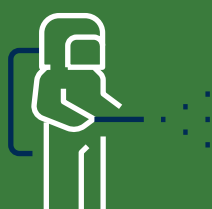
- [Innovex pockets almost \\$380,000 in grants, \\$22,000 loan](https://www.intracen.org/layouts/2coltemplate.aspx?pageid=47244640256&id=47244679070)  
<https://www.intracen.org/layouts/2coltemplate.aspx?pageid=47244640256&id=47244679070>
- [Page web du projet](https://www.intracen.org/NTF4/Uganda-IT/)  
<https://www.intracen.org/NTF4/Uganda-IT/>
- [Groupe Facebook des start-up technologiques et sociétés de sous-traitance dans les technologies de l'information et les processus opérationnels](https://www.facebook.com/groups/NTFIV.Uganda)  
<https://www.facebook.com/groups/NTFIV.Uganda>

CAS D'ÉCOLE :

# La Gambie



233 139  
personnes touchées



75 295  
EPI produits/fournis



1 512  
emplois créés/soutenus



254 147 \$  
offerts aux entrepreneurs  
à travers des mécanismes  
d'accès au financement



2 096  
personnes formées



610  
entreprises soutenues



En décembre 2016, à la suite des élections présidentielles historiques et du mouvement #GambiaHasDecided, la Gambie a entamé une importante transition politique. Le pays a mis en place la Commission Vérité, Réconciliation et Réparations (TRRC) pour rendre la justice transitionnelle et traiter les violations des droits de l'homme commises sous la présidence de Yahya Jammeh.

Au même moment, la Gambie a renoué avec des partenaires internationaux afin de stimuler la réintégration économique, le commerce et les investissements, et d'accélérer le développement socioéconomique. La nouvelle administration a été confrontée à une série de défis, notamment la stagnation de la production agricole, une économie non diversifiée et des problèmes structurels qui ont entraîné des pénuries d'électricité, une augmentation de la pauvreté rurale et un taux de chômage et de sous-emploi élevé. En outre, le Président Adama Barrow a dû faire face à des taux élevés d'émigration clandestine vers l'Europe, en particulier parmi la population jeune du pays.

Dans ce contexte, le Gouvernement de la Gambie, l'ITC et l'Union européenne ont lancé le Projet d'autonomisation des jeunes (YEP) dans le but de renforcer l'économie gambienne en soutenant la croissance des MPME dans les secteurs à fort potentiel. Le projet vise à accroître l'employabilité des jeunes Gambiens grâce à la formation professionnelle et la promotion de l'entrepreneuriat à travers de nouvelles opportunités et des services financiers favorables aux jeunes. S'appuyant sur les activités du YEP, en 2018 et 2019, l'ITC a lancé quatre projets supplémentaires, notamment le projet Emplois, compétences et financement (JSF) pour les femmes et les jeunes, mis en œuvre en collaboration avec le Fonds d'équipement des Nations unies (FENU) ; le projet SheTrades Gambia ; ainsi que deux initiatives communes des Nations unies qui visent à soutenir les femmes et les jeunes gambiens dans la création de débouchés économiques durables.

Fin 2019, l'ITC et ses partenaires avaient déjà formé plus de 4 000 jeunes et plus de 800 MPME et avaient touché plus de 150 000 personnes. En conséquence, le pays a enregistré des améliorations des chiffres de l'emploi attribuable aux écoles de formation technique et professionnelle, un écosystème d'entrepreneuriat renforcé avec des jeunes et des femmes entrepreneurs prospères, l'émergence de nouvelles destinations touristiques à l'intérieur du pays, ainsi que plus de 800 nouveaux emplois et 1 000 emplois durables.

## Impact de la pandémie

En 2020, la pandémie de COVID-19 et le choc socio-économique subséquent ont fait naître de nouveaux défis nécessitant les interventions de l'ITC.

### Produire des EPI de qualité en Gambie

En réponse à une pénurie d'EPI, l'ITC s'est associée à des entreprises de mode et de couture gambiennes ainsi qu'à des écoles de formation pour produire plus de 75 000 masques faciaux, générant des revenus et des emplois pour plus de 100 jeunes. En outre, l'ITC et ses partenaires ont imprimé des visières 3D pour les travailleurs de première ligne et contribué à l'élaboration d'une norme nationale pour garantir la qualité et l'efficacité des masques faciaux produits à l'échelon national.

### Sensibilisation à la COVID-19 par la musique et la poésie

Pour sensibiliser au coronavirus et aux mesures de précaution, l'ITC s'est associée aux industries créatives de la Gambie et a lancé deux concours visant à mobiliser des musiciens et poètes pour produire et partager des œuvres destinées à sensibiliser à la COVID-19 sur les médias sociaux. Les 95 contributions aux deux concours ont touché plus de 135 000 personnes en ligne, et la chaîne de télévision nationale a présenté les lauréats.

### Financement d'urgence pour les MPME

Selon les enquêtes de l'ITC, 82 % des MPME gambiennes avaient du mal à se maintenir à flot financièrement pendant l'état d'urgence national. L'ITC a lancé un fonds d'aide COVID-19, offrant des subventions aux entrepreneurs jeunes ; il a offert un réaménagement des prêts aux entrepreneurs ayant bénéficié d'autres mécanismes de financement ; et a noué des partenariats pour offrir un encadrement en matière de résilience à la crise. En tout, 225 entrepreneurs ont reçu un appui financier du fonds d'aide, ce qui a permis à 91 % des bénéficiaires de garder tous leurs employés.



## Libérer le potentiel d'entrepreneuriat pour relever les nouveaux défis

Le conseil municipal de Kanifing (KMC), l'une des plus grandes municipalités du pays, a identifié un certain nombre de défis liés à l'état d'urgence nationale à savoir : les perturbations du marché et la fermeture des magasins non essentiels, la réduction des recettes du transport public et l'interruption de l'apprentissage due à la fermeture des écoles. L'ITC, la Chambre du commerce et de l'industrie de la Gambie (GCC) et le KMC ont lancé le « One Million Dalasi Mayor's Challenge » qui soutient les jeunes entrepreneurs innovants proposant des solutions intelligentes aux problèmes socioéconomiques du KMC. Sur plus de 40 candidatures, trois entreprises prometteuses ont été sélectionnées, ont reçu un capital de départ et ont bénéficié d'un encadrement pour mettre en œuvre leur solution.

## Des solutions de transport écologiques

La fermeture physique des marchés et magasins, associée aux restrictions imposées aux moyens de transport traditionnels, a obligé de nombreux entrepreneurs à chercher de nouveaux moyens de livrer leurs produits. L'ITC a fourni 13 tricycles (y compris des tricycles électriques) et des motos aux entreprises de logistiques et à l'association des jeunes aviculteurs. L'ITC a créé au moins 10 nouveaux emplois et touché plus de 500 clients dès décembre 2020, le premier mois de l'initiative.

## Les importateurs s'approvisionnent auprès d'agriculteurs locaux

La fermeture des marchés locaux dans les zones rurales et la rupture des liaisons de transport entre les zones rurales et urbaines ont privé la plupart des agriculteurs ruraux d'accès à un marché au plus fort de la saison de récolte des oignons. Pendant ce temps, les importateurs d'oignons s'efforçaient de faire venir les oignons de l'étranger pour les acheteurs locaux. L'ITC et ses partenaires ont mis en contact les agriculteurs et importateurs en mobilisant des acheteurs, en impliquant les compagnies de transport et en aidant à la certification des produits, assurant ainsi des revenus vitaux pour les agriculteurs, ainsi que la disponibilité en zones urbaines.

## Attribution des marchés publics aux femmes entrepreneurs

La réduction des ventes à l'échelle nationale, conjuguée à la diminution des possibilités d'exportation et à la réduction des options de transport, a fait ressortir l'impératif pour de nombreux entrepreneurs, en particulier les femmes, de trouver des marchés alternatifs. Entre temps, le principal acheteur – l'État – n'attribuait qu'une petite part des marchés publics aux femmes entrepreneurs. L'ITC a organisé des rencontres avec le groupe de plaidoyer des femmes d'affaires (WBAG) et financé la Chambre de commerce des femmes afin de faciliter le plaidoyer en faveur de l'adjudication davantage de marchés publics aux entreprises appartenant à des femmes. En conséquence, des femmes entrepreneurs ont obtenu des marchés d'une valeur d'au moins 6 millions de dollars.

## Stimuler la diversification du marché du tourisme

Le secteur du tourisme contribuait à 20 % du PIB de la Gambie, mais a été durement touché par la crise. Pour aider le secteur à se relever, l'ITC et ses partenaires ont mis en œuvre un plan d'aide aux hôtels et tour-opérateurs afin

de leur donner plus de visibilité en ligne, œuvré pour la promotion du tourisme national et travaillé avec les parties prenantes essentielles en vue d'élaborer une stratégie de réouverture de tout le secteur.

## Réouverture des institutions d'EFTP

Suite à la fermeture des écoles et des centres d'enseignement et de formation technique et professionnelle (EFTP), l'ITC a soutenu les institutions qui désiraient offrir des programmes d'apprentissage en ligne et en présentiel. L'ITC a aussi soutenu les centres d'EFTP en leur permettant d'élaborer des plans de réouverture physiques et des protocoles COVID-19 pour veiller au respect de la réglementation sanitaire. Par ailleurs, l'ITC a fourni des EPI et des équipements sanitaires à 17 institutions.

### LIENS

- [Sites web du projet](#)
  - [www.yep.gm](http://www.yep.gm)
  - [www.tekkifii.gm](http://www.tekkifii.gm)
- [Groupe Facebook](https://www.facebook.com/yepgambia) : <https://www.facebook.com/yepgambia>
- [Page Twitter](https://twitter.com/yepgambia) : <https://twitter.com/yepgambia>
- [Pages du projet sur le site web de l'ITC](#)
  - [Page web YEP](https://www.intracen.org/yep/) : <https://www.intracen.org/yep/>
  - [Programme JSF pour les Femmes et les jeunes en Gambie](https://www.intracen.org/jsf/gambia/) : <https://www.intracen.org/jsf/gambia/>
  - [SheTrades The Gambia](https://www.shetrades.com/en/projects/shetrades-gambia) : <https://www.shetrades.com/en/projects/shetrades-gambia>
- [Chaîne YouTube de l'ITC comprenant des vidéos du challenge de poésie](https://www.youtube.com/channel/UCeAVThMmehykyUA22Q42Wxw/videos) : <https://www.youtube.com/channel/UCeAVThMmehykyUA22Q42Wxw/videos>
- [Article : "Gambian training institute shows innovative approach to post-pandemic learning"](https://www.intracen.org/layouts/2coltemplate.aspx?pageid=47244640256&id=47244680669) : <https://www.intracen.org/layouts/2coltemplate.aspx?pageid=47244640256&id=47244680669>
- [Youth tour guides in The Gambia emerge as first responders to COVID-19 awareness and prevention](https://www.intracen.org/news/Story-Youth-tour-guides-in-the-Gambia-emerge-as-first-responders-to-COVID-19-awareness-and-prevention/) : <https://www.intracen.org/news/Story-Youth-tour-guides-in-the-Gambia-emerge-as-first-responders-to-COVID-19-awareness-and-prevention/>
- [Gambian design boutique secures investment](https://www.intracen.org/news/Gambian-design-boutique-secures-investment/) <https://www.intracen.org/news/Gambian-design-boutique-secures-investment/>
- [Tiga – a lifestyle brand for handmade Afri-leisurewear](https://www.intracen.org/layouts/2coltemplate.aspx?pageid=47244640256&id=47244682521) <https://www.intracen.org/layouts/2coltemplate.aspx?pageid=47244640256&id=47244682521>

## Enseignements tirés

En 2021, l'ITC intensifie sa riposte à la crise de 2020 en tirant parti des nouveaux débouchés du marché intérieur pour les agriculteurs et MPME grâce aux marchés publics et aux connexions avec les supermarchés, les acheteurs en gros et d'autres points de vente. L'approfondissement des partenariats nationaux avec un accent renouvelé et diversifié sur les débouchés du marché international va améliorer la compétitivité et la résilience des petites entreprises.

La crise a accentué l'importance des compétences numériques pour la compétitivité des MPME et leur capacité à tirer profit des marchés en expansion. En Gambie, la connectivité,

la culture numérique et l'accès aux plateformes électroniques resteront une priorité, notamment l'élargissement de l'accès aux opportunités numériques pour les femmes et les communautés rurales.

Les besoins des clients de l'ITC sont en constante évolution et l'ITC continuera de mettre à contribution ses principales forces pour répondre aux besoins changeants : agilité, réactivité et capacité d'innovation. La proximité avec le secteur privé et les principales parties prenantes, ainsi qu'une forte présence dans le pays resteront primordiales pour que l'ITC aide la Gambie à se reconstruire en mieux.

### PRINCIPAUX PARTENARIATS EN 2020

#### PARTENAIRES PUBLICS CLÉS

Ministère du Commerce, de l'Industrie, de l'Intégration régionale et de l'Emploi, ministère de la Jeunesse et des Sports, ministère de l'Agriculture, ministère du Genre, de l'Enfance et de la Sécurité sociale, ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Sciences et Technologies, ministère du Tourisme et de la Culture, Conseil municipal de Kanifing

#### POURVOYEURS DE FONDS

Union européenne, Cadre intégré renforcé, Fonds de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole, Fonds de consolidation de la paix du Secrétaire général des Nations unies, Allemagne, Canada, Danemark, Finlande, Irlande, Norvège et Suède

#### PRINCIPAUX PARTENAIRES AUX NATIONS UNIES

Fonds d'équipement des Nations unies, Programme des Nations unies pour le développement (mise en œuvre conjointe du projet Emplois, compétences et financement), Organisation internationale pour les migrations, Fonds des Nations unies pour la population, Programme alimentaire mondial (mise en œuvre conjointe des projets du Fonds des Nations unies pour la consolidation de la paix)

#### PARTENAIRES INTERNATIONAUX CLÉS

Partenaires dans le cadre de l'initiative Tekki Fii : Instituto Marqués de Valle Flôr, Enabel, Agence allemande de coopération internationale; Partenaire pour le développement du secteur avicole : PUM Netherlands Senior Experts

#### PARTENAIRES NATIONAUX – ACCÈS AU FINANCEMENT & ÉCOSYSTÈME DE L'ENTREPRENEURIAT

The Gambia Angel Investors Network, The Gambia Chamber of Commerce and Industry, The Gambia Investment and Export promotion Agency, The Gambia Women's Chamber of Commerce, The Gambia Youth Chamber of Commerce, The Global Youth Innovation Network Gambia Chapter, Innovate Gambia, National Association of Cooperative Credit Unions, Startup Incubator Gambia, Social Development Fund

#### PARTENAIRES NATIONAUX – ENSEIGNEMENT ET FORMATION TECHNIQUE ET PROFESSIONNELLE (EFTP)

Czech Bikes for Gambia Schools, Department of Livestock Services, Food Technology Services Unit of the Department of Agriculture, Fajara Skills Development Centre, Gaye Njorro Skills Academy, The Gambia Tourism and Hospitality Institute, The Gambia Technical Training Institute, Insight Training Centre, Mbolu Association, Njawara Agricultural Training Centre, National Environment Agency, President's International Award, Sandele Foundation, Sterling Consortium, TAF Africa Global Foundation, Women Initiative Gambia, Young People Without Borders

#### PARTENAIRES NATIONAUX – ASSOCIATIONS SECTORIELLES

Black Lynx, Earth Builders Association, Gambia Hotel Association, Information Technology Association of The Gambia, Writers Association of The Gambia

#### PARTENAIRES NATIONAUX – ORGANISMES DE RÉGULATION

The Gambia Tourism Board, The National Accreditation and Quality Assurance Authority, The Gambia Standards Bureau

#### PARTENAIRES NATIONAUX – AUTRES

BrandPlus, Make3D, The National Youth Council, Poetry Café, The Gambia Quality Association, Tresor Women Warriors, Women in Business Advocacy Group



---

« Ne supposons pas  
Que nous ne serons pas infectés  
Mais, préparons-nous comme si  
Nous serons affectés  
Appelez le 1025  
Et vous pourriez sauver des vies. »

– Traduction d'un extrait du poème Awa and Fatoumatta Jallow

---



©shutterstock.com

COVID  
BUSINESS  
IMPACT

**WARNING**  
Mirrored helps protect  
certain particles  
result in sickness  
Properly used, use  
for or box.

**3M**





Résultats  
institutionnels



# Pivoter avec détermination

Alors que la pandémie mondiale battait son plein en 2020, l'ITC a pris des mesures prudentes pour protéger son personnel au siège et sur le terrain, poursuivre l'exécution des projets au profit des bénéficiaires et assurer la continuité des activités.

Cette démarche s'est heurtée à de nombreux défis, allant des interruptions de prestation de certains services dans les pays au stress émotionnel subi par le personnel en raison de l'isolement dû au télétravail. L'ITC s'est rapidement adapté pour relever ces défis en mettant en place plusieurs mesures.

## Investir dans le personnel

La promotion du bien-être des employés et l'offre de possibilités de participation active et de développement professionnel ont été des thèmes clés en 2020. La formation du personnel et l'amélioration des compétences sont restées une priorité et ont été encouragées à travers des didacticiels vidéo, des ateliers dédiés, des échanges avec les employés, une évaluation des besoins d'apprentissage et des formations sur l'égalité entre les sexes. L'inclusion des employés a également été érigée en priorité grâce au lancement d'une page intranet sur l'égalité des sexes, la diversité et l'inclusion, le programme de mentorat de l'ITC pour les femmes et le projet « 100 cafés pour l'inclusion ». Le service des ressources humaines (RH) a également mis en place, en collaboration avec le Laboratoire d'innovation, une approche participative d'élaboration des politiques relatives aux ressources humaines, baptisée PolicyLab.

Durant l'année écoulée, le nombre de contrats de services de conseil et d'entrepreneurs indépendants traités a fortement augmenté, avec augmentation non négligeable des demandes de modification et de prolongation de contrats. Ainsi, l'ITC a fait de l'augmentation des capacités du service des ressources humaines à accélérer le traitement de contrats de consultants et d'entrepreneurs indépendants et de l'amélioration continue des systèmes existants une priorité. L'ITC a organisé une formation sur les procédures relatives à ces types de contrats en vue de renforcer la conformité avec les règles du Centre, et a obtenu des résultats très positifs sur ce plan.

En réponse à la pandémie, le service des ressources humaines a mis en place une ligne d'écoute et mené une enquête ciblée. Il a également mené à titre expérimental un programme de stages à distance, qui a donné la possibilité à des stagiaires de pays en développement de travailler à distance avec l'ITC. En outre, le service des ressources humaines a organisé des sessions de formation sur mesure conçues pour promouvoir l'utilisation de plateformes virtuelles, renforçant ainsi la portée mondiale de l'action de l'ITC et l'exécution globale de ses opérations. Pour améliorer l'efficacité organisationnelle et aider les clients à accroître leurs compétences en matière d'utilisation des processus, politiques et outils internes de l'ITC, le service des ressources humaines a coordonné une formation axée sur l'impact et la conformité.

## Communiquer en toute transparence

L'ITC a augmenté la fréquence de ses communications avec les bailleurs de fonds par le biais de correspondances officielles et de séances d'information bilatérales sur les mesures en cours et les initiatives spéciales de soutien. L'ITC est passé au format virtuel en ligne pour ses réunions sur la gouvernance en ligne, parmi lesquelles la 54<sup>e</sup> réunion annuelle du Groupe consultatif conjoint (JAG), deux réunions ordinaires du Comité consultatif du Fonds d'affectation spéciale de l'ITC (CCITF) et une session informelle du CCITF.

Sur le plan interne, la direction de l'ITC a diffusé des communications hebdomadaires qui mettaient l'accent sur une culture organisationnelle axée sur la prise en compte des besoins du personnel, la confiance et la flexibilité, l'importance de la santé mentale et de l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée, et le leadership inclusif. À de nombreuses reprises et à travers divers canaux, la direction de l'ITC a communiqué sur l'impact disproportionné de la pandémie sur les femmes dans le contexte du mandat programmatique et institutionnel de l'ITC.



1



2

1. Application des mesures sanitaires dans les locaux de l'ITC 2. Déclarations des donateurs livrées virtuellement au 54<sup>e</sup> Groupe consultatif

## Gérer les risques

En 2020, l'ITC a intensifié sa surveillance des risques, tant du point de vue de la fréquence que de la qualité, au niveau institutionnel et à l'échelon des projets. La direction de l'ITC a été particulièrement attentive au suivi des risques allant des projets aux niveaux organisationnels supérieurs, ces risques étant considérés comme des signaux d'alerte précoce indiquant que l'accomplissement de la mission de l'ITC pouvait être compromis. La pandémie de COVID-19 ayant déclenché de nombreuses incertitudes liées à la fourniture d'assistance technique, l'ITC a renforcé sa planification d'urgence, en particulier dans les projets d'assistance technique, afin de prendre des mesures efficaces d'atténuation des risques.

## Maintenir un leadership éclairé

L'ITC a conçu une enquête sur l'impact de la COVID-19 sur les entreprises afin d'évaluer les effets sur les PME du monde entier. L'enquête et le rapport sur la compétitivité des PME (SMECO) ont été entièrement réécrits afin de mettre l'accent sur l'impact de la pandémie sur les petites entreprises, les chaînes d'approvisionnement internationales et le commerce. L'ITC a également publié un ensemble concret de recommandations à l'intention des décideurs politiques (un plan d'action en 15 points) fondées sur les résultats de l'enquête.

L'ITC a plaidé à l'échelle mondiale pour la résilience et le relèvement des MPME dans le cadre du *Good Trade Summit* et de la commémoration de la Journée des MPME à travers un programme de webTV. En réponse à la COVID-19, l'ITC a également publié un plan d'action pour venir en aide aux petits États insulaires en développement (PEID). Les Lignes directrices du G20 sur la compétitivité des PME et le Plan d'action du G20 des femmes entrepreneures pour reconstruire en mieux reconnaissent tous deux expressément le rôle de premier plan que joue l'ITC dans la compétitivité des PME et l'autonomisation économique des femmes.

## Tirer parti des partenariats

En 2020, les équipes de l'ITC ont donné la priorité à l'établissement et au renforcement de partenariats avec des acteurs internationaux, régionaux et locaux, totalisant près de 20 partenariats nouveaux ou renouvelés. Il s'agit notamment de la collaboration avec trois nouveaux bailleurs de fonds, à savoir ChileCarne, la Plateforme suisse pour un cacao durable (SWISSCO) et Mary Kay.

L'ITC a également approfondi sa collaboration avec les coordonnateurs résidents et les équipes de pays des Nations Unies dans le contexte de la réponse socioéconomique des Nations Unies à la pandémie.

## Optimiser les activités opérationnelles

L'unité chargée de la planification stratégique, des performances et de la gouvernance de l'ITC a fourni aux chefs de projet le soutien dont ils avaient besoin pour s'adapter aux nouveaux défis posés par la pandémie. Un nouveau portail dédié aux projets a permis aux équipes de mieux cartographier les risques associés aux projets et de donner plus de visibilité au personnel de terrain, de multiplier les interactions avec les bailleurs de fonds, d'établir des plans d'urgence, de tirer les enseignements de l'expérience et de procéder à des ajustements opérationnels en lien avec la COVID-19.

Les méthodes de collecte de données à distance et le recours accru aux évaluateurs locaux ont également assuré des retours d'information en temps réel qui ont facilité la planification et la mise en œuvre souples des projets, en se fondant sur des éléments factuels.

L'ITC a continué à rechercher des gains d'efficacité : les principales initiatives comprenaient la centralisation des fournitures de bureau pour réduire le gaspillage, l'élimination des plastiques jetables dans la cafétéria et le passage à des fontaines à eau, à une alimentation électrique et à des dispositifs de détection d'incendie plus efficaces. L'ITC est parvenu à la neutralité carbone à la mi-2020.



Lancement virtuel des outils d'ecomConnect

Les solutions et l'assistance informatiques étaient essentielles à la continuité des activités. L'automatisation a pris une grande place, qu'il s'agisse des approbations de flux de travail de projets ou des approbations numériques d'instruments juridiques pour autoriser les dépenses sur le terrain.

### Trouver des solutions innovantes

Le Laboratoire d'innovation a revu ses priorités en privilégiant les défis d'innovation dans l'optique de s'attaquer aux principaux problèmes institutionnels. Cinq équipes du défi Innovation, composées de membres du personnel des divisions et postes de l'ITC, ont expérimenté des initiatives visant à améliorer le partage des connaissances entre le personnel du siège et celui sur le terrain afin de repenser l'environnement de travail de l'ITC et de promouvoir l'inclusion. Les équipes chargées du Challenge ont mené des enquêtes et des entretiens à l'échelle de l'organisation pour évaluer les lacunes associées aux défis qui se posent au Centre et mettre au point les réponses correspondantes.

L'académie commerciale des PME a lancé 30 ateliers virtuels pour soutenir la réalisation de projets. Les inscriptions aux cours ont augmenté de 80 %, dont 47 % de femmes, pour un total de 142 000 inscrits. Dix projets de l'ITC ont organisé des ateliers virtuels, combinant des séances de questions-réponses en direct avec un expert en la matière et des activités d'apprentissage préenregistrées. L'académie a délivré des certificats de fin de formation numérique aux participants ayant suivi les cours avec succès à la fin des ateliers.

Ces actions ont permis à l'ITC de traverser la pandémie et d'ouvrir la voie à une croissance future. L'ITC a lancé ou renouvelé près de 20 partenariats stratégiques en vue d'élargir la couverture des bénéficiaires, signé des contrats avec trois nouveaux bailleurs de fonds, atteint 93 % de son objectif opérationnel de 2020 et continué d'innover. L'approche anticipative de la gestion des risques de l'ITC et sa collaboration avec des partenaires sur le terrain ont aidé l'organisation à absorber les chocs liés aux interdictions de voyage et aux confinements sans recourir à des clôtures de projets ou à des destructions d'emplois.

Cette performance démontre la forte résilience stratégique et opérationnelle de l'ITC et sa capacité à répondre aux divers besoins des partenaires et des bénéficiaires dans une situation de crise sans précédent.



## Les résultats du Laboratoire d'innovation 2020



5 nouvelles composantes ont été intégrées dans les projets/équipes de l'ITC

- Laboratoire de politiques pour l'élaboration de politiques de ressources humaines dirigée par le personnel
- Sessions de conseil créatif avec l'équipe sectorielle chargée de la compétitivité des entreprises
- Présentation d'UX Design à l'équipe informatique
- Cours en ligne sur l'innovation pour l'entrepreneuriat
- Formation aux méthodes d'innovation



999 personnes ont acquis des connaissances sur l'innovation dans le commerce

- Initiative « Lunchtime Green Stories »
- Formation à l'innovation des membres de la haute direction
- Podcast « Trade Forward »
- Remise de prix aux héros de l'innovation
- Laboratoire de politiques pour l'élaboration de politiques de ressources humaines dirigée par le personnel
- Cours en ligne sur l'innovation et l'entrepreneuriat



80 personnes ont amélioré leur capacité à innover

- Formation aux méthodes souples
- Formation à la conception centrée sur la personne
- Cours en ligne sur l'innovation et l'entrepreneuriat

## Académie commerciale des PME

★★★★★  
Top 10



Les 10 principaux pays responsables des 80 % de croissance des inscriptions aux cours en ligne

- Rwanda (9 800)
- Nigéria
- Mexique
- Libye
- Kenya (5 700)
- Pérou
- Chine
- Inde
- Turquie
- Ghana (3 000)



Ateliers de cours les plus courus ayant enregistré un total de 48 000 inscriptions

- Introduction au transport international et à la logistique
- *Introducción a la Gestión de la Cadena de Suministro*
- Introduction à la gestion des chaînes d'approvisionnement
- Introduction aux contrats transfrontaliers
- Ventes et négociation à l'exportation
- Introduction au commerce électronique
- *Desarrollar Contenido de e-commerce de Calidad*
- Comment analyser les flux commerciaux
- Création de contenu de qualité pour le commerce électronique
- Comment accéder aux marchés internationaux



# Gestion des ressources humaines

En 2020, l'ITC a connu la toute première fermeture totale de ses locaux en raison de la pandémie. En conséquence, la gestion des ressources humaines devait veiller à la poursuite des opérations essentielles du Centre tout en promouvant le bien-être et la santé mentale du personnel. Il était également nécessaire de renforcer les suites données aux recommandations d'audit relatives aux consultations et aux formations obligatoires. C'est ainsi qu'en 2020, le service des ressources humaines a fait des mesures suivantes une priorité :

- aider les employés et les responsables à faire face aux mutations résultant de la pandémie
- apporter des améliorations et des changements aux ressources humaines en réponse aux recommandations cruciales de l'audit.

## Pandémie de COVID-19

Le service des ressources humaines a établi un plan de transition pour la réouverture des bureaux afin de garantir que la santé, la sécurité et le bien-être des employés de l'ITC soient des priorités absolues, en mettant l'accent sur une approche transparente et centrée sur la personne. Ce plan préconisait une approche participative, une flexibilité maximale et une responsabilité mutuelle, de sorte que l'ITC puisse continuer à exécuter son programme de travail dans un environnement de confiance et de prévenance.

Une partie de ce plan consistait à apporter un soutien psychologique et social, avec notamment la mise en place d'une ligne d'écoute par laquelle tous les collaborateurs pouvaient contacter le service des ressources humaines en toute confiance. Des séances d'information spéciales ont également été organisées au cours desquelles les employés de l'ITC ont pu en savoir plus sur le bureau du conseiller du personnel et sur la panoplie de services fournis en général et pendant la pandémie en particulier. L'ITC a fourni un soutien et une formation sur la gestion à distance, afin d'outiller les gestionnaires pour qu'ils assistent leurs équipes d'une manière plus efficace.

Pour répondre aux besoins de l'ITC en matière d'engagement de stagiaires (alors que le programme de stages en présentiel avait été suspendu), le service des ressources humaines a lancé le programme expérimental de stages à distance, qui ciblait les stagiaires de PMA, de pays en développement sans littoral, de petits États insulaires en développement et de pays à faible revenu et pays sortant d'un conflit. Ce projet expérimental visait à donner aux stagiaires qui n'auraient normalement pas la possibilité de participer au programme de stages de l'ITC (compte tenu du coût de la vie élevé à Genève) la possibilité d'avoir une expérience de stage qui compte pendant la période des confinements à travers le monde.

Les stagiaires en télétravail ont reçu un soutien au développement de carrière, qui comprenait la participation à des réunions, l'exposition à l'ensemble des travaux de l'ITC et des contrôles réguliers par les responsables des ressources humaines.

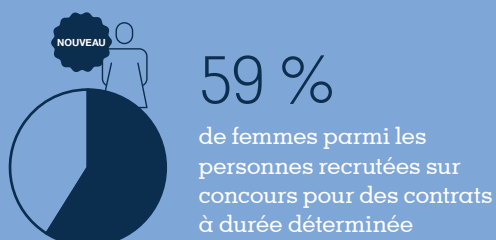
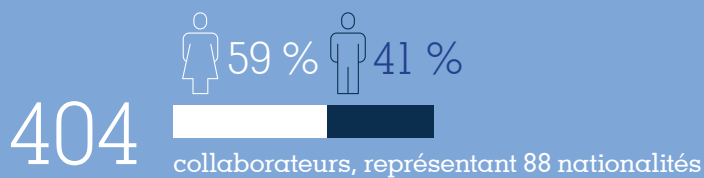
Enfin, une enquête a évalué l'expérience du télétravail telle que vécue par le personnel de l'ITC et la reprise du travail au bureau. Les principaux objectifs étaient les suivants : 1) évaluer l'ITC et mieux cerner le travail à distance, 2) mieux comprendre les défis et les préoccupations pour éclairer la réponse de l'organisation et son plan de réouverture des bureaux, 3) recenser les domaines à améliorer pour atténuer l'impact d'éventuels confinements futurs, et 4) reconnaître les tendances positives et en tirer parti pour améliorer les processus de travail de l'ITC et renforcer la culture organisationnelle. L'enquête est arrivée à point nommé et a été accueillie favorablement, avec un taux de réponse total de 49 %.

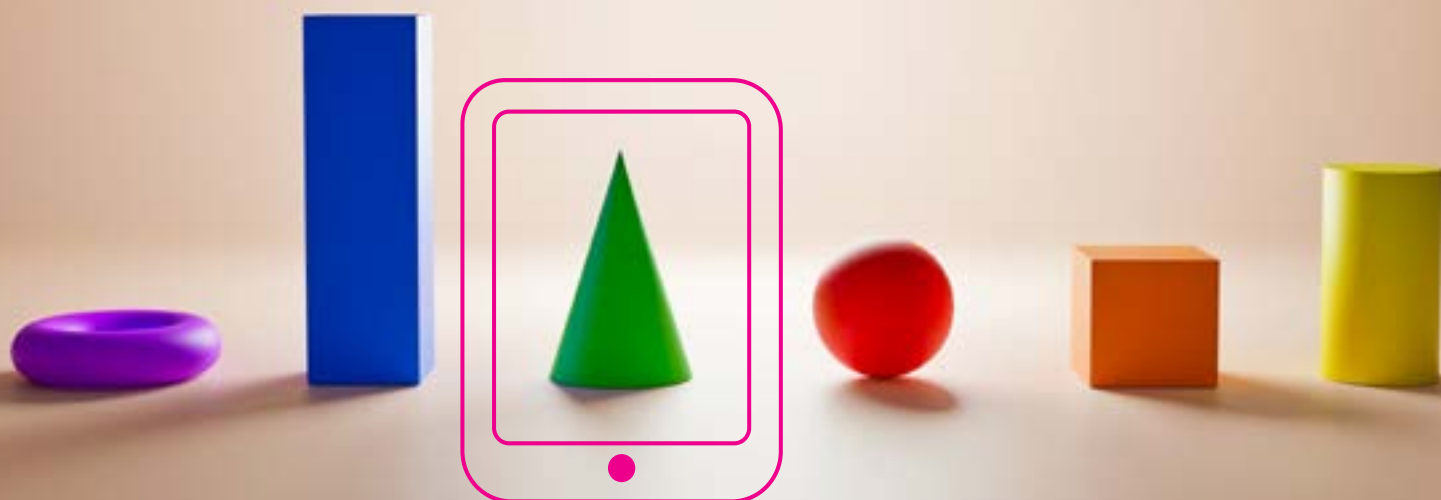
## Principales recommandations de l'audit

En 2020, le service des ressources humaines a donné suite aux principales recommandations de l'audit afin d'améliorer les performances dans l'administration des processus de conseil et de sous-traitance, ainsi que le respect par le personnel de l'obligation de suivre une formation.

En ce qui concerne les consultants et les sous-traitants, le service des ressources humaines a acheté un compte LinkedIn Recruiter pour mener des actions de sensibilisation ciblées visant à renforcer son bassin diversifié de candidats. Il a mis en place la *Formation pour l'impact et la conformité*, un cours d'une semaine comprenant plusieurs sessions dédiées portant sur les contrats de conseil et d'entrepreneur individuel. Le service des ressources humaines a également proposé des didacticiels vidéo et des manuels en réponse aux principales conclusions des audits recommandant d'utiliser des modes d'apprentissage modernisés. Ces supports d'apprentissage simples et faciles à utiliser ont permis de former le personnel, y compris les consultants, sur de nombreux processus administratifs clés.

Le service des ressources humaines a mis à jour et simplifié sa politique sur les formations obligatoires afin de mieux refléter l'évolution des besoins de l'ITC. La formation d'une semaine a également permis d'améliorer la conformité du personnel aux formations obligatoires. Tous les nouveaux arrivants ont eu accès à des modules d'introduction aux processus de base ; des groupes de personnel spécifiques avaient également le droit d'accéder à des modules d'approfondissement selon les besoins. Le service des ressources humaines a suivi et fourni des données détaillées sur l'achèvement des formations obligatoires, qui ont révélé une amélioration du taux de conformité du personnel de 77 % en 2019 et de 95 % en 2020. Pour les autres personnels, le taux de conformité est passé de 44 % en 2019 à 89 % en 2020.





## L'unité chargée des questions de genre

Tout au long de la pandémie, l'ITC a continué de faire de l'égalité des sexes une priorité et réaliser son objectif stratégique d'être l'une des institutions les plus performantes du système des Nations Unies. En 2020, l'ITC a renforcé sa conformité avec le cadre des indicateurs de performance du Plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-SWAP 2.0). Le taux de conformité est passé de 81 % à 94 % (soit 15 indicateurs sur les 16 pertinents).

### Culture organisationnelle

#### **Le Groupe d'inclusion et les 100 cafés pour l'inclusion**

Au début de 2020, l'ITC a constitué son premier groupe chargé de l'inclusion, qui comprend l'équipe de points focaux pour le genre, le point focal suppléant pour les questions de genre, les points focaux pour les LGBTQI+ et les points focaux nouvellement désignés, ainsi qu'un représentant de la haute direction.

Le Groupe d'inclusion s'est fixé pour objectif de promouvoir des messages efficaces et une sensibilisation autour de l'égalité des sexes, de la diversité et de l'inclusion. Il est attaché à une approche intersectionnelle et vise à décompartmenter le travail des points focaux individuels. Pour sa première activité, le Groupe d'inclusion a organisé les *100 cafés pour l'inclusion*, une initiative visant à aborder la question de la création d'une culture organisationnelle inclusive. Cette initiative consistait en une série de conversations avec des personnes prises individuellement autour d'un café de 30 minutes. Il s'agissait de conversations entre des membres du Groupe et 100 employés

sélectionnés au hasard à travers l'ITC. Elles tournaient autour de la culture et de l'orientation organisationnelles de l'ITC, ainsi que des besoins en capacités internes en matière d'égalité des sexes, de diversité et d'inclusion.

#### **Journée internationale contre l'homophobie, la transphobie et la biphobie**

Travaillant en coopération avec l'équipe de points focaux pour les questions de genre, le point focal pour les LGBTQI+ et l'équipe chargée de la communication et de l'événementiel, l'ITC a organisé un déjeuner virtuel pour les employés afin d'honorer la Journée internationale contre l'homophobie, la transphobie et la biphobie le 17 mai.

### Renforcement des capacités et partage des connaissances

#### **Évaluation des capacités et plan de développement des capacités**

En octobre, l'unité chargée des questions de genre a lancé une enquête à l'échelle de l'ITC pour évaluer les capacités du personnel en matière d'égalité des sexes et d'autonomisation des femmes (GEWE). Avec les premiers résultats de l'Initiative *100 cafés pour l'inclusion*, les données recueillies ont guidé l'élaboration d'un plan biennal de développement des capacités en matière d'égalité des sexes et d'autonomisation des femmes. Ce plan vise à accélérer les progrès de l'ITC vers l'amélioration des connaissances, des compétences, de la confiance et des outils techniques nécessaires à la promotion





de l'intégration de la dimension de genre dans les projets et les opérations de l'institution ; à accroître la sensibilisation aux politiques et mécanismes en place qui promeuvent un environnement de travail favorable et renforcer la sensibilisation aux différentes solutions de soutien individuel existantes ; et à promouvoir une culture organisationnelle inclusive avec une tolérance zéro pour la discrimination et le harcèlement.

### Supports et plateformes institutionnels

Pour célébrer la Journée internationale de la femme, l'unité chargée des questions de genre a publié sa brochure actualisée intitulée *Towards Gender Equality and an Enabling Work Environment*, qui présentait l'engagement et les réalisations de l'ITC dans le domaine de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes. En octobre, l'équipe a également lancé une page web actualisée sur l'égalité des sexes, la diversité et l'inclusion dans l'intranet de l'ITC.

### Promouvoir la parité hommes-femmes

#### Programme de mentorat pour les femmes de l'ITC

En 2020, l'ITC a relancé un programme élargi de mentorat à l'intention des femmes afin de soutenir l'avancement professionnel de ces dernières. Reconnu comme une bonne pratique par ONU Femmes, ce programme met en évidence l'étendue des talents au sein de l'ITC et, grâce au dispositif de mentorat, il crée une culture d'inclusion.

Une caractéristique unique du programme était l'engagement de ce qu'il convient d'appeler les fortificateurs, ces mentors externes d'autres institutions des Nations Unies et organisations de la société civile. Pour créer un bassin plus diversifié de mentors et renforcer la collaboration et l'apprentissage interinstitutions, l'ITC s'est également associé à l'Organization of Women in International Trade (OWIT) Lake Geneva, au Centre de politique de sécurité de Genève (GCSP) et au Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA) afin de relancer le programme. Au cours du cycle de programme 2020, on a enregistré 120 participants, 64 personnes sous mentorat et 54 mentors.

#### Tableau de bord automatisé pour le suivi des questions de genre et de la parité hommes-femmes

Dans le cadre d'un effort conjoint, l'unité chargée des questions de genre et le service des technologies et systèmes d'information (IT&S) de l'ITC sont parvenus à automatiser le tableau de bord pour le suivi des questions de genre de l'ITC, en le reliant à un tableau de bord interne pour le suivi de la parité hommes-femmes. Les deux tableaux de bord s'actualisent automatiquement et affichent les ratios hommes-femmes au sein de chaque catégorie professionnelle, classe et division. Pour sensibiliser l'ensemble de l'organisation et assurer une transparence maximale, l'équipe a placé le tableau de bord pour le suivi de la parité sur la nouvelle page intranet de l'ITC dans la rubrique consacrée à l'égalité des sexes, à la diversité et à l'inclusion.



# Technologies et systèmes informatisés

Les prescriptions de travail à domicile et les fermetures de frontières dans le monde entier ont soudainement contraint tout le monde à passer du présentiel au numérique. La section des technologies et systèmes informatisés de l'ITC a rapidement adapté son soutien et ses solutions afin d'assurer la continuité des activités et la rationalisation des opérations de base ainsi que des interventions liées aux projets.

## Mise en pratique du télétravail

Alors que le monde faisait face à la nouvelle réalité du travail à distance, le service des technologies et systèmes informatisés a rapidement acquis, configuré et distribué les équipements et accessoires informatiques nécessaires pour permettre au personnel de travailler à domicile de manière satisfaisante. Il a tiré parti des investissements réalisés avant l'éclosion de la pandémie pour permettre la mise en œuvre des politiques relatives au travail à domicile. L'application à grande échelle des solutions a permis à l'organisation d'être productive en peu de temps. Le service a également rapidement intégré des

solutions de collaboration et de vidéoconférence basées sur le cloud (sur lesquelles reposent le dispositif de télétravail et les réunions virtuelles) et a amélioré les systèmes existants et renforcé les capacités des infrastructures de stockage. De plus, le service a sans cesse prêté soutien aux équipes de projet éparpillées à travers le monde, leur apportant des solutions de vidéoconférence, des services d'hébergement ou encore des services infonuagiques. Les plateformes et services de l'ITC, des biens publics mondiaux, ont été rapidement mis à niveau avec l'ajout de nouvelles fonctionnalités améliorées, notamment TISI Benchmarking, T4SD et SheTrades, Trade Strategy Map, la plateforme Ye! et la Global Quality Platform.

La sécurité informatique était une préoccupation majeure en raison du changement soudain du mode de travail. En conséquence, l'équipe a sensibilisé les utilisateurs aux problèmes de sécurité informatique et mis en application les meilleures pratiques en la matière.



Le service d'assistance informatique a répondu à près de  
**8 000**  
demandes de la part de membres du personnel



Le service d'assistance informatique a facilité  
**16 800**  
réunions virtuelles



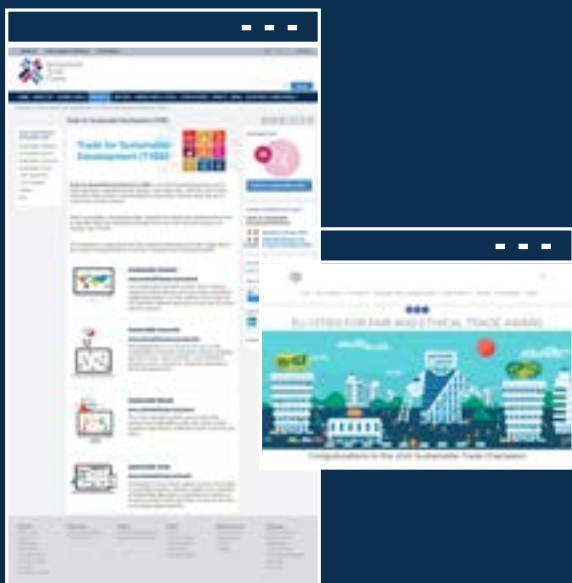
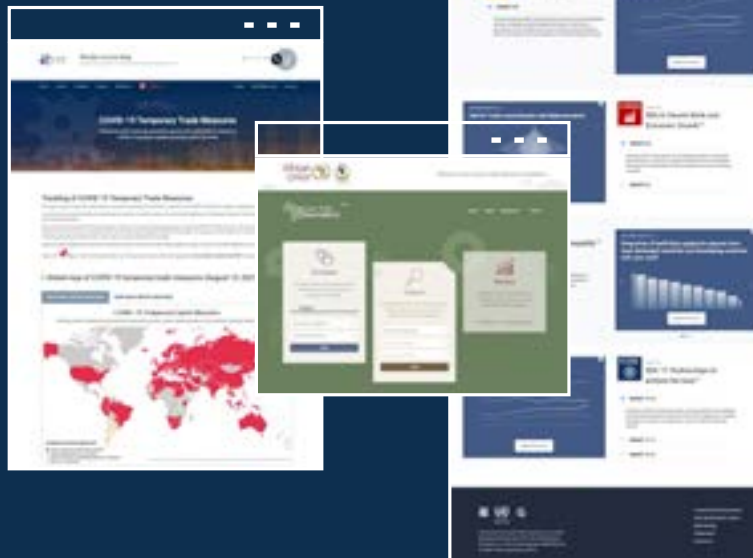
**91 %** des membres du personnel se disent très satisfaits du service d'assistance informatique

## La technologie au service du commerce

La pandémie n'a pas empêché les projets et programmes de l'ITC d'avancer. Les principales collaborations du service des technologies et systèmes informatisés de l'année dernière incluaient ce qui suit :

### Projets sur l'information commerciale

- Tableau de bord de l'ATO
- Portail commercial pour les ODD
- Carte d'accès aux marchés pour le Myanmar et Bahreïn
- Facilitateur des règles d'origine en espagnol et en français
- Portail d'outils d'étude de marché en espagnol et en français
- Page web de la carte d'accès aux marchés dans le contexte de la COVID-19

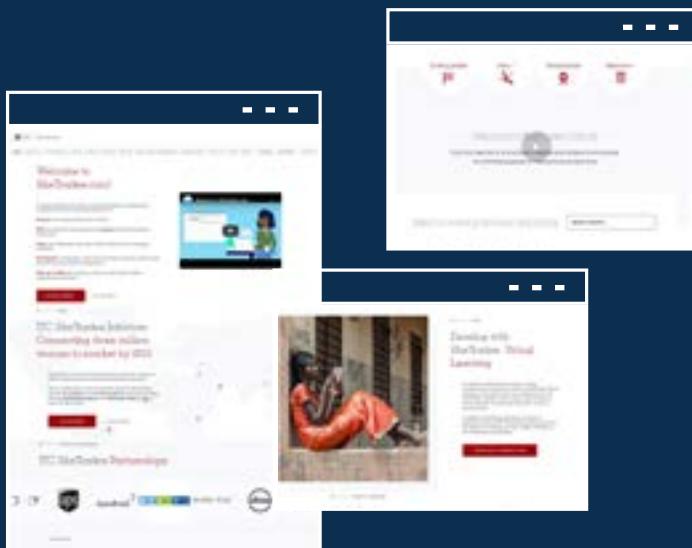


### Commerce au service du développement durable (T4SD)

- Surveillance et alertes liées au T4SD et procédures de reprise après sinistre
- Registre des entreprises agréées
  - Taxonomie commune des données d'entreprises
  - Déduplication intelligente de profils
  - Intégration avec des systèmes tiers
- Sites web WordPress
- Plateforme BRELLA pour le Good Trade Summit
- Amélioration de la sécurité du cloud dédié au T4SD
- Relance du site web sécurisé du Trade City Award

### SheTrades

- Développement de logiciels et maintenance du site web de SheTrades et des plateformes mobiles et d'enquête
- Augmentation du nombre d'utilisateurs enregistrés de 18 000 à près de 22 000
- SheTrades Outlook assure le suivi des politiques et indicateurs de performance dans 89 pays
- Migration des serveurs de données en interne pour renforcer la sécurité et l'intégrité des données





## Communication et événementiel

Le télétravail pour l'ITC ayant pris effet mi-mars 2020 et s'étant poursuivi pendant la majeure partie de l'année, l'efficacité de la communication a gagné en importance.

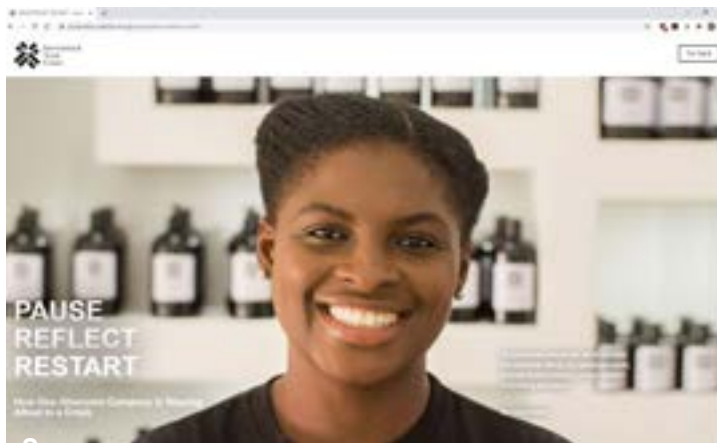
Pour promouvoir le renforcement des connaissances et le partage d'informations entre les bénéficiaires, la section chargée de la communication et de l'événementiel (CE) a créé une salle de presse et un site web spécialement dédiés à la COVID-19 et à son impact sur les petites entreprises. À la fin du mois de mars, cette section a commencé à publier des articles et des blogs bimensuels d'intérêt humain rédigés par des membres du personnel et des parties prenantes externes. Fin 2020, l'équipe avait publié 40 articles, 26 blogs, quatre éditoriaux et une enquête sur l'impact de la COVID-19 sur les entreprises. En outre, la section chargée de la communication et de l'événementiel a élaboré un plan d'action pour les MPME, les IAE et les gouvernements, contenant 15 recommandations sur les ripostes immédiates à la crise. Elle a également produit quatre numéros du magazine *Trade Forum* de l'ITC, dont un consacré aux stratégies de relance à la suite de la COVID-19.

La section chargée de la communication et de l'événementiel a également dirigé avec succès la commémoration par l'ITC de plusieurs journées internationales importantes observées par l'ONU. En mars, elle a organisé une campagne et une

manifestation pour la Journée internationale de la femme, qui a réuni plus de 40 femmes entrepreneures du monde entier. En juin, l'ITC a publié une déclaration commune avec les PEID à Genève à l'occasion de la Journée mondiale de l'environnement.

Pour célébrer la Journée internationale des MPME, la section chargée de la communication et de l'événementiel a élaboré un tout premier programme de WebTV qui a été diffusé en direct sur Facebook et suivi par 3 000 téléspectateurs, atteignant un taux de participation de 98 % via les discussions en direct. Le programme comportait un dialogue et des récits d'entrepreneurs de pays en développement, de journalistes et de représentants d'États membres, IAE et d'organisations multinationales et internationales. Pour compléter le programme WebTV, l'équipe a coordonné le lancement réussi d'une version numérique de la publication *2020 SME Competitive Outlook*, consacrée aux perspectives de compétitivité des PME.

Sur le plan interne, la section chargée de la communication et de l'événementiel a également intensifié sa communication avec le personnel en 2020, produisant 12 bulletins internes, 13 notes sur les conseils et techniques de communication virtuelle intitulées *Monday Minutes* et une discussion virtuelle avec le personnel sur la localisation des sources d'approvisionnement durable au Ghana.







1. Couloisses du tournage de l'émission de webTV « *The Great Lockdown and its Impact on Small Business* » 2. Lancement de « *Trade Forum* », premier magazine numérique



## Chiffres à retenir (comparés à 2019)

### Médias sociaux

#### ABONNÉS

	<b>Total 157 207</b>	<b>+ 39,8 %</b>
	+ 11 991 Twitter	+ 50,5 %
	+ 6 230 Instagram	+ 87,6 %
	+ 24 580 LinkedIn	+ 57,4 %

#### POSTS

	<b>Total 4 614</b>	<b>+ 51,7 %</b>
	Vues de vidéos 398 174	+ 7,33 %
	Likes sur Facebook 5 435	+ 30 %

### Mentions dans les médias



12 154 mentions dans les médias

### Site web



4 562 450 visites de pages + 13 %  
2 451 306 sessions utilisateurs + 16 %

### Publications



**41** publications  
en 2020

#### TOP 3 DES PUBLICATIONS LES PLUS TÉLÉCHARGÉES

1. *SME Competitiveness Outlook 2020*
2. *Coffee Guide*, 3ème édition
3. *Model Contracts for Small Firms*

### Manifestations



**35** manifestations  
en 2020

#### PRINCIPALES MANIFESTATIONS

1. Journée des micro, petites et moyennes entreprises, y compris le lancement du rapport *SME Competitiveness Outlook 2020* (24 juin 2020)
2. Good Trade Summit (7-8 octobre)
3. Cérémonie de récompense des organisations mondiales de promotion du commerce (14 octobre)



## Panorama financier

Les ressources financières de l'ITC sont constituées du budget ordinaire et des ressources extrabudgétaires, dont les frais d'appui aux projets. Le budget ordinaire de l'ITC est financé à parts égales par l'ONU et l'OMC, et il est approuvé par l'Assemblée générale des Nations Unies et le Conseil général de l'OMC. L'ITC lève des fonds pour compléter son budget ordinaire afin d'augmenter l'enveloppe financière disponible pour s'acquitter de son mandat. Le budget extraordinaire se compose d'engagements de gouvernements donateurs, d'organismes gouvernementaux, d'autres organisations internationales et de la société civile, y compris des ONG, le secteur des entreprises et diverses fondations. Les engagements au titre de contributions au budget extraordinaire s'étalent souvent sur des périodes pluriannuelles.

L'ITC perçoit une commission au titre des frais d'appui aux projets (PSC) d'un taux pouvant aller jusqu'à 13 %, prélevée sur les dépenses financées par le budget extraordinaire afin de recouvrer les coûts indirects supplémentaires encourus. Les sommes correspondant à cette commission sont acquises lorsque des dépenses connexes financées par le budget extraordinaire sont engagées, et non lorsque des contributions sont reçues. Le budget des frais d'appui aux projets est approuvé annuellement.

Pour se conformer aux dispositions administratives établies pour l'ITC par ses deux organisations de tutelle, l'ITC est soumis aux Règlements financiers et règles de gestion financière et aux Statut et Règlement du personnel des Nations Unies, ainsi qu'au système de contrôle de l'ONU (Bureau des services de contrôle interne et Comité des commissaires aux comptes). Les comptes de l'ITC sont examinés et vérifiés par le Comité des commissaires aux comptes des Nations Unies. Les rapports des organes de contrôle des Nations Unies et les états financiers, certifiés par le Contrôleur de l'ONU, sont communiqués à l'Assemblée générale des Nations Unies et au Conseil général de l'OMC. L'ITC reçoit régulièrement une opinion d'audit sans réserve sur ses états financiers, y compris en 2020, ce qui confirme ses bonnes pratiques de gestion financière et le respect total des Normes comptables internationales du secteur public (IPSAS).

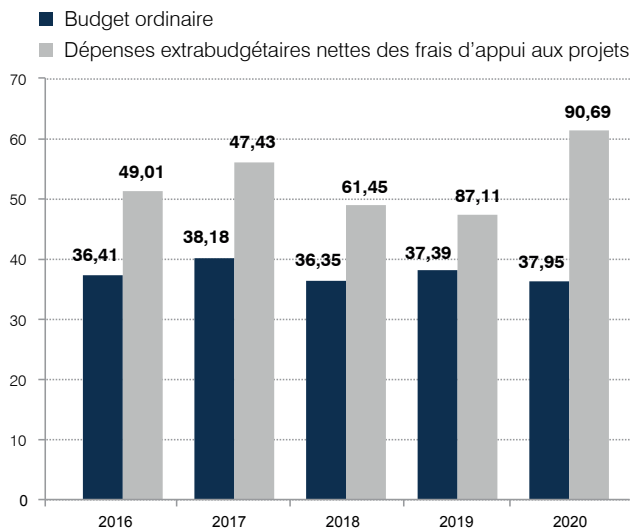
Le tableau 1 présente les informations financières de l'ITC pour 2020, en mettant l'accent sur le budget ordinaire, le budget extraordinaire et les frais d'appui aux projets.

**TABLEAU 1** Situation des ressources (millions de dollars brut) au 31 décembre 2020

DESCRIPTION	Solde d'ouverture	Revenu net perçu*	Dépenses	Total des fonds en caisse
Budget ordinaire	-	37,97	37,95	0,02
Frais d'appui aux programmes	8,34	7,24	6,98	8,60
Total des ressources extrabudgétaires	85,43	120,18	91,83	113,78
Ressources extrabudgétaires, Guichet I	9,26	16,44	13,69	12,01
Ressources extrabudgétaires, Guichet II	76,17	103,74	78,14	101,77
<b>Total</b>	<b>93,77</b>	<b>165,39</b>	<b>136,76</b>	<b>122,40</b>
		<b>259,16</b>		

\*Contributions nettes : incluent les remboursements aux bailleurs de fonds (0,37 million de dollars) ; excluent les intérêts et transferts au compte de réserve de fonctionnement.

FIGURE 1 Évolution des dépenses 2016–2020 (millions de dollars)



## PRINCIPALES DONNÉES FINANCIÈRES POUR 2020

- **125,66 millions de dollars** : valeur totale des nouveaux accords au titre du budget extraordinaire signés en 2020 pour des projets courant jusqu'en 2025 (2019 : 164,59 millions de dollars)
- **259,16 millions de dollars** de ressources globales disponibles en 2020, dont un solde d'ouverture de 93,77 millions de dollars et 165,39 millions de dollars de nouvelles contributions (2019 : 227,33 millions de dollars)
- **165,40 millions de dollars** de contributions brutes reçues (2019 : 164,81 millions de dollars)
- **136,76 millions de dollars** de dépenses cumulées globales (2019 : 132,77 millions de dollars)

L'année 2020 a été bonne pour l'ITC malgré les défis posés par la pandémie. De manière générale, la COVID-19 n'a pas eu d'impact sur la situation financière de l'ITC, et la liquidité de l'organisation reste saine. Les contributions des bailleurs de fonds n'ont pas été réduites, le recouvrement des contributions attendues n'a pas été affecté et la pandémie n'a pas déclenché de nouveaux remboursements aux bailleurs de fonds. Toutefois, les dépenses de voyage ont diminué en raison des interdictions et des restrictions, ainsi que du report de manifestations institutionnelles phares, telles que le Forum mondial sur le développement des exportations.

Les dépenses totales de 2020, se chiffrant à 136,76 millions de dollars, ont augmenté de 3 % par rapport à 2019. La performance générale cadre bien avec les objectifs de résultats qui ont été fixés pour l'année 2020.

TABLEAU 2 Dépenses au titre du budget ordinaire en 2020 (millions de dollars, brutes)\*

CATÉGORIES	Dépenses
Dépenses et autres frais de personnel	30,10
Frais de fonctionnement et autres charges directes	4,90
Services contractuels	1,34
Véhicules, équipement et mobilier	1,30
Subventions accordées	0,21
Déplacements	0,10
<b>Total général</b>	<b>37,95</b>
<b>Ressources disponibles</b>	<b>37,97</b>
<b>% d'exécution</b>	<b>100 %</b>

\*Le budget ordinaire est approuvé en francs suisses. Les montants indiqués dans le tableau ci-dessus ont été convertis en dollars des États-Unis pour faciliter la comparaison des données et présenter une image globale de la situation financière de l'ITC à des fins de comptabilité et d'établissement de rapports.

### Budget ordinaire

Le financement du budget ordinaire est utilisé pour couvrir les salaires et les dépenses courantes des 160 membres du personnel et les frais de fonctionnement de l'organisation. L'ITC utilise la contribution du budget ordinaire pour financer les compétences de base et le développement, la maintenance et l'expansion des actifs incorporels de l'ITC, l'offre de biens publics mondiaux, l'élaboration de programmes, le suivi et l'évaluation, ainsi que la gestion de base et la coordination dans les pays.

En 2020, les dépenses au titre du budget ordinaire s'élevaient à 37,95 millions de dollars. (2019 : 37,39 millions de dollars)

- **37,97 millions de dollars** de ressources du budget ordinaire étaient disponibles pour 2020.
- **37,95 millions de dollars** de dépenses avaient été enregistrés au 31 décembre 2020, ce qui se traduit par un taux d'exécution de 100 % des ressources disponibles.

### Fonds extrabudgétaires

En 2020, l'ITC a continué de nouer des relations solides avec un éventail de bailleurs de fonds et a pu ainsi conclure, avec des gouvernements bailleurs de fonds, des agences multilatérales et des fondations internationales, des accords représentant 125,66 millions de dollars. Au regard des négociations actuelles avec les bailleurs de fonds, le niveau actuel des accords signés devrait être maintenu dans un avenir immédiat.

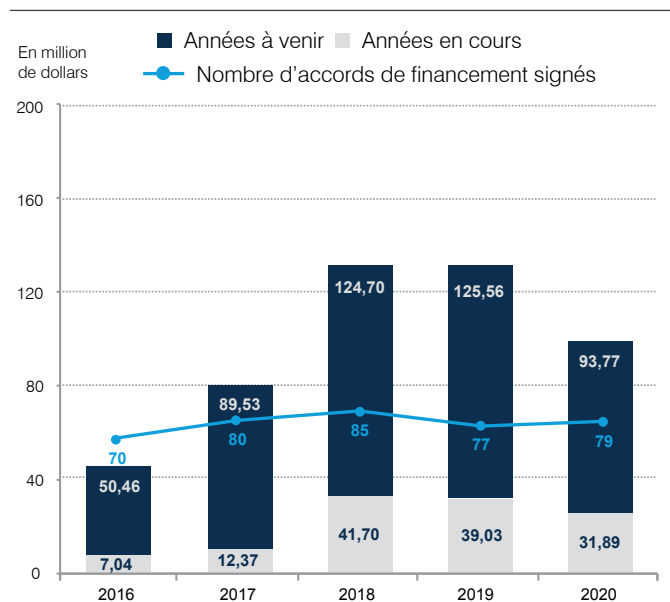
La figure 2 montre l'évolution des accords de contribution volontaire signés chaque année et la part correspondant à l'année en cours et aux années à venir.

Les ressources totales du budget extraordinaire disponibles en 2020 comprenaient :

- **85,43 millions de dollars** reportés de 2019
- **120,18 millions de dollars** de contributions brutes reçues en 2020

Les contributions au titre du budget extraordinaire versées à l'ITC en 2020 ont atteint un niveau record de 120,18 millions de dollars. Elles provenaient de sources de plus en plus diversifiées : 11 bailleurs de fonds ont fourni chacun plus d'un million de dollars, ce qui représente 92 % du financement du budget extraordinaire.

**FIGURE 2** Accords de financement signés, 2016–2020 (millions de dollars)



**TABLEAU 3** Dépenses au titre du budget extraordinaire en 2020 (millions de dollars, brutes)

CATÉGORIES	Dépenses	%
Experts et autres personnels	69,33	76 %
Déplacements	3,05	3 %
Frais de fonctionnement et autres charges directes	5,22	6 %
Services contractuels	4,21	5 %
Subventions accordées	1,49	2 %
Véhicules, équipement et mobilier	2,37	3 %
Transferts et subventions accordés aux partenaires de mise en œuvre	5,95	6 %
Fournitures, produits et matériel	0,21	0 %
<b>Total</b>	<b>91,83</b>	<b>100%</b>

**TABLEAU 4** Dépenses au titre du budget extraordinaire par domaine d'intervention en 2020 (millions de dollars, brutes)

DOMAINES D'INTERVENTION	Dépenses
Fournir une veille commerciale et économique	8,69
Créer un environnement propice aux affaires	12,44
Renforcer les institutions d'appui au commerce et à l'investissement	4,57
Relier les PME aux chaînes de valeur internationales	28,25
Promouvoir et intégrer un commerce inclusif et vert	27,12
Faciliter l'intégration économique régionale et les liens Sud-Sud	8,62
Activités institutionnelles	2,14
<b>Total</b>	<b>91,83</b>

En 2020, du point de vue des dépenses en dollars des États-Unis, l'ITC a fourni des services d'assistance technique, de renforcement des capacités et d'information sur le marché pour des dépenses sur le budget extraordinaire s'élevant à 91,83 millions de dollars, soit le même niveau que l'année précédente, ce qui traduit sa capacité à ajuster son modèle de fonctionnement en élargissant les mécanismes en ligne tout en continuant de mener des interventions sur le terrain, dans le contexte de la pandémie. La performance de l'ITC a continué d'être soutenue par des initiatives institutionnelles axées sur l'innovation et l'élaboration de projets. Tout au long de l'année 2020, plus de 0,4 million de dollars ont été approuvés pour des projets au titre du Fonds de développement des entreprises (BDF) de l'ITC.

Le caractère pluriannuel des programmes de l'ITC signifiait qu'un solde de 113,78 millions de dollars serait reporté pour les activités en 2021. Cela s'ajoute aux contributions à percevoir des bailleurs de fonds pour des projets de coopération technique représentant 227,80 millions de dollars.

### Contributions non réservées ou à réservation souple

Les ressources du budget extraordinaire sont divisées en deux guichets : le Guichet I, qui est ouvert aux contributions de nature corporative et non affectées à un projet particulier (non réservées ou à réservation souple au niveau d'un domaine d'intervention, d'un programme ou d'une zone géographique). Le Guichet II, qui est ouvert aux contributions allouées à des projets précis et clairement identifiables, appelés à répondre à des objectifs prédéfinis et limités dans le temps, à mettre en œuvre aux niveaux national, régional et interrégional.

La figure 3 illustre l'évolution des contributions non réservées ou à réservation souple (contributions du Guichet I) du point de vue du nombre de contributeurs et de la valeur totale de leurs contributions.



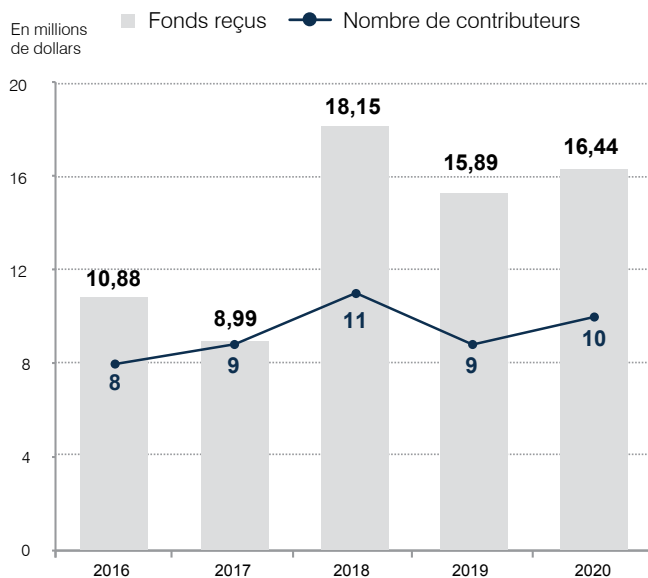
## Compte d'appui aux programmes

Un recouvrement des coûts indirects appelé frais d'appui aux projets/programmes est imputé aux fonds extrabudgétaires comme pourcentage des coûts directs encourus pour s'assurer que les coûts supplémentaires des activités d'appui aux projets financées par les contributions du budget extraordinaire ne sont pas financés par le budget ordinaire.

Conformément aux procédures financières de l'ONU, l'ITC facture des taux de frais d'appui aux projets allant de 7 % à 13 % imputés sur les dépenses encourues au titre du budget extraordinaire. Ces revenus sont utilisés pour couvrir les coûts indirects et additionnels associés aux projets financés par le budget extraordinaire, tels que l'administration centrale des ressources humaines, financières et informatiques, ainsi que le suivi et la surveillance.

- **7,24 millions de dollars** reçus au titre de frais d'appui aux projets en 2020, en plus des 8,34 millions de dollars reportés de 2019
- **6,98 millions de dollars** de dépenses au titre de frais d'appui aux projets
- **8,60 millions de dollars** de solde dans le compte des frais d'appui aux projets en fin d'année

**FIGURE 3** Guichet I - Contributions sur la période 2016–2020 (millions de dollars)



En 2020, les ressources du compte des frais d'appui aux projets ont continué d'être utilisées pour financer le personnel supplémentaire nécessaire pour aider à la mise en œuvre des programmes et financer les initiatives institutionnelles à frais partagés menées par le Secrétariat de l'ONU, ainsi que la sécurité et l'assurance du personnel de terrain. L'accent est mis sur le recouvrement intégral des coûts des projets imputés au budget extraordinaire et sur l'inclusion de tous les coûts opérationnels et d'appui direct dans les budgets, afin d'éviter l'utilisation des ressources du budget ordinaire pour subventionner les activités financées par le budget extraordinaire.

## Mise à niveau de la gestion financière

Les rapports financiers réguliers continuent de mettre en évidence les questions nécessitant l'attention de la direction, améliorant les discussions au niveau de la direction et facilitant une prise de décision éclairée. L'ITC reste déterminé à transformer et à automatiser les processus et flux de travail internes. En 2020, des améliorations ont été apportées dans les domaines suivants : nouveaux rapports pour les engagements non réglés, lancement d'un système de gestion électronique des contrats pour la soumission des demandes de financement du personnel et élaboration d'un tableau de bord pour le suivi des financements.





# Annexes

# ANNEXE I

## ÉVALUATIONS DE 2020

### Évaluation et performance

Pour toutes les interventions de l'ITC, l'évaluation constitue un instrument essentiel pour rendre compte des résultats obtenus et pour promouvoir l'apprentissage organisationnel. L'Unité d'évaluation indépendante (IEU) est le dépositaire de la fonction d'évaluation de l'ITC. Cette unité gère directement les évaluations et les examens et fournit des services consultatifs sur les questions d'évaluation au sein de l'organisation.

En 2020, 11 évaluations et 29 rapports d'achèvement de projet ont été réalisés. Sur les 11 évaluations, l'IEU en a géré trois, les chefs de projet respectifs trois et les bailleurs de fonds cinq. En réponse à la pandémie de COVID-19 et aux restrictions de voyage associées, l'IEU a conçu des évaluations s'appuyant en grande partie sur des méthodes de collecte de données à distance ou a recruté des consultants en évaluation dans la région où la collecte de données devait se faire. Pour soutenir une planification et une mise en œuvre souples fondées sur des éléments factuels, l'IEU a étudié des approches de suivi-évaluation permettant une collecte plus rapide d'informations et de retours d'expérience, une démarche qui s'est avérée particulièrement importante en temps de crise.

Pour renforcer la culture et les compétences d'évaluation au sein de l'organisation, l'IEU a lancé un cours en ligne destiné à fournir des informations interactives au personnel sur les processus d'évaluation. De plus, l'IEU a offert au personnel des sessions de formation virtuelles sur les rapports d'évaluation et les rapports d'achèvement de projet.

L'IEU a contribué aux travaux du Groupe des Nations Unies pour l'évaluation (GNUE), aussi bien au niveau de son comité directeur exécutif que de ses travaux thématiques sur le genre, le handicap et les droits humains, les ODD et l'éthique. Plus particulièrement, l'IEU a fait partie de l'équipe d'auteurs qui a rédigé la révision [des directives du GNUE sur l'éthique dans les évaluations](#) et a contribué à la rédaction de [la métasynthèse établie par le GNUE sur les évaluations des Plans-cadres des Nations Unies pour l'aide au développement \(PNUD\) sous le prisme du genre](#).

En outre, l'ITC a participé à quatre examens à l'échelle du système menés par le Corps commun d'inspection (CCI), l'organe de contrôle indépendant du système des Nations Unies. Ces examens portaient sur des sujets tels que les politiques et les plateformes à l'appui de l'apprentissage, la gestion des risques institutionnels, l'intégration de la durabilité environnementale dans les organismes des Nations Unies et le soutien aux pays en développement sans littoral (PDSL) pour mettre en œuvre le Programme d'action de Vienne.

### Faits saillants concernant les évaluations en 2020

#### Rapport annuel de synthèse d'évaluation (AESR) 2020

L'AESR présente les conclusions clés et les principaux enseignements tirés des évaluations et des rapports d'achèvement de projet. Dans l'ensemble, le rapport conclut que l'ITC représente un investissement judicieux. Les projets de l'ITC sont bien alignés sur le cadre de résultats de l'organisation, mais des théories du changement plus détaillées pourraient soutenir leur mise en œuvre et renforcer le suivi et l'évaluation des résultats. De plus, compte tenu de l'importance de la gestion et de la coordination des projets sur le terrain, il est nécessaire de mieux s'aligner sur la réforme des Nations Unies en cours au niveau des pays. La haute direction de l'ITC a pleinement accepté les recommandations de l'AESR et y a donné suite.

#### Utilité de l'évaluation à l'ITC

En complément de l'AESR, l'IEU a également publié un rapport sur l'utilité de l'évaluation à l'ITC pour se faire une idée de l'utilité perçue de l'évaluation au sein de l'organisation et pour déterminer les domaines à améliorer. Dans l'ensemble, la grande majorité des personnes interrogées étaient satisfaites de la fonction d'évaluation, la qualité des évaluations étant perçue comme ayant été améliorée. Il reste cependant nécessaire de renforcer la prise de conscience quant aux avantages et aux opportunités d'apprentissage qu'offrent les évaluations.

#### Examens de la durabilité

L'IEU a élaboré une méthode d'évaluation de la durabilité des résultats des projets achevés. Elle a réalisé à titre expérimental ces examens pour trois projets qui se sont achevés trois à quatre ans plus tôt et qui étaient axés sur différents groupes cibles. Dans l'ensemble, les résultats ont été positifs, car dans tous ces projets, les activités menées ont eu un impact positif durable, bien qu'à des degrés divers. Des défis se sont également fait jour, principalement en fonction de la nature des projets. Il s'agissait notamment de la durabilité limitée du renforcement des capacités pour améliorer la performance organisationnelle en cas de rotation élevée du personnel.

## ANNEXE II

## COOPÉRATION TECHNIQUE DE L'ITC PAR RÉGION ET PAR DOMAINE D'INTERVENTION

PAYS/RÉGION	PMA	PAYS PRIORITAIRES	INTITULÉ DU PROJET	DOMAINE	DOMAINE	DOMAINE	DOMAINE	DOMAINE	DOMAINE	7 INSTITUTIONNEL	POURVOYEURS DE FONDS	BUDGET DE 2020 (000 USD)	EXÉCUTION EN 2020 (000 USD)	% D'EXÉCUTION	
				D'INTERVENTION 1	D'INTERVENTION 2	D'INTERVENTION 3	D'INTERVENTION 4	D'INTERVENTION 5	D'INTERVENTION 6						
Afghanistan	■	■	Afghanistan : Assistance liée au commerce (A764)	■	■						Union européenne	42	232	555 %	
			Afghanistan : Initiative pour une mode de vie éthique pour la réinsertion économique des rapatriés et des déplacés internes (B439)						■			Union européenne	2 428	1 923	79 %
			Afghanistan : Promotion du commerce (Phase II) (B946)		■	■	■	■				Guichet 1 de l'ITF (BDF)	-	43	
Albanie			Appui à la facilitation des échanges entre les parties à l'Accord de libre-échange centre-européen (ALECE) (B444)		■					■	Union européenne	4	6	146 %	
			ALECE : Appui à l'intégration régionale (B973)		■						■	Allemagne	-	12	
Algérie			Région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA) : Série de diffusion de connaissances sur l'entrepreneuriat dans le commerce électronique (B998)							■	Banque mondiale	-	7		
Antigua-et-Barbuda	■		Caraïbes : Développement de produits à valeur ajoutée et du commerce intrarégional pour améliorer les moyens de subsistance générés par la noix de coco II (B407)							■	Union européenne	107	143	134 %	
			Forum caribéen (CARIFORUM) : Programme de partenariats commerciaux du Royaume-Uni (B900)		■						■	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	79	32	41 %
			Information commerciale : Programme de partenariats commerciaux du Royaume-Uni (B906)		■							Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	74	28	38 %
Arabie saoudite			Arabie saoudite : Développement de la filière dattes en région Médina (AFTIAS) (B605)							■	Société islamique internationale de financement du commerce	142	111	78 %	
Arménie	■		Partenariat oriental : Ready to Trade - une initiative EU4Business (B252)							■	Union européenne	372	365	98 %	
			Informations commerciales pour les pays du Partenariat oriental (B802)		■							Union européenne	95	66	70 %
Azerbaïdjan	■		Partenariat oriental : Ready to Trade - une initiative EU4Business (B252)							■	Union européenne	372	365	98 %	
			Informations commerciales pour les pays du Partenariat oriental (B802)		■								95	66	70 %
Bahamas		■	Information commerciale : Programme de partenariats commerciaux du Royaume-Uni (B906)		■						Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	74	28	38 %	
Bahreïn		■	Bâtir le Bahreïn des exportations (B815)							■	Tamkeen (fonds pour l'emploi de Bahreïn)	237	135	57 %	
Bangladesh	■	■	Programme du Commonwealth SheTrades (B578)								Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	822	1 058	129 %	
			Programme sur les mesures non tarifaires (Guichet 1) (B626)		■							Guichet 1 de l'ITF	84	83	100 %
			Amélioration de la transparence et de la traçabilité des filières de textiles durables (B893)								■	Union européenne	18	13	76 %
Barbade	■		Caraïbes : Développement de produits à valeur ajoutée et du commerce intrarégional pour améliorer les moyens de subsistance générés par la noix de coco II (B407)							■	Union européenne	107	143	134 %	
			Information commerciale : Programme de partenariats commerciaux du Royaume-Uni (B906)		■							Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	74	28	38 %
Bélarus			Partenariat oriental : Ready to Trade - une initiative EU4Business (B252)							■	Union européenne	372	365	98 %	
			Informations commerciales pour les pays du Partenariat oriental (B802)		■							Union européenne	95	66	70 %
Belize	■		Caraïbes : Développement de produits à valeur ajoutée et du commerce intrarégional pour améliorer les moyens de subsistance générés par la noix de coco II (B407)							■	Union européenne	107	143	134 %	
			Information commerciale : Programme de partenariats commerciaux du Royaume-Uni (B906)		■							Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	74	28	38 %

PAYS/RÉGION	PMA	PAYS PRIORITAIRES	INTITULÉ DU PROJET	7 INSTITUTIONNEL						POURVOYEURS DE FONDS	BUDGET DE 2020 (000 USD)	EXÉCUTION EN 2020 (000 USD)	% D'EXÉCUTION
				DOMAINE D'INTERVENTION 1	DOMAINE D'INTERVENTION 2	DOMAINE D'INTERVENTION 3	DOMAINE D'INTERVENTION 4	DOMAINE D'INTERVENTION 5	DOMAINE D'INTERVENTION 6				
Bénin	■	■	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) : Projet de promotion des entreprises et des exportations en Afrique de l'Ouest (WABEP) (B537)	■	■	■	■	■	■	Union européenne	85	50	59 %
			Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) : Renforcement des capacités productives et des alliances de la chaîne de valeur (B807)				■	■		Union européenne	176	101	58 %
			Guichet 1 de l'ITF	2	-	0 %							
			Accélération de l'entrepreneuriat numérique en Afrique - Phase 1 (B898)				■			Guichet 1 de l'ITF	42	71	170 %
Bhoutan	■	■	Appui au commerce pour le Bhoutan (B382)		■	■			Union européenne	1 331	942	71 %	
Bosnie-Herzégovine			Appui à la facilitation des échanges entre les parties de l'ALECE (B444)		■			■	Union européenne	4	6	146 %	
			ALECE : Appui à l'intégration régionale (B973)		■			■		Allemagne	-	12	
Burkina Faso	■	■	Burkina Faso et Mali : Création d'emplois équitables et développement durable de microentreprises dans les chaînes de valeur liées au secteur du « lifestyle » (B276)				■	■		Union européenne	1 505	1 126	75 %
			CEDEAO : Projet de promotion des entreprises et des exportations en Afrique de l'Ouest (WABEP) (B537)	■	■	■	■	■		Union européenne	85	50	59 %
			Programme sur les mesures non tarifaires (Guichet 1) (B626)		■					Guichet 1 de l'ITF	91	91	100 %
			Facilitation des échanges (B628)		■					Guichet 1 de l'ITF	166	163	98 %
			Programme pour les communautés pauvres et le commerce (B649)					■		Guichet 1 de l'ITF	16	15	94 %
			ACP : Renforcement des capacités productives et des alliances de la chaîne de valeur (B807)					■	■		Union européenne	176	101
Burundi	■	■	Programme d'amélioration de l'accès de la Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC) aux marchés de l'Union européenne (UE) (MARKUP UE-CAE) (B383)		■	■	■		Union européenne	736	938	128 %	
			Burundi : MARKUP (B718)			■	■	■		Union européenne	627	553	88 %
Cabo Verde		■	CEDEAO : WABEP (B537)	■	■	■	■	■	Union européenne	85	50	59 %	
Cambodge	■	■	Amélioration de la transparence et de la traçabilité des filières de textiles durables (B893)					■	Union européenne	18	13	76 %	
Cameroun	■	■	ACP : Renforcement des capacités productives et des alliances de la chaîne de valeur (B807)				■	■		Union européenne	176	101	58 %
			Guichet 1 de l'ITF	2	-	0 %							
			Cameroun : Programme de partenariats commerciaux du Royaume-Uni (B899)	■			■			Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	543	280	52 %
			Information commerciale : Programme de partenariats commerciaux du Royaume-Uni (B906)	■						Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	147	56	38 %
Chine			Gestion de programmes : Programme de partenariats commerciaux du Royaume-Uni (B908)	■			■		Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	97	98	101 %	
			Amélioration de la transparence et de la traçabilité des filières de textiles durables (B893)					■		Union européenne	177	134	76 %
Colombie		■	Projet PUEDE de Colombie : Paix et unité grâce à un développement et un commerce productifs (B599)	■			■	■	Union européenne	890	539	61 %	
Comores	■	■	Comores : Programme de partenariats commerciaux du Royaume-Uni (B901)	■			■			Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	334	254	76 %
			Information commerciale : Programme de partenariats commerciaux du Royaume-Uni (B906)	■						Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	74	28	38 %
			Gestion de programmes : Programme de partenariats commerciaux du Royaume-Uni (B908)	■			■			Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	97	98	101 %
			Comores : Amélioration du dialogue public-privé et des systèmes de gestion de la qualité pour tirer parti de l'Accord de partenariat économique avec l'UE (B963)	■	■	■				Guichet 1 de l'ITF (BDF)	-	10	
			Programme pour les communautés pauvres et le commerce (B649)					■		Guichet 1 de l'ITF	24	23	94 %
Congo, République démocratique du	■	■	Initiative sur le commerce transfrontalier du Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA) : Facilitation du petit commerce transfrontalier (B796)	■	■	■				COMESA	90	18	20 %
			ACP : Renforcement des capacités productives et des alliances de la chaîne de valeur (B807)				■	■		Union européenne	176	101	58 %
			Guichet 1 de l'ITF	2	-	0 %							
			RDC : Apport de valeur ajoutée au bambou, aux déchets plastiques et aux produits de style de vie pour des moyens de subsistance durables (B955)					■		Guichet 1 de l'ITF	-	23	

PAYS/RÉGION	PMA	PAYS PRIORITAIRES	INTITULÉ DU PROJET	DOMAINE	DOMAINE	DOMAINE	DOMAINE	DOMAINE	DOMAINE	7 INSTITUTIONNEL	POURVOYEURS DE FONDS	BUDGET DE 2020 (000 USD)	EXÉCUTION EN 2020 (000 USD)	% D'EXÉCUTION			
				D'INTERVENTION 1	D'INTERVENTION 2	D'INTERVENTION 3	D'INTERVENTION 4	D'INTERVENTION 5	D'INTERVENTION 6								
Costa Rica			Amérique centrale : Rapprochement des entreprises commerciales appartenant à des femmes avec le marché mondial des cadeaux et de la décoration intérieure (A314)			■	■	■			Union européenne	106	69	66 %			
Côte d'Ivoire	■		CEDEAO : Projet de promotion des entreprises et des exportations en Afrique de l'Ouest (WABEP) (B537)	■	■	■	■	■	■		Union européenne	85	50	59 %			
			Projet culturel : Initiative commerciale de construction et de partage d'identités (B542)						■			Union européenne	443	508	115 %		
			SheTrades Afrique de l'Ouest (B610)							■		Guichet 1 de l'ITF	7	9	125 %		
			Programme sur les mesures non tarifaires (Guichet 1) (B626)	■									Corée	349	318	91 %	
			Programme pour les communautés pauvres et le commerce (B649)							■			Guichet 1 de l'ITF	84	83	100 %	
			Accélération de l'entrepreneuriat numérique en Afrique - Phase 1 (B898)							■			Guichet 1 de l'ITF	16	15	94 %	
			Côte d'Ivoire : Programme de partenariats commerciaux du Royaume-Uni (B902)	■						■				Guichet 1 de l'ITF	42	71	170 %
			Information commerciale : Programme de partenariats commerciaux du Royaume-Uni (B906)	■										Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	-	337	
			Gestion de programmes : Programme de partenariats commerciaux du Royaume-Uni (B908)	■							■			Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	74	28	38 %
			Investissements durables en Afrique (SIA) (B961)								■			Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	97	98	101 %
Programme de formation à l'exportation pour les petites et moyennes entreprises (PME) du Nigéria, du Rwanda et de la Côte d'Ivoire dans le cadre de l'Accord sur la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA) (B972)							■				Allemagne	-	29				
Cuba		■	Cuba : Fortaleciendo capacidades de inserción internacional (B830)	■		■	■	■			Guichet 1 de l'ITF (BDF)	39	0	0 %			
Curaçao		■	Curaçao : Stratégie nationale d'exportation et gestion de la mise en œuvre (B896)			■					Curaçao	293	223	76 %			
Djibouti	■		Djibouti : Projet de développement et de promotion du tourisme (A993)			■	■				Cadre intégré amélioré	-	26				
			MENA : Série de diffusion de connaissances sur l'entrepreneuriat dans le commerce électronique (B998)						■				Banque mondiale	-	7		
Dominique	■		Caraïbes : Développement de produits à valeur ajoutée et du commerce intrarégional pour améliorer les moyens de subsistance générés par la noix de coco II (B407)					■			Union européenne	107	143	134 %			
			CARIFORUM : Programme de partenariats commerciaux du Royaume-Uni (B900)	■					■				Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	79	32	41 %	
			Information commerciale : Programme de partenariats commerciaux du Royaume-Uni (B906)	■									Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	74	28	38 %	
Égypte			Projets mondiaux : Réseautage et gestion des connaissances pour le secteur mondial du textile et de l'habillement (GTEX) (B451)						■		Suisse	84	59	70 %			
			Égypte : Amélioration de la compétitivité internationale du secteur mondial du textile et de l'habillement (GTEX) et programme sur les textiles de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENATEX) (B673)							■			Suisse	334	327	98 %	
			Projet régional MENATEX : Composante régionale du Programme sur les textiles et l'habillement de la région MENA (B696)							■			Suède	334	374	112 %	
			Égypte : SheTrades (AFTIAS) (B821)					■	■	■			Suède	57	25	43 %	
			Investissements durables en Afrique (SIA) (B961)								■		Société islamique internationale de financement du commerce	167	48	29 %	
			MENA : Série de diffusion de connaissances sur l'entrepreneuriat dans le commerce électronique (B998)								■			Allemagne	-	29	
			Banque mondiale	-	7												
El Salvador		■	Amérique centrale : Rapprochement des entreprises commerciales appartenant à des femmes avec le marché mondial des cadeaux et de la décoration intérieure (A314)			■	■	■			Union européenne	112	74	66 %			
			Amélioration de la transparence et de la traçabilité des filières de textiles durables (B893)					■			Union européenne	44	34	76 %			

PAYS/RÉGION	PMA	PAYS PRIORITAIRES	INTITULÉ DU PROJET	DOMAINE	DOMAINE	DOMAINE	DOMAINE	DOMAINE	DOMAINE	7 INSTITUTIONNEL	POURVOYEURS DE FONDS	BUDGET DE 2020 (000 USD)	EXÉCUTION EN 2020 (000 USD)	% D'EXÉCUTION
				D'INTERVENTION 1	D'INTERVENTION 2	D'INTERVENTION 3	D'INTERVENTION 4	D'INTERVENTION 5	D'INTERVENTION 6					
Eswatini, Royaume d'		■	Eswatini : Promotion de la croissance par des alliances compétitives I (B978)	■			■	■			Union européenne	-	12	
											Guichet 1 de l'ITF (BDF)	-	27	
Éthiopie		■	Appui au commerce et à l'investissement indiens pour l'Afrique)(SITA)(A854)							■	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	67	447	669 %
			Partenariat pour l'investissement et la croissance en Afrique (phase principale) (B340)			■				■	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	627	385	61 %
			Programme pour les communautés pauvres et le commerce (B649)							■	Guichet 1 du Fonds d'affectation spéciale de l'ITC	16	15	94 %
		■	Développement des MPME innovantes et des chaînes de valeur grâce à des alliances dans les secteurs du cacao, du café et des cultures associées au Ghana et en Éthiopie (B794)			■	■	■			Guichet 1 de l'ITF	194	211	109 %
			Initiative pour le commerce transfrontalier du COMESA : Facilitation du petit commerce transfrontalier (B796)	■	■	■					COMESA	90	18	20 %
			Accélération de l'entrepreneuriat numérique en Afrique - Phase 1 (B898)					■			Guichet 1 de l'ITF	42	71	170 %
			Alliance pour la qualité des produits en Afrique (B928)					■	■		Allemagne	105	48	46 %
			Investissements durables en Afrique (SIA) (B961)						■		Allemagne	-	29	
Fidji			Fidji : Programme de partenariats commerciaux du Royaume-Uni (B905)	■			■				Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	752	522	69 %
		■	Information commerciale : Programme de partenariats commerciaux du Royaume-Uni (B906)	■							Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	74	28	38 %
			Gestion de programmes : Programme de partenariats commerciaux du Royaume-Uni (B908)	■			■				Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	97	98	101 %
Gabon		■	ACP : Renforcement des capacités productives et des alliances de la chaîne de valeur (B807)				■		■		Union européenne	176	101	58 %
											Guichet 1 de l'ITF	2	-	0 %
Gambie			Gambie : Projet d'autonomisation des jeunes (YEP) (B179)		■		■	■			Union européenne	2 508	1 924	77 %
			CEDEAO : WABEP (B537)	■	■	■	■		■		Union européenne	85	50	59 %
			Gambie : Emplois, compétences et financement (JSF) pour les femmes et les jeunes (B664)		■	■		■			Union européenne	1 003	720	72 %
		■	SheTrades Gambie (B751)						■		Cadre intégré amélioré	100	95	94 %
											Guichet 1 de l'ITF	142	114	80 %
											Fonds de l'OPEP pour le développement international	151	275	183 %
				Gambie : PBF, Renforcement de la réinsertion durable et globale des rapatriés (B786)				■	■			Fonds d'affectation spéciale pluripartenaires	184	124
Géorgie			Gambie : Renforcement des mécanismes d'adaptation communautaires pour atténuer les risques de conflits et réduire les tensions liées au climat (B945)						■		Fonds d'affectation spéciale pluripartenaires	251	89	35 %
			Partenariat oriental : Ready to Trade - une initiative EU4Business (B252)				■		■		Union européenne	372	365	98 %
			Informations commerciales pour les pays du Partenariat oriental (B802)	■							Union européenne	95	66	70 %



PAYS/RÉGION	PMA	PAYS PRIORITAIRES	INTITULÉ DU PROJET	DOMAINE	DOMAINE	DOMAINE	DOMAINE	DOMAINE	DOMAINE	7 INSTITUTIONNEL	POURVOYEURS DE FONDS	BUDGET DE 2020 (000 USD)	EXÉCUTION EN 2020 (000 USD)	% D'EXÉCUTION		
				D'INTERVENTION 1	D'INTERVENTION 2	D'INTERVENTION 3	D'INTERVENTION 4	D'INTERVENTION 5	D'INTERVENTION 6							
Ghana	■		CEDEAO : Projet de promotion des entreprises et des exportations en Afrique de l'Ouest (WABEP) (B537)	■	■	■	■	■			Union européenne	85	50	59 %		
			Programme du Commonwealth SheTrades (B578)						■			Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	822	1 058	129 %	
			Programme sur les mesures non tarifaires (Guichet 1) (B626)	■									Guichet 1 de l'ITF	84	83	100 %
			Le commerce au service du développement durable (T4SD) - Pôles (B694)							■			Guichet 1 de l'ITF	145	158	108 %
			Centre de formation au commerce (TTH) (B736)					■					Guichet 1 de l'ITF	260	216	83 %
			Ghana : Mise en valeur du cacao et des cultures associées à travers le projet Sankofa porté par Alliances for Action (B766)					■	■	■			Chocolats Halba/ Coop Genossenschaft	251	238	95 %
			Développement des MPME innovantes et des chaînes de valeur grâce à des alliances dans les secteurs du cacao, du café et des cultures associées au Ghana et en Éthiopie (B794)						■	■	■		Guichet 1 de l'ITF	376	409	109 %
			ACP : Renforcement des capacités productives et des alliances de la chaîne de valeur (B807)								■	■	Union européenne Guichet 1 de l'ITF	176 2	101 -	58 % 0 %
			Ghana : Programme de partenariats commerciaux du Royaume-Uni (B903)	■						■			Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	385	267	69 %
			Information commerciale : Programme de partenariats commerciaux du Royaume-Uni (B906)	■									Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	74	28	38 %
			Gestion de programmes : Programme de partenariats commerciaux du Royaume-Uni (B908)	■						■			Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	97	98	101 %
			Alliance pour la qualité des produits en Afrique (B928)							■	■		Allemagne	84	38	46 %
SIA (B961)									■	Allemagne	-	39				
Grenade	■		Caraïbes : Développement de produits à valeur ajoutée et du commerce intrarégional pour améliorer les moyens de subsistance générés par la noix de coco II (B407)						■		Union européenne	107	143	134 %		
			CARIFORUM : Programme de partenariats commerciaux du Royaume-Uni (B900)	■					■			Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	86	35	41 %	
			Information commerciale : Programme de partenariats commerciaux du Royaume-Uni (B906)	■								Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	74	28	38 %	
Guatemala	■		Amérique centrale : Rapprochement des entreprises commerciales appartenant à des femmes avec le marché mondial des cadeaux et de la décoration intérieure (A314)				■	■	■		Union européenne	112	74	66 %		
			Guatemala : Renforcement des compétences commerciales et de l'employabilité des entrepreneurs informels à la frontière de Ciudad Pedro de Alvarado (B615)					■	■			États-Unis	165	-7	-4 %	
			Amélioration de la transparence et de la traçabilité des filières de textiles durables (B893)							■		Union européenne	44	34	76 %	
Guinée	■		Guinée : Programme d'appui à l'intégration socioéconomique des jeunes (INTEGRA) (B463)				■	■	■		Union européenne	3 762	4 026	107 %		
			CEDEAO : Projet de promotion des entreprises et des exportations en Afrique de l'Ouest (WABEP) (B537)	■	■	■	■	■				Union européenne	85	50	59 %	
			Gestion du programme du Fonds fiduciaire néerlandais IV (B584)						■	■		Pays-Bas	33	36	109 %	
			Fleuve Mano : Développement de la filière cacao (Fonds fiduciaire néerlandais IV) (B586)					■	■	■		Pays-Bas	214	198	92 %	
			SheTrades Afrique de l'Ouest (B610)								■		Corée	349	318	91 %
Guinée : Relance de la filière ananas (REFILA) (B803)							■	■		ONUDI	-	53				
Guinée-Bissau	■	■	CEDEAO : WABEP (B537)	■	■	■	■	■		Union européenne	85	50	59 %			
Guyana	■		Caraïbes : Développement de produits à valeur ajoutée et du commerce intrarégional pour améliorer les moyens de subsistance générés par la noix de coco II (B407)						■		Union européenne	120	161	134 %		
			Information commerciale : Programme de partenariats commerciaux du Royaume-Uni (B906)	■								Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	74	28	38 %	

PAYS/RÉGION	PMA	PAYS PRIORITAIRES	INTITULÉ DU PROJET	DOMAINE	DOMAINE	DOMAINE	DOMAINE	DOMAINE	DOMAINE	7 INSTITUTIONNEL	POURVOYEURS DE FONDS	BUDGET DE 2020 (000 USD)	EXÉCUTION EN 2020 (000 USD)	% D'EXÉCUTION
				D'INTERVENTION 1	D'INTERVENTION 2	D'INTERVENTION 3	D'INTERVENTION 4	D'INTERVENTION 5	D'INTERVENTION 6					
Haïti	■	■	Haïti : Étude de faisabilité des exportations de mangue, de produits d'horticulture et de céréales (B964)				■		■		Cadre intégré amélioré	-	53	
Honduras			Amérique centrale : Rapprochement des entreprises commerciales appartenant à des femmes avec le marché mondial des cadeaux et de la décoration intérieure (A314)			■	■	■			Union européenne	112	74	66 %
			Amélioration de la transparence et de la traçabilité des filières de textiles durables (B893)						■		Union européenne	44	34	76 %
Inde			Appui au commerce et à l'investissement indiens pour l'Afrique)(SITA)(A854)							■	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	84	559	669 %
			Amélioration de la transparence et de la traçabilité des filières de textiles durables (B893)						■		Union européenne	89	67	76 %
Indonésie			Amélioration de la transparence et de la traçabilité des filières de textiles durables (B893)						■		Union européenne	18	13	76 %
Iran, République islamique d'			Projet culturel : Initiative commerciale de construction et de partage d'identités (B542)							■	Union européenne	148	169	115 %
			Programme pour les communautés pauvres et le commerce (B649)							■	Guichet 1 de l'ITF	2	3	125 %
			Iran : Aspects techniques Assistance liée au commerce (B782)	■	■				■		Union européenne	2 160	834	39 %
Iraq		■	Iraq : Renforcement de la chaîne de valeur agricole et agroalimentaire et amélioration de la politique commerciale (B960)		■			■	■		Union européenne	-	232	
											Guichet 1 de l'ITF (BDF)	26	23	89 %
Jamaïque			Caraiïbes : Développement de produits à valeur ajoutée et du commerce intrarégional pour améliorer les moyens de subsistance générés par la noix de coco II (B407)						■		Union européenne	134	179	134 %
			ACP : Renforcement des capacités productives et des alliances de la chaîne de valeur (B807)						■	■	Union européenne	176	101	58 %
											Guichet 1 de l'ITF	2	-	0 %
		■	CARIFORUM : Programme de partenariats commerciaux du Royaume-Uni (B900)	■				■			Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	143	58	41 %
			Information commerciale : Programme de partenariats commerciaux du Royaume-Uni (B906)	■							Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	74	28	38 %
Jordanie			Gestion de programmes : Programme de partenariats commerciaux du Royaume-Uni (B908)	■				■			Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	106	107	101 %
			Jordanie : Projet Commerce contre emploi : Amélioration de l'environnement des affaires pour les PME grâce à la facilitation des échanges (B639)		■						Allemagne	502	372	74 %
		■	Projet régional MENATEX : Composante régionale du Programme sur les textiles et l'habillement de la région MENA (B696)						■		Suède	57	25	43 %
			Jordanie : Amélioration de la compétitivité internationale du secteur du textile et de l'habillement (MENATEX) (B811)						■		Suède	418	376	90 %
Kazakhstan			MENA : Série de diffusion de connaissances sur l'entrepreneuriat dans le commerce électronique (B998)						■		Banque mondiale	-	7	
			Asie centrale : Ready4Trade (B723)		■		■				Union européenne	683	760	111 %
		■	Portail d'informations commerciales de l'Asie centrale (CATI) (B784)	■				■			PNUD	10	7	69 %

PAYS/RÉGION	PMA	PAYS PRIORITAIRES	INTITULÉ DU PROJET	DOMAINE	DOMAINE	DOMAINE	DOMAINE	DOMAINE	DOMAINE	7 INSTITUTIONNEL	POURVOYEURS DE FONDS	BUDGET DE 2020 (000 USD)	EXÉCUTION EN 2020 (000 USD)	% D'EXÉCUTION		
				D'INTERVENTION 1	D'INTERVENTION 2	D'INTERVENTION 3	D'INTERVENTION 4	D'INTERVENTION 5	D'INTERVENTION 6							
Kenya	■		Appui au commerce et à l'investissement indiens pour l'Afrique)(SITA)(A854)							■	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	67	447	669 %		
			Partenariat pour l'investissement et la croissance en Afrique (phase principale) (B340)				■				■	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	627	385	61 %	
			MARKUP UE-CAE (B383)		■		■					■	Union européenne	736	938	128 %
			Projet culturel : Initiative commerciale de construction et de partage d'identités (B542)									■	Union européenne	419	480	115 %
													Guichet 1 de l'ITF	7	8	125 %
			Programme du Commonwealth SheTrades (B578)									■	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	822	1 058	129 %
			Programme pour les communautés pauvres et le commerce (B649)									■	Guichet 1 de l'ITF	16	15	94 %
			Le commerce au service du développement durable (T4SD) - Pôles (B694)									■	Guichet 1 de l'ITF	145	158	108 %
			Kenya : Aide au commerce pour les réfugiés grâce au modèle d'agents numériques (B776)									■	Conseil norvégien pour les réfugiés	-	53	
			Initiative pour le commerce transfrontalier du COMESA : Facilitation du petit commerce transfrontalier (B796)		■	■	■						COMESA	90	18	20 %
			ACP : Renforcement des capacités productives et des alliances de la chaîne de valeur (B807)								■	■	Union européenne	176	101	58 %
										Guichet 1 de l'ITF	2	-	0 %			
Compétences de haut niveau - RESI (B839)									■	Guichet 1 de l'ITF	50	38	77 %			
Initiative pour l'emploi et les compétences des réfugiés : Mise en place de solutions pour les réfugiés somaliens dans un scénario de déplacement prolongé fragile (RESI Dadaab II) (B864)										■	Japon	125	80	64 %		
										■	Conseil norvégien pour les réfugiés	188	154	82 %		
											Japon	-	63			
Kirghizistan	■		Projets mondiaux : Réseautage et gestion des connaissances pour le secteur du textile et de l'habillement (GTEX) (B451)							■	Suisse	84	59	70 %		
			Kirghizistan : Amélioration de la compétitivité internationale du secteur du textile et de l'habillement (GTEX) (B676)				■	■				Suisse	313	236	75 %	
			Asie centrale : Ready4Trade (R4TCA) (B723)			■		■				Union européenne	683	760	111 %	
			Portail d'informations commerciales de l'Asie centrale (CATI) (B784)		■			■				PNUD	10	7	69 %	
Lesotho	■	■	Lesotho : Programme national de mise en œuvre de la politique commerciale et élaboration de la feuille de route de la stratégie nationale d'exportation (B808)		■	■	■				Cadre intégré amélioré	56	48	85 %		
Liban	■		Liban : Compétitivité à l'exportation des PME dans les secteurs de l'informatique et des noix (AfTIAS) (B607)				■	■			Société islamique internationale de financement du commerce	-	16			
			Liban : Commerce électronique pour les femmes entrepreneurs (B820)						■	■		Banque mondiale	100	4	4 %	
			Liban : Création d'emplois durables et génération de revenus stables (B870)							■	■	Japon	90	172	191 %	
			MENA : Série de diffusion de connaissances sur l'entrepreneuriat dans le commerce électronique (B998)								■		Banque mondiale	-	8	
Libéria	■		CEDEAO : Projet de promotion des entreprises et des exportations en Afrique de l'Ouest (WABEP) (B537)	■	■	■	■	■			Union européenne	85	50	59 %		
			Libéria : Développement du secteur du tourisme axé sur le surf et les destinations (B555)							■		Cadre intégré amélioré	341	121	35 %	
			Gestion du programme du Fonds fiduciaire néerlandais IV (B584)							■	■	Pays-Bas	33	36	109 %	
			Fleuve Mano : Développement de la filière cacao (Fonds fiduciaire néerlandais IV) (B586)					■	■	■			Pays-Bas	260	241	92 %
			SheTrades Afrique de l'Ouest (B610)								■		Corée	349	318	91 %
			ACP : Renforcement des capacités productives et des alliances de la chaîne de valeur (B807)						■	■	Union européenne	176	101	58 %		
										Guichet 1 de l'ITF	2	-	0 %			

PAYS/RÉGION	PMA	PAYS PRIORITAIRES	INTITULÉ DU PROJET	DOMAINE D'INTERVENTION						7 INSTITUTIONNEL	POURVOYEURS DE FONDS	BUDGET DE 2020 (000 USD)	EXÉCUTION EN 2020 (000 USD)	% D'EXÉCUTION
				1	2	3	4	5	6					
Libye			Libye : Académie commerciale (B409)			■		■		France	-	18		
	■		Libye : Accroissement de la transparence commerciale grâce au service d'assistance commerciale EuroMed (B951)	■						France	92	15	16 %	
Macédoine du Nord		■	Appui à la facilitation des échanges entre les parties de l'ALECE (B444)		■				■	Union européenne	5	7	146 %	
			ALECE : Appui à l'intégration régionale (B973)		■				■	Allemagne	-	12		
Madagascar	■		Madagascar : Programme de partenariats commerciaux du Royaume-Uni (B904)	■			■			Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	418	381	91 %	
		■	Information commerciale : Programme de partenariats commerciaux du Royaume-Uni (B906)	■						Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	74	28	38 %	
			Gestion de programmes : Programme de partenariats commerciaux du Royaume-Uni (B908)	■			■			Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	97	98	101 %	
Malawi	■	■	Initiative pour le commerce transfrontalier du COMESA : Facilitation du petit commerce transfrontalier (B796)	■	■	■				COMESA	90	18	20 %	
Mali			Burkina Faso et Mali : Création d'emplois équitables et développement durable de microentreprises dans les chaînes de valeur liées au secteur du « lifestyle » (B276)				■	■		Union européenne	1 003	751	75 %	
			CEDEAO : WABEP (B537)	■	■	■	■	■		Union européenne	85	50	59 %	
		■	Projet culturel : Initiative commerciale de construction et de partage d'identités (B542)					■		Union européenne Guichet 1 de l'ITF	345 6	395 7	115 % 125 %	
			Programme sur les mesures non tarifaires (Guichet 1) (B626)	■						Guichet 1 de l'ITF	84	83	100 %	
			Facilitation des échanges (B628)		■					Guichet 1 de l'ITF	166	163	98 %	
			Programme pour les communautés pauvres et le commerce (B649)					■		Guichet 1 de l'ITF	16	15	94 %	
			Accélération de l'entrepreneuriat numérique en Afrique - Phase 1 (B898)				■			Guichet 1 de l'ITF	42	71	170 %	
Maroc			Projets mondiaux : Réseautage et gestion des connaissances pour le secteur du textile et de l'habillement (GTEx) (B451)				■			Suisse	84	59	70 %	
			Maroc : Amélioration de la compétitivité internationale du secteur du textile et de l'habillement (GTEx/MENATEX) (B674)				■			Suisse Suède	418 334	554 423	133 % 126 %	
			Projet régional MENATEX : Composante régionale du Programme sur les textiles et l'habillement de la région MENA (B696)				■			Suède	57	25	43 %	
			SheTrades Maroc (B937)				■	■	■	Société islamique internationale de financement du commerce	167	16	10 %	
			Investissements durables en Afrique (SIA) (B961)					■		Allemagne	-	29		
			MENA : Série de diffusion de connaissances sur l'entrepreneuriat dans le commerce électronique (B998)				■			Banque mondiale	-	7		
	Maurice		■	Information commerciale : Programme de partenariats commerciaux du Royaume-Uni (B906)	■					Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	74	28	38 %	
Mauritanie	■	■	CEDEAO : WABEP (B537)	■	■	■	■	■		Union européenne	85	50	59 %	
Mexique			Amélioration de la transparence et de la traçabilité des filières de textiles durables (B893)					■		Union européenne	44	34	76 %	
Moldova, République de		■	Partenariat oriental : Ready to Trade - une initiative EU4Business (B252)				■	■		Union européenne	372	365	98 %	
			Appui à la facilitation des échanges entre les parties de l'ALECE (B444)		■				■	Union européenne	4	6	146 %	
			Informations commerciales pour les pays du Partenariat oriental (B802)	■						Union européenne	119	83	70 %	
Monténégro			Appui à la facilitation des échanges entre les parties de l'ALECE (B444)		■				■	Union européenne	4	6	146 %	
			ALECE - Appui à l'intégration régionale (B973)		■				■	Allemagne	-	12		

PAYS/RÉGION	PMA	PAYS PRIORITAIRES	INTITULÉ DU PROJET	DOMAINE D'INTERVENTION						7 INSTITUTIONNEL	POURVOYEURS DE FONDS	BUDGET DE 2020 (000 USD)	EXÉCUTION EN 2020 (000 USD)	% D'EXÉCUTION		
				1	2	3	4	5	6							
Mozambique	■	■	Partenariat pour l'investissement et la croissance en Afrique (phase principale) (B340)			■					Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	627	385	61 %		
Myanmar	■	■	Myanmar : Développement du tourisme inclusif avec un accent mis sur l'État de Kayah (consolidation) et Tanintharyi (extension) (Fonds fiduciaire néerlandais IV) (B386)						■		Pays-Bas	669	591	88 %		
			Projet de commerce et d'investissement au Myanmar (TIP) (B494)	■	■	■						Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	1 547	1 338	87 %	
			Myanmar : Amélioration de l'offre horticole et tourisme durable pour développer les liens commerciaux (B566)					■				Suisse	462	306	66 %	
			Myanmar : Assistance technique liée au commerce (ARISE+ Myanmar) (B567)							■		Union européenne	1 505	1 431	95 %	
			Gestion du programme du Fonds fiduciaire néerlandais IV (B584)						■	■		Pays-Bas	42	45	109 %	
Népal	■	■	Programme sur les mesures non tarifaires (Guichet 1) (B626)	■							Guichet 1 de l'ITF	84	83	100 %		
			Programme pour les communautés pauvres et le commerce (B649)							■		Guichet 1 de l'ITF	16	15	94 %	
			Le commerce au service du développement durable (T4SD) - Pôles (B694)							■		Guichet 1 de l'ITF	137	148	108 %	
			Aide liée au commerce au Népal (B731)		■	■	■					Union européenne	-	531		
Nicaragua			Amérique centrale : Rapprochement des entreprises commerciales appartenant à des femmes avec le marché mondial des cadeaux et de la décoration intérieure (A314)			■	■	■			Union européenne	112	74	66 %		
			Amélioration de la transparence et de la traçabilité des filières de textiles durables (B893)							■		Union européenne	44	34	76 %	
Niger	■	■	CEDEAO : Projet de promotion des entreprises et des exportations en Afrique de l'Ouest (WABEP) (B537)	■	■	■	■	■			Union européenne	85	50	59 %		
			Programme sur les mesures non tarifaires (Guichet 1) (B626)	■								Guichet 1 de l'ITF	84	83	100 %	
			Facilitation des échanges (B628)					■				Guichet 1 de l'ITF	166	163	98 %	
			Niger : Développement de la chaîne de valeur de l'huile cosmétique de Marula pour l'exportation (B979)								■		Guichet 1 de l'ITF (BDF)	-	18	
Nigéria		■	CEDEAO : Projet de promotion des entreprises et des exportations en Afrique de l'Ouest (WABEP) (B537)	■	■	■	■	■			Union européenne	142	83	59 %		
			Programme du Commonwealth SheTrades (B578)							■		Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	822	1 058	129 %	
			Programme de formation à l'exportation au titre de la ZLECA à l'intention des PME du Nigéria, du Rwanda et de la Côte d'Ivoire (B972)							■		Banque africaine d'import-export	-	32		
			SheTrades Nigéria : Amélioration des moyens de subsistance des femmes dans les chaînes de valeur agricoles (C020)								■		Guichet 1 de l'ITF (BDF)	-	11	
Ouganda	■	■	Appui au commerce et à l'investissement indiens pour l'Afrique(SITA)(A854)							■	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	67	447	669 %		
			Programme d'amélioration de l'accès aux marchés UE-EAC - MARKUP (B383)		■		■		■			Union européenne	736	938	128 %	
			Ouganda : Développement des exportations de services informatiques et services basés sur l'informatique (Fonds fiduciaire néerlandais IV) (B387)					■	■			Pays-Bas	385	459	119 %	
			Projet culturel : Initiative commerciale de construction et de partage d'identités (B542)								■	Union européenne	394	452	115 %	
			Gestion du programme du Fonds fiduciaire néerlandais IV (B584)						■	■		Pays-Bas	33	36	109 %	
			Programme pour les communautés pauvres et le commerce (B649)								■		Guichet 1 de l'ITF	16	15	94 %
			Ouganda : Projet de développement de l'artisanat et du secteur des objets de souvenir (HSDP) (B764)					■	■	■			Cadre intégré amélioré	151	126	84 %
			PMA africains : Développement des sous-produits du coton (B968)							■			Guichet 1 de l'ITF (BDF)	-	6	

PAYS/RÉGION	PMA	PAYS PRIORITAIRES	INTITULÉ DU PROJET	DOMAINE	DOMAINE	DOMAINE	DOMAINE	DOMAINE	DOMAINE	7 INSTITUTIONNEL	POURVOYEURS DE FONDS	BUDGET DE 2020 (000 USD)	EXÉCUTION EN 2020 (000 USD)	% D'EXÉCUTION		
				D'INTERVENTION 1	D'INTERVENTION 2	D'INTERVENTION 3	D'INTERVENTION 4	D'INTERVENTION 5	D'INTERVENTION 6							
Ouzbékistan	■		Projet culturel : Initiative commerciale de construction et de partage d'identités (B542)						■		Union européenne	370	423	115 %		
			Guichet 1 de l'ITF	6	7	125 %										
			Programme pour les communautés pauvres et le commerce (B649)								■		Guichet 1 de l'ITF	16	15	94 %
			Asie centrale : Ready4Trade (R4TCA) (B723)		■		■						Union européenne	683	760	111 %
			CATI (B784)	■			■						PNUD	10	7	69 %
			Ouzbékistan : Facilitation du processus d'accès à l'OMC (B915)		■						Union européenne	-	551			
Pakistan	■		Pakistan : Croissance pour le développement et le progrès durable des zones rurales (GRASP)(B466)		■		■	■			Union européenne	5 852	3 761	64 %		
			Guichet 1 de l'ITF	88	46	53 %										
			Amélioration de la transparence et de la traçabilité des filières de textiles durables (B893)								■		Union européenne	18	13	76 %
			Pakistan : Mobilisation des recettes pour l'investissement et le commerce (ReMIT) (B938)		■								Guichet 1 de l'ITF (BDF)	41	38	93 %
										Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	-	636				
Palestine, État de	■		État de Palestine : Réforme et développement des marchés, des chaînes de valeur et des organisations de producteurs (B580)	■			■	■			FAO	213	183	86 %		
			Guichet 1 de l'ITF	25	54	217 %										
			État de Palestine : Amélioration de l'emploi des réfugiés et des jeunes à Gaza (B868)			■	■	■			Japon	25	54	217 %		
Panama			Amérique centrale : Rapprochement des entreprises commerciales appartenant à des femmes avec le marché mondial des cadeaux et de la décoration intérieure (A314)				■	■	■		Union européenne	106	69	66 %		
Papouasie-Nouvelle-Guinée	■		ACP : Renforcement des capacités productives et des alliances de la chaîne de valeur (B807)					■		■	Union européenne	176	101	58 %		
			Guichet 1 de l'ITF	2	-	0 %										
			Information commerciale : Programme de partenariats commerciaux du Royaume-Uni (B906)	■									Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	74	28	38 %
			Gestion de programmes : Programme de partenariats commerciaux du Royaume-Uni (B908)	■				■					Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	97	98	101 %
			PNG : Programme de partenariats commerciaux du Royaume-Uni (B967)	■	■	■	■	■			Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	334	150	45 %		
Paraguay	■		Global Trade Helpdesk (B572)	■							Suisse	21	29	138 %		
			Qatar Development Bank	18	21	119 %										
Pérou			Le commerce au service du développement durable (T4SD) - Pôles (B694)						■		Guichet 1 de l'ITF	145	158	108 %		
			PromPeru - Benchmarking institutionnel (B990)			■						PromPeru	-	18		
Qatar			Global Trade Helpdesk (B572)	■							Suisse	43	59	138 %		
			Qatar Development Bank	35	42	119 %										
			Qatar : Initiative des codes à barres pour le développement du commerce des PME (B743)						■			Qatar Development Bank	2	-	0 %	
République centrafricaine	■	■	République centrafricaine : Programme d'appui à la promotion de l'entrepreneuriat en milieu urbain et rural (PAPEUR) (B867)		■		■	■		Union européenne	-	377				
République démocratique populaire lao	■		RDP lao : Appui à l'intégration régionale de l'ASEAN (Laos-ARISE Plus) (B505)		■		■		■		Union européenne	1 743	1 210	69 %		
			Guichet 1 de l'ITF	20	-	0 %										
			Le commerce au service du développement durable (T4SD) - Pôles (B694)							■		Guichet 1 de l'ITF	137	148	108 %	
			Mécanisme systématique pour un commerce plus sûr (SYMST) (B695)	■		■	■	■			Union européenne	589	178	30 %		

PAYS/RÉGION	PMA	PAYS PRIORITAIRES	INTITULÉ DU PROJET	DOMAINE	DOMAINE	DOMAINE	DOMAINE	DOMAINE	DOMAINE	7 INSTITUTIONNEL	POURVOYEURS DE FONDS	BUDGET DE 2020 (000 USD)	EXÉCUTION EN 2020 (000 USD)	% D'EXÉCUTION		
				D'INTERVENTION 1	D'INTERVENTION 2	D'INTERVENTION 3	D'INTERVENTION 4	D'INTERVENTION 5	D'INTERVENTION 6							
République dominicaine	■		Caraïbes : Développement de produits à valeur ajoutée et du commerce intrarégional pour améliorer les moyens de subsistance générés par la noix de coco II (B407)					■			Union européenne	120	161	134 %		
			ACP : Renforcement des capacités productives et des alliances de la chaîne de valeur (B807)					■		■		Union européenne	176	101	58 %	
			CARIFORUM : Programme de partenariats commerciaux du Royaume-Uni (B900)	■					■				Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	143	58	41 %
			Information commerciale : Programme de partenariats commerciaux du Royaume-Uni (B906)	■									Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	74	28	38 %
Rwanda	■		Appui au commerce et à l'investissement indiens pour l'Afrique) (SITA)(A854)							■	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	67	447	669 %		
			Programme d'amélioration de l'accès aux marchés UE-EAC - MARKUP (B383)		■			■		■		Union européenne	736	938	128 %	
			Accélération de l'entrepreneuriat numérique en Afrique - Phase 1 (B898)						■			Guichet 1 de l'ITF	42	71	170 %	
			Alliance pour la qualité des produits en Afrique (B928)					■	■			Allemagne	21	10	46 %	
			SheTrades Rwanda (B950)					■	■			Cadre intégré amélioré	-	36		
			Investissements durables en Afrique (SIA) (B961)							■		Allemagne	-	29		
			Programme de formation à l'exportation au titre de la ZLECA à l'intention des PME du Nigéria, du Rwanda et de la Côte d'Ivoire (B972)				■						Banque africaine d'import-export	-	31	
Saint-Kitts-et-Nevis	■		Information commerciale : Programme de partenariats commerciaux du Royaume-Uni (B906)	■							Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	74	28	38 %		
Sainte-Lucie	■		Sainte-Lucie : Renforcement de l'infrastructure institutionnelle pour la promotion des exportations (A332)	■	■	■	■				Agence de promotion des exportations commerciales de Sainte-Lucie (TEPA)	197	19	10 %		
			Caraïbes : Développement de produits à valeur ajoutée et du commerce intrarégional pour améliorer les moyens de subsistance générés par la noix de coco II (B407)					■				Union européenne	107	143	134 %	
			CARIFORUM : Programme de partenariats commerciaux du Royaume-Uni (B900)	■					■				Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	107	44	41 %
			Information commerciale : Programme de partenariats commerciaux du Royaume-Uni (B906)	■									Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	74	28	38 %
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	■		Caraïbes : Développement de produits à valeur ajoutée et du commerce intrarégional pour améliorer les moyens de subsistance générés par la noix de coco II (B407)					■			Union européenne	107	143	134 %		
			CARIFORUM : Programme de partenariats commerciaux du Royaume-Uni (B900)	■					■			Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	79	32	41 %	
			Information commerciale : Programme de partenariats commerciaux du Royaume-Uni (B906)	■								Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	74	28	38 %	
Sénégal	■		Sénégal : Développement des exportations de services informatiques et services basés sur l'informatique (Fonds fiduciaire néerlandais IV) (B390)					■	■		Pays-Bas	373	425	114 %		
			Sénégal : Programme d'appui à la compétitivité de l'Afrique de l'Ouest (PACAO) (B461)			■	■	■				Union européenne	-	121		
			CEDEAO : WABEP (B537)	■	■	■	■	■				Union européenne	85	50	59 %	
			Gestion du programme du Fonds fiduciaire néerlandais IV (B584)					■	■			Pays-Bas	33	36	109 %	
			Investissements durables en Afrique (SIA) (B961)							■		Allemagne	-	29		

PAYS/RÉGION	PMA	PAYS PRIORITAIRES	INTITULÉ DU PROJET	DOMAINE	DOMAINE	DOMAINE	DOMAINE	DOMAINE	DOMAINE	7 INSTITUTIONNEL	POURVOYEURS DE FONDS	BUDGET DE 2020 (000 USD)	EXÉCUTION EN 2020 (000 USD)	% D'EXÉCUTION			
				D'INTERVENTION 1	D'INTERVENTION 2	D'INTERVENTION 3	D'INTERVENTION 4	D'INTERVENTION 5	D'INTERVENTION 6								
Serbie			Appui à la facilitation des échanges entre les parties de l'ALECE (B444)	■					■		Union européenne	4	6	146 %			
			ALECE : Appui à l'intégration régionale (B973)	■					■		Allemagne	-	12				
Seychelles		■	Information commerciale : Programme de partenariats commerciaux du Royaume-Uni (B906)	■							Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	74	28	38 %			
Sierra Leone	■	■	Sierra Leone : Programme d'appui à la compétitivité de l'Afrique de l'Ouest (B461)	■	■	■			■		ONUDI	569	261	46 %			
			CEDEAO : WABEP (B537)	■	■	■	■		■		Union européenne	85	50	59 %			
			Gestion du programme du Fonds fiduciaire néerlandais IV (B584)				■	■				Pays-Bas	33	36	109 %		
			Fleuve Mano : Développement de la filière cacao (Fonds fiduciaire néerlandais IV) (B586)			■	■	■				Pays-Bas	291	269	92 %		
			SheTrades Afrique de l'Ouest (B610)								■		Corée	349	318	91 %	
Somalie	■	■	Initiative pour l'emploi et les compétences des réfugiés : Mise en place de solutions pour les réfugiés somaliens dans un scénario de déplacement prolongé fragile (RESI Dadaab II) (B864)								Japon	42	27	64 %			
										■			Conseil norvégien pour les réfugiés	63	51	82 %	
													Japon	-	21		
Soudan	■	■	Appui aux négociations sur l'adhésion du Soudan à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et aux réformes connexes de la politique commerciale (B895)		■						Japon	138	139	100 %			
Soudan du Sud	■	■	Soudan du Sud : Création d'emplois et développement du commerce (B910)	■	■	■	■				Union européenne	-	86				
Sri Lanka			Sri Lanka : Assistance liée au commerce (A306)		■		■					Union européenne	581	760	131 %		
												Allemagne	33	44	131 %		
			Amélioration de la transparence et de la traçabilité des filières de textiles durables (B893)							■			Union européenne	62	47	76 %	
			Sri Lanka : Facilitation des échanges pour les PME (B986)		■								Allemagne	-	96		
Suriname	■		Caraïbes : Développement de produits à valeur ajoutée et du commerce intrarégional pour améliorer les moyens de subsistance générés par la noix de coco II (B407)					■			Union européenne	107	143	134 %			
			Information commerciale : Programme de partenariats commerciaux du Royaume-Uni (B906)	■									Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	74	28	38 %	
Tadjikistan	■		Tadjikistan : Promotion de l'accès des produits agricoles aux marchés grâce à un système amélioré de sécurité sanitaire des aliments (STDF) (B312)		■	■	■					Mécanisme d'élaboration de normes et de développement du commerce	334	214	64 %		
			Projets mondiaux : Réseautage et gestion des connaissances pour le secteur du textile et de l'habillement (GTEX) (B451)						■				Suisse	84	59	70 %	
			Projet culturel : Initiative commerciale de construction et de partage d'identités (B542)								■		Union européenne	345	395	115 %	
			Programme pour les communautés pauvres et le commerce (B649)								■		Guichet 1 de l'ITF	6	7	125 %	
			Tadjikistan : Amélioration de la compétitivité internationale du secteur du textile et de l'habillement (GTEX) (B675)			■	■	■	■					Suisse	361	264	73 %
			Asie centrale : Ready4Trade (R4TCA) (B723)			■	■							Union européenne	683	760	111 %
			CATI (B784)	■				■						PNUD	10	7	69 %



PAYS/RÉGION	PMA	PAYS PRIORITAIRES	INTITULÉ DU PROJET	DOMAINE	DOMAINE	DOMAINE	DOMAINE	DOMAINE	DOMAINE	7 INSTITUTIONNEL	POURVOYEURS DE FONDS	BUDGET DE 2020 (000 USD)	EXÉCUTION EN 2020 (000 USD)	% D'EXÉCUTION		
				D'INTERVENTION 1	D'INTERVENTION 2	D'INTERVENTION 3	D'INTERVENTION 4	D'INTERVENTION 5	D'INTERVENTION 6							
Tanzanie, République-Unie de	■	■	Appui au commerce et à l'investissement indiens pour l'Afrique)(SITA)(A854)							■	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	67	447	669 %		
			UE-CAE MARKUP (B383)		■		■			■		Union européenne	736	938	128 %	
			Tanzanie : Programme conjoint de Kigoma au titre du Plan d'aide au développement II (B727)						■	■			Fonds d'affectation spéciale pluripartenaires	376	479	127 %
			Initiative pour le commerce transfrontalier du COMESA : Facilitation du petit commerce transfrontalier (B796)	■	■	■							COMESA	90	18	20 %
			Accélération de l'entrepreneuriat numérique en Afrique - Phase 1 (B898)							■			Guichet 1 de l'ITF	48	81	170 %
			Tanzanie : Développement de la chaîne de valeur apicole (B924)						■	■		■	Guichet 1 de l'ITF (BDF)	-	15	
Thaïlande			Thaïlande : Assistance liée au commerce (ARISE+ Thaïlande) (B873)		■				■	■	Union européenne	-	59			
Togo	■	■	CEDEAO : WABEP (B537)	■	■	■	■			■	Union européenne	85	50	59 %		
			ACP : Renforcement des capacités productives et des alliances de la chaîne de valeur (B807)					■		■		Union européenne	176	101	58 %	
												Guichet 1 de l'ITF	2	-	0 %	
Trinité-et-Tobago		■	Caraïbes : Développement de produits à valeur ajoutée et du commerce intrarégional pour améliorer les moyens de subsistance générés par la noix de coco II (B407)						■		Union européenne	107	143	134 %		
			Information commerciale : Programme de partenariats commerciaux du Royaume-Uni (B906)	■								Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	74	28	38 %	
Tunisie			Projets mondiaux : Réseautage et gestion des connaissances pour le secteur du textile et de l'habillement (GTEX) (B451)						■		Suisse	84	59	70 %		
			Tunisie : Amélioration de la compétitivité internationale du secteur du textile et de l'habillement (GTEX/MENATEX) (B672)						■			Suisse	460	98	21 %	
												Suède	242	246	101 %	
			Projet régional MENATEX : Composante régionale du Programme sur les textiles et l'habillement de la région MENA (B696)							■			Suède	57	25	43 %
			Investissements durables en Afrique (SIA) (B961)								■		Allemagne	-	29	
			Tunisie : Commerce électronique pour les femmes entrepreneures (B971)							■	■		Banque mondiale	100	89	89 %
			MENA : Série de diffusion de connaissances sur l'entrepreneuriat dans le commerce électronique (B998)					■			Banque mondiale	-	7			
Turkménistan		■	Asie centrale : Ready4Trade (R4TCA) (B723)		■		■				Union européenne	683	760	111 %		
Turquie			Amélioration de la transparence et de la traçabilité des filières de textiles durables (B893)						■		Union européenne	89	67	76 %		
Ukraine			Ukraine : Relier les PME de l'industrie des fruits et légumes aux chaînes de valeur mondiales et nationales (A303)		■		■				Suède	502	228	45 %		
			Partenariat oriental : Ready to Trade - une initiative EU4Business (B252)					■		■		Union européenne	465	456	98 %	
			Informations commerciales pour les pays du Partenariat oriental (B802)	■								Union européenne	95	66	70 %	
Vanuatu	■	■	Programme pour les communautés pauvres et le commerce (B649)						■		Guichet 1 de l'ITF	16	15	94 %		
			ACP : Renforcement des capacités productives et des alliances de la chaîne de valeur (B807)					■		■		Union européenne	226	130	58 %	
											Guichet 1 de l'ITF	2	-	0 %		

PAYS/RÉGION	PMA	PAYS PRIORITAIRES	INTITULÉ DU PROJET	DOMAINE D'INTERVENTION						7 INSTITUTIONNEL	POURVOYEURS DE FONDS	BUDGET DE 2020 (000 USD)	EXÉCUTION EN 2020 (000 USD)	% D'EXÉCUTION
				1	2	3	4	5	6					
Viet Nam			Programme sur les mesures non tarifaires (Guichet 1) (B626)	■						Guichet 1 de l'ITF	84	83	100 %	
			Facilitation des échanges (B628)		■					Guichet 1 de l'ITF	166	163	98 %	
			Le commerce au service du développement durable (T4SD) - Pôles (B694)					■		Guichet 1 de l'ITF	145	158	108 %	
			SYMST (B695)	■		■	■	■		Union européenne	392	119	30 %	
			Viet Nam : Projet de politique et de promotion du commerce (B888)		■					Suisse	-	159		
			Amélioration de la transparence et de la traçabilité des filières de textiles durables (B893)					■		Union européenne	18	13	76 %	
Zambie			Partenariat pour l'investissement et la croissance en Afrique (phase principale) (B340)			■		■		Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	627	385	61 %	
			Programme sur les mesures non tarifaires (Guichet 1) (B626)	■						Guichet 1 de l'ITF	84	83	100 %	
		■	SheTrades Zambie (B785)					■		Cadre intégré amélioré	48	34	72 %	
		■	Initiative pour le commerce transfrontalier du COMESA : Facilitation du petit commerce transfrontalier (B796)	■	■	■				COMESA	102	21	20 %	
			ACP : Renforcement des capacités productives et des alliances de la chaîne de valeur (B807)				■	■		Union européenne Guichet 1 de l'ITF	176 2	101 -	58 % 0 %	
			Accélération de l'entrepreneuriat numérique en Afrique - Phase 1 (B898)				■			Guichet 1 de l'ITF	42	71	170 %	
Zimbabwe			Initiative pour le commerce transfrontalier du COMESA : Facilitation du petit commerce transfrontalier (B796)	■	■	■				COMESA	90	18	20 %	
		■	Information commerciale : Programme de partenariats commerciaux du Royaume-Uni (B906)	■						Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	74	28	38 %	
			Zimbabwe : Programme de partenariats commerciaux du Royaume-Uni (B907)	■			■	■		Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	360	304	85 %	
			Gestion de programmes : Programme de partenariats commerciaux du Royaume-Uni (B908)	■			■			Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	97	98	101 %	
Afrique			Mise en place de l'Observatoire africain du commerce au sein de la Commission de l'Union africaine (CUA) (B353)	■						Union européenne	1 003	1 133	113 %	
			Promotion des échanges entre la Chine et d'autres pays en développement dans le cadre de l'initiative « Nouvelle route de la soie » (B568)	■				■		Chine	84	26	31 %	
			SheTrades : Autonomisation des femmes dans la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA) (B832)					■		Allemagne	502	279	56 %	
			Un pays, un produit, un chef, un plat : Connecter les consommateurs et les agriculteurs (B926)				■			Guichet 1 de l'ITF (BDF)	-	6		
			Contribution du Centre du commerce international (ITC) à la ZLECA (B942)					■		Guichet 1 de l'ITF	100	91	91 %	
			Centre de services Alliances for Action (Réseau central) (C032)				■			Guichet 1 de l'ITF	-	6		
Asie et Pacifique			Promotion des échanges entre la Chine et d'autres pays en développement dans le cadre de l'initiative « Nouvelle route de la soie » (B568)	■				■		Chine	84	26	31 %	
			Un pays, un produit, un chef, un plat : Connecter les consommateurs et les agriculteurs (B926)				■			Guichet 1 de l'ITF (BDF)	-	6		
			Centre de services Alliances for Action (Réseau central) (C032)				■			Guichet 1 de l'ITF	-	6		
Amérique latine et Caraïbes			Un pays, un produit, un chef, un plat : Connecter les consommateurs et les agriculteurs (B926)				■			Guichet 1 de l'ITF (BDF)	-	6		
			Centre de services Alliances for Action (Réseau central) (C032)				■			Guichet 1 de l'ITF	-	6		

PAYS/RÉGION	PMA	PAYS PRIORITAIRES	INTITULÉ DU PROJET	DOMAINE	DOMAINE	DOMAINE	DOMAINE	DOMAINE	DOMAINE	7 INSTITUTIONNEL	POURVOYEURS DE FONDS	BUDGET DE 2020 (000 USD)	EXÉCUTION EN 2020 (000 USD)	% D'EXÉCUTION	
				D'INTERVENTION 1	D'INTERVENTION 2	D'INTERVENTION 3	D'INTERVENTION 4	D'INTERVENTION 5	D'INTERVENTION 6						
Projet mondial			Carte du potentiel d'exportation (A341)	■							Pays-Bas	8	22	263 %	
												Enterprise Greece	19	22	117 %
												Fonds renouvelable MAR	-	12	
				Commerce de services (B026)	■							Chine	167	31	18 %
												États-Unis	63	59	95 %
				Le commerce au service du développement durable (T4SD) (B036)						■		Initiative pour l'agriculture durable (Plateforme SAI)	19	67	347 %
												Union européenne	314	349	111 %
												Suisse	276	637	231 %
												CNUCED	-	27	
												Allemagne	418	-	0 %
												ChileCarne	-	68	
												Fonds renouvelable MAR	-	5	
				Fonds renouvelable du Service d'information commerciale (TIS)/apprentissage en ligne (B155)	■							Fonds renouvelable TS	-	53	
				Système d'apprentissage modulaire – Fonds renouvelable pour la gestion de la chaîne d'approvisionnement (MLS-SCM) (B189)				■				Fonds renouvelable MLS-SCM	192	286	149 %
				Fonds renouvelable pour la compétitivité des secteurs et des entreprises (SEC) (B190)					■			Fonds renouvelable EC	-	8	
												Qatar Development Bank	-	31	
				Bourse de recherche : Fondation Mo Ibrahim (B203)							■	Fondation Mo Ibrahim	-	114	
				Fonds renouvelable pour les services commerciaux (B205)			■					Fonds renouvelable TS	80	44	56 %
				Amélioration de la transparence du commerce grâce à des outils d'analyse de marché en tant que bien public mondial (B336)	■							Union européenne	945	976	103 %
												Fonds renouvelable MAR	84	288	345 %
												Guichet 1 de l'ITF	665	667	100 %
				Amélioration de la transparence des échanges grâce à des outils d'analyse de marché intégrés (B352)	■							Centre islamique pour le développement du commerce	-	9	
												TradeMalta	13	9	71 %
			Mesures qualitatives et sanitaires et phytosanitaires (SPS) (B427)		■						Guichet 1 de l'ITF	306	235	77 %	
			SheTrades Connect (Japon) (B516)						■		Japon	-	45		
			SheTrades : Atelier international à la recherche d'un accord sur la définition d'entreprises détenues par des femmes (B562)						■		Suède	171	118	69 %	
			Global Trade Helpdesk (B572)	■							Suisse	149	206	138 %	
											Qatar Development Bank	123	146	119 %	
			Agent en détachement de la République de Corée (B600)	■							Corée	217	249	115 %	
			Division du développement des marchés (DMD) - Partenariat et coordination (B620)							■	Guichet 1 de l'ITF	50	24	48 %	
			Gestion axée sur les résultats (GAR) (B622)							■	Guichet 1 de l'ITF	120	50	41 %	
			Bureau de l'administrateur (OED) (B623)							■	Guichet 1 de l'ITF	300	-11	-4 %	

PAYS/RÉGION	PMA	PAYS PRIORITAIRES	INTITULÉ DU PROJET	DOMAINE	DOMAINE	DOMAINE	DOMAINE	DOMAINE	DOMAINE	7 INSTITUTIONNEL	POURVOYEURS DE FONDS	BUDGET DE 2020 (000 USD)	EXÉCUTION EN 2020 (000 USD)	% D'EXÉCUTION	
				D'INTERVENTION 1	D'INTERVENTION 2	D'INTERVENTION 3	D'INTERVENTION 4	D'INTERVENTION 5	D'INTERVENTION 6						
Projet mondial (suite)			Bureau de New York (B624)								■ Guichet 1 de l'ITF	100	84	84 %	
			Services et appui informatiques (B625)								■ Guichet 1 de l'ITF	748	560	75 %	
			Appui aux négociations commerciales (B629)		■							Guichet 1 de l'ITF	250	229	92 %
			Conception et gestion de la stratégie d'exportation (B630)		■							Guichet 1 de l'ITF	490	480	98 %
			Enquête et perspectives sur la compétitivité des PME (B631)		■							Guichet 1 de l'ITF	950	852	90 %
			Commerce des services (B632)		■							Guichet 1 de l'ITF	100	146	146 %
			I 4 IMPACT (AIM) : Amélioration de la performance institutionnelle pour l'internationalisation des PME (B633)				■					Guichet 1 de l'ITF	950	760	80 %
			Valeur ajoutée au commerce (B635)					■				Guichet 1 de l'ITF	444	442	100 %
			Solutions électroniques (B636)					■				Guichet 1 de l'ITF	338	333	98 %
			SheTrades (B641)							■		Guichet 1 de l'ITF	1 009	852	84 %
			Coordination de l'initiative SheTrades (B642)							■		Guichet 1 de l'ITF	143	151	105 %
			Le commerce au service du développement durable (T4SD) - Base de données (B645)							■		Guichet 1 de l'ITF	760	874	115 %
			Fonds de coordination et d'innovation pour la diversité, l'équité et l'inclusion (DEI) (B647)								■	Guichet 1 de l'ITF	200	202	101 %
			Formation en ligne (B648)		■							Guichet 1 de l'ITF	108	108	100 %
			Division des programmes de pays (DCP) - Partenariat et coordination (B650)									■ Guichet 1 de l'ITF	260	202	78 %
			Projets mondiaux : Appui aux méthodes et outils innovants (comprendre les mesures non tarifaires (MNT) et accès au commerce électronique) (B678)		■			■				États-Unis	208	188	91 %
			Accords de partenariat économique (APE) dans le monde et règles d'origine (B725)		■							National Graduate Institute for Policy Studies (GRIPS)	-	68	
			Enquête auprès des entreprises pour identifier les besoins en informations des exportateurs de services de l'UE (B734)		■							Union européenne	111	65	58 %
			Laboratoire d'innovation (B788)									■ Guichet 1 de l'ITF	250	186	74 %
			Nouveau site web de l'ITC (B824)									■ Guichet 1 de l'ITF	148	40	27 %
			Division de l'appui aux programmes (DPS) : Amélioration de l'efficacité opérationnelle (B838)									■ Guichet 1 de l'ITF	200	114	57 %
			Initiative pour l'emploi et les compétences des réfugiés (RESI) - Compétences de haut niveau (B839)							■		Guichet 1 de l'ITF	50	38	77 %
			Jeunesse et commerce : Entrepreneuriat et employabilité (B840)							■		Guichet 1 de l'ITF	475	564	119 %
			Personnel de base de la Division du développement des marchés (DMD)/Information commerciale (TMI) (B849)		■							Guichet 1 de l'ITF	108	85	79 %
			Gestion de la relation client (GRC) (B852)									■ Guichet 1 de l'ITF	52	63	121 %
			Mise à jour de la Plateforme d'analyse comparative (B891)				■	■				Guichet 1 de l'ITF	200	310	155 %
			Cours en ligne : Biens publics mondiaux (B892)		■							Guichet 1 de l'ITF	90	85	94 %
			Amélioration de la transparence et de la traçabilité des filières de textiles durables (B893)							■		Union européenne	160	121	76 %
			Collecte de données sur les femmes dans le commerce des services hors UE dans certains États membres de l'UE (B922)		■					■		Union européenne	275	257	93 %
			Facilitation des investissements pour le développement (B929)			■						Chine	418	196	47 %
			Alliances for Action : Guide du café (B930)					■	■			Guichet 1 de l'ITF	100	94	94 %
			Fonds de développement des entreprises (BDF 2020) (B949)									■ Guichet 1 de l'ITF (BDF)	475	-	0 %

PAYS/RÉGION	PMA	PAYS PRIORITAIRES	INTITULÉ DU PROJET	DOMAINE	DOMAINE	DOMAINE	DOMAINE	DOMAINE	DOMAINE	7 INSTITUTIONNEL	POURVOYEURS DE FONDS	BUDGET DE 2020 (000 USD)	EXÉCUTION EN 2020 (000 USD)	% D'EXÉCUTION
				D'INTERVENTION 1	D'INTERVENTION 2	D'INTERVENTION 3	D'INTERVENTION 4	D'INTERVENTION 5	D'INTERVENTION 6					
Projet mondial (suite)			Architecture de gestion des données d'entreprise (B952)								■ Guichet 1 de l'ITF	260	232	89 %
			SheTrades et UPS (B956)								■ Fondation UPS	-	312	
			SheTrades et Mary Kay, Inc. (B957)								■ Mary Kay, Inc.	-	54	
			Plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'avancement des femmes (B962)								■ Guichet 1 de l'ITF	76	65	85 %
			Publication du Trade Impact Group pour la 12 <sup>e</sup> Conférence ministérielle sur la Déclaration de l'OMC de Buenos Aires sur les femmes et le commerce (B965)								■ Australie	-	45	
			Programme de bourses d'études IE/ITC en master exécutif (B977)								■ Guichet 1 de l'ITF	-	134	
			Agent en détachement de la République de Corée (B985)								■ Corée	-	228	
Régional et global			Expert associé : Bureau de l'Asie et du Pacifique (B880)								■ Chine	160	77	48 %
			Expert associé : Bureau de l'Asie et du Pacifique (B773)								■ Chine	127	95	75 %
			Expert associé : Facilitation des échanges et politique commerciale (B393)								■ Finlande	58	42	72 %
			Expert associé : Facilitation des échanges et politique pour les entreprises (B699)								■ Allemagne	101	112	111 %
			Expert associé : Solutions électroniques (B800)								■ Allemagne	120	136	113 %
			Expert associé : SheTrades (B825)								■ Allemagne	125	146	117 %
			Expert associé : Renforcement des institutions de soutien au commerce et à l'investissement (B886)								■ Chine	123	141	115 %
			Expert associé : Recherche et stratégies en matière d'exportation (B887)								■ Chine	119	47	40 %
			Expert associé : Compétitivité des secteurs et des entreprises (B947)								■ Pays-Bas	106	134	126 %
			Expert associé : Chaînes de valeur durables et inclusives (B948)								■ Pays-Bas	-	138	
			Expert associé : Relations extérieures (C006)								■ Allemagne	-	99	
			Expert associé : Chaînes de valeur durables et inclusives (C009)								■ Finlande	-	96	

L'ITC remercie l'Allemagne, la Belgique, le Canada, le Chili, le Danemark, la Finlande, l'Islande, l'Inde, l'Irlande, la Norvège et la Suède pour leurs contributions au Guichet 1 du Fonds fiduciaire de l'ITC en 2020.

# ANNEXE III

## PROFIL DU PERSONNEL DE L'ITC

PAYS EN DÉVELOPPEMENT OU EN TRANSITION	FEMMES	HOMMES	TOTAL	% DU TOTAL	PAYS LES MOINS DÉVELOPPÉS	FEMMES	HOMMES	TOTAL	% DU TOTAL
Algérie	0	1	1		Bénin	1	2	3	
Antigua-et-Barbuda	1	0	1		Comores	0	1	1	
Arménie	2	1	3		Congo, République démocratique du	0	1	1	
Argentine	1	5	6		Éthiopie	0	2	2	
Barbade	0	1	1		Gambie	1	0	1	
Bosnie-Herzégovine	0	1	1		Guinée	1	1	2	
Bolivie, État plurinational de	1	1	2		Madagascar	3	0	3	
Brésil	9	0	9		Mali	0	1	1	
Bélarus	0	1	1		Népal	0	1	1	
Côte d'Ivoire	0	2	2		Sénégal	1	0	1	
Chine	3	3	6		Ouganda	1	2	3	
Colombie	3	1	4		Zambie	3	0	3	
Congo	1	0	1		<b>Pays les moins avancés</b>	<b>11</b>	<b>11</b>	<b>22</b>	<b>5,45 %</b>
République dominicaine	0	2	2						
Équateur	0	2	2						
Égypte	0	1	1						
Ghana	1	1	2						
Guatemala	1	0	1						
Honduras	1	0	1						
Inde	6	7	13						
Indonésie	1	0	1						
Iran, République islamique d'	0	1	1						
Jamaïque	2	0	2						
Kazakhstan	3	0	3						
Kenya	6	3	9						
Malaisie	2	0	2						
Maurice	3	3	6						
Mexique	4	4	8						
Mongolie	1	0	1						
Maroc	1	2	3						
Moldova, République de	2	0	2						
Namibie	1	0	1						
Nicaragua	1	0	1						
Pakistan	1	4	5						
Panama	1	0	1						
Pérou	2	1	3						
Roumanie	5	1	6						
Serbie	1	1	2						
Singapour	1	0	1						
Afrique du Sud	1	2	3						
Sri Lanka	1	0	1						
Palestine, État de	1	0	1						
République arabe syrienne	1	1	2						
Thaïlande	1	0	1						
Tunisie	2	3	5						
Turquie	1	0	1						
Ukraine	2	0	2						
Ouzbékistan	2	0	2						
Venezuela, République bolivarienne du	0	1	1						
Viet Nam	1	4	5						
Zimbabwe	1	3	4						
<b>Total pays en développement ou en transition</b>	<b>82</b>	<b>64</b>	<b>146</b>	<b>36,14 %</b>	<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>238</b>	<b>166</b>	<b>404</b>	

### AUTRES PAYS

Australie	2	4	6	
Belgique	1	1	2	
Canada	5	4	9	
Croatie	3	0	3	
République tchèque	2	0	2	
Danemark	0	1	1	
Finlande	1	1	2	
France	38	31	69	
Allemagne	17	5	22	
Irlande	4	1	5	
Italie	17	10	27	
Japon	1	1	2	
Corée, République de	0	1	1	
Malte	0	1	1	
Pays-Bas	1	0	1	
Nouvelle-Zélande	2	3	5	
Pologne	2	3	5	
Portugal	1	0	1	
Fédération de Russie	8	0	8	
Slovaquie	1	0	1	
Espagne	5	2	7	
Suède	1	0	1	
Suisse	14	5	19	
Royaume-Uni	10	9	19	
États-Unis d'Amérique	9	8	17	
<b>Autres pays</b>	<b>145</b>	<b>91</b>	<b>236</b>	<b>58,42 %</b>

# ANNEXE IV

## RÉPARTITION DES MISSIONS PAR NATIONALITÉ ET SEXE

PAYS EN DÉVELOPPEMENT OU EN TRANSITION	TOTAL		FEMMES		HOMMES	
	NOMBRE D'EXPERTS	JOURS DE TRAVAIL	NOMBRE D'EXPERTS	JOURS DE TRAVAIL	NOMBRE D'EXPERTS	JOURS DE TRAVAIL
<b>AFRIQUE</b>						
Afrique du Sud	13	687	4	195	9	492
Bénin	6	220	1	6	5	214
Burkina Faso	22	966	6	323	16	643
Burundi	13	557			13	557
Cameroun	8	506	2	376	6	130
République centrafricaine	1	11			1	11
Comores	3	302	1	30	2	272
Congo	1	55			1	55
Côte d'Ivoire	15	847	2	270	13	577
Djibouti	1	60			1	60
Érythrée	1	56	1	56		
Eswatini, Royaume d'	2	67	2	67		
Éthiopie	13	754	5	348	8	406
Gambie	14	987	7	446	7	541
Ghana	24	1 730	7	610	17	1 120
Guinée	47	3 180	9	716	38	2 464
Kenya	70	4 356	38	2 154	32	2 202
Lesotho	3	28			3	28
Libéria	5	271	4	121	1	150
Madagascar	6	304	3	111	3	193
Mali	6	304			6	304
Maurice	3	66			3	66
Mozambique	7	720	4	311	3	409
Niger	6	416	2	267	4	149
Nigéria	16	854	9	623	7	231
Ouganda	32	1 138	10	530	22	608
Rwanda	16	611	4	144	12	467
Sénégal	19	671	4	90	15	581
Sierra Leone	8	559	2	257	6	302
Somalie	1	103			1	103
Soudan	2	40	1	20	1	20
Soudan du Sud	2	38			2	38
Tanzanie, République-Unie de	28	860	4	63	24	797
Togo	1	21	1	21		
Zambie	16	378	8	191	8	187
Zimbabwe	12	884	4	389	8	495
<b>AFRIQUE</b>	(28,51 % du total) <b>443</b>	<b>23 607</b>	<b>145</b>	<b>8 735</b>	<b>298</b>	<b>14 872</b>

PAYS EN DÉVELOPPEMENT OU EN TRANSITION	TOTAL		FEMMES		HOMMES	
	NOMBRE D'EXPERTS	TRAVAUX JOURS	NOMBRE D'EXPERTS	TRAVAUX JOURS	NOMBRE D'EXPERTS	TRAVAUX JOURS
<b>RÉGION ARABE</b>						
Algérie	4	255			4	255
Arabie saoudite	2	60			2	60
Bahreïn	2	28	1	12	1	16
Égypte	17	806	5	386	12	420
Jordanie	19	798	4	399	15	399
Liban	6	379	3	315	3	64
Libye	2	26	1	12	1	14
Maroc	16	768	4	226	12	542
État de Palestine	14	193	2	55	12	138
République arabe syrienne	4	311			4	311
Tunisie	37	1 516	20	857	17	659
<b>RÉGION ARABE</b>	<b>(7,92 % du total) 123</b>	<b>5 140</b>	<b>40</b>	<b>2 262</b>	<b>83</b>	<b>2 878</b>

<b>ASIE ET PACIFIQUE</b>						
Afghanistan	15	1 061	1	137	14	924
Bangladesh	5	475	1	91	4	384
Bhoutan	17	1 606	7	550	10	1 056
Chine	16	1 701	10	995	6	706
Hong Kong, RAS de, Chine	1	32			1	32
Fidji	8	647	2	216	6	431
Inde	53	3 801	23	2 330	30	1 471
Iran, République islamique d'	11	555	3	93	8	462
République démocratique populaire lao	14	421	8	261	6	160
Malaisie	4	99	1	43	3	56
Maldives	1	9			1	9
Myanmar	28	1 083	19	636	9	447
Népal	18	703	3	168	15	535
Pakistan	29	1 549	5	186	24	1 363
Papouasie-Nouvelle-Guinée	2	95	1	70	1	25
Philippines	4	241	3	156	1	85
Singapour	8	628	3	196	5	432
Sri Lanka	33	2 009	9	637	24	1 372
Thaïlande	2	81	1	21	1	60
Viet Nam	30	1 637	18	749	12	888
<b>ASIE ET PACIFIQUE</b>	<b>(19,24 % du total) 299</b>	<b>18 433</b>	<b>118</b>	<b>7 535</b>	<b>181</b>	<b>10 898</b>



PAYS EN DÉVELOPPEMENT OU EN TRANSITION	TOTAL		FEMMES		HOMMES	
	NOMBRE D'EXPERTS	TRAVAUX JOURS	NOMBRE D'EXPERTS	TRAVAUX JOURS	NOMBRE D'EXPERTS	TRAVAUX JOURS
<b>EUROPE ET COMMUNAUTÉ DES ÉTATS INDÉPENDANTS (CEI)</b>						
Albanie	1	60	1	60		
Arménie	7	413	3	118	4	295
Azerbaïdjan	5	189	1	97	4	92
Bosnie-Herzégovine	1	143			1	143
Géorgie	4	367	4	367		
Kazakhstan	22	642	11	419	11	223
Kirghizistan	29	701	17	413	12	288
Lettonie	1	7			1	7
Macédoine du Nord	1	118			1	118
Ouzbékistan	15	288	3	169	12	119
Roumanie	6	769	4	617	2	152
Fédération de Russie	14	1 531	11	1 380	3	151
Serbie	2	52	1	16	1	36
Tadjikistan	29	2 164	8	549	21	1 615
Turquie	6	229	4	148	2	81
Turkménistan	7	254	3	126	4	128
Ukraine	17	766	10	529	7	237
<b>EUROPE ET COMMUNAUTÉ DES ÉTATS INDÉPENDANTS (CEI)</b>	<b>(10,75 % du total)</b> <b>167</b>	<b>8 693</b>	<b>81</b>	<b>5 008</b>	<b>86</b>	<b>3 685</b>

<b>AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES</b>						
Argentine	4	222	2	63	2	159
Barbade	1	105			1	105
Belize	1	60			1	60
Bolivie, État plurinational de	1	100	1	100		
Bésil	5	420	3	291	2	129
Chili	1	22			1	22
Colombie	13	1 372	4	459	9	913
Costa Rica	4	157	3	143	1	14
Dominique	1	35	1	35		
République dominicaine	5	273	2	148	3	125
Grenade	1	56			1	56
Guatemala	2	311			2	311
Guyana	1	22	1	22		
Honduras	2	65	2	65		
Jamaïque	4	224	2	104	2	120

## ANNEXES

PAYS EN DÉVELOPPEMENT OU EN TRANSITION	TOTAL		FEMMES		HOMMES	
	NOMBRE D'EXPERTS	TRAVAUX JOURS	NOMBRE D'EXPERTS	TRAVAUX JOURS	NOMBRE D'EXPERTS	TRAVAUX JOURS
Mexique	4	513	4	513		
Nicaragua	1	42			1	42
Pérou	7	295	5	221	2	74
Uruguay	1	20	1	20		
Sainte-Lucie	2	64	2	64		
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	1	12			1	12
El Salvador	4	289	3	247	1	42
Trinité-et-Tobago	1	5	1	5		
<b>AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES</b>	(4,38 % du total) <b>68</b>	<b>4 708</b>	<b>38</b>	<b>2 524</b>	<b>30</b>	<b>2 184</b>
<b>TOTAL PAYS EN DÉVELOPPEMENT OU EN TRANSITION</b>	(70,79 % du total) <b>1 100</b>	<b>60 581</b>	<b>422</b>	<b>26 064</b>	<b>678</b>	<b>34 517</b>

# ANNEXE V

TABLEAU DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AU FONDS D'AFFECTATION SPÉCIALE DE L'ITC  
(MAI 2021)

BAILLEURS DE FONDS	JAN - DÉC 2019 (000 USD)			JAN - DÉC 2020 (000 USD)		
	GUICHET I	GUICHET II	TOTAL	GUICHET I	GUICHET II	TOTAL
<b>Gouvernements et agences nationales de développement</b>	15 890	39 295	55 185	16 441	27 453	43 891
Australie	-	-	-	-	47	47
Canada	711	-	711	682	12	694
Chili	-	-	-	50	-	50
Chine	100	1 039	1 139	-	658	658
Curaçao	-	155	155	-	285	285
Danemark	5 204	-	5 204	5 514	-	5 514
Éthiopie	-	22	22	-	-	-
Finlande	1 260	-	1 260	648	177	825
France	-	633	633	-	230	230
Allemagne	2 169	2 279	4 448	2 205	3 188	5 393
Islande	-	-	-	100	-	100
Inde	50	-	50	50	-	50
Irlande	910	-	910	1 092	-	1 092
Japon	-	1 396	1 396	-	423	423
Corée	-	2 774	2 774	-	1 110	1 110
Pays-Bas	-	3 155	3 155	-	2 615	2 615
Norvège	1 641	-	1 641	1 697	-	1 697
Suède	3 845	1 904	5 749	4 402	1 551	5 953
Suisse	-	3 160	3 160	-	3 844	3 844
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	-	22 063	22 063	-	12 996	12 996
États-Unis	-	716	716	-	318	318
<b>Organisations internationales, y compris institutions financières, partenariats et fonds, organisations régionales, système des Nations Unies et affiliés</b>	-	62 076	62 076	-	74 165	74 165
Banque africaine d'import-export	-	31	31	-	555	555
Cadre intégré amélioré	-	1 008	1 008	-	660	660
Union européenne	-	56 671	56 671	-	69 552	69 552
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture	-	253	253	-	-	-
Organisation internationale du Travail	-	45	45	-	-	-
Société islamique internationale de financement du commerce	-	350	350	-	290	290
Organisation internationale pour les migrations	-	241	241	-	-	-
Fonds d'affectation spéciale pluripartenaires	-	885	885	-	1 133	1 133

BAILLEURS DE FONDS	JAN - DÉC 2019 (000 USD)			JAN - DÉC 2020 (000 USD)		
	GUICHET I	GUICHET II	TOTAL	GUICHET I	GUICHET II	TOTAL
Fonds de l'OPEP pour le développement international	-	-	-	-	350	350
Mécanisme d'élaboration de normes et de développement du commerce	-	445	445	-	-	-
Union économique et monétaire ouest-africaine	-	69	69	-	254	254
Programme des Nations Unies pour le développement	-	204	204	-	-	-
Organisation des Nations Unies pour le développement industriel	-	662	662	-	237	237
Fonds d'équipement des Nations Unies	-	990	990	-	971	971
Banque mondiale	-	197	197	-	163	163
Organisation mondiale du commerce	-	25	25	-	-	-
<b>Universités, institutions de formation et de recherche, organisations sans but lucratif et entreprises</b>	-	972	972	-	1 967	1 967
AMC Ernst & Young	-	-	-	-	33	33
Boston Consulting Group	-	-	-	-	3	3
Chocolats Halba/Coop Genossenschaft	-	362	362	-	265	265
Finance in Motion	-	-	-	-	37	37
DHL	-	35	35	-	-	-
IBF International consulting	-	21	21	-	-	-
Mary Kay Inc.	-	-	-	-	350	350
Fondation Mo Ibrahim	-	76	76	-	114	114
National Graduate Institute for Policy Studies (GRIPS)	-	160	160	-	125	125
Conseil norvégien pour les réfugiés	-	-	-	-	468	468
Physikalisch-Technische Bundesanstalt (PTB)	-	-	-	-	40	40
Swisscontact	-	18	18	-	139	139
Fondation UPS	-	300	300	-	392	392
<b>Organismes de soutien aux entreprises</b>	-	1 165	1 650	-	248	248
Andorra Desenvolupament i Inversio	-	25	25	-	-	-
ChileCarne	-	-	-	-	70	70
Conseil chinois pour la promotion du commerce international	-	15	15	-	16	16
Enterprise Greece	-	28	28	-	17	17
Fédération européenne des fabricants d'aliments composés (FEFAC)	-	6	6	-	6	6
Investchile	-	25	25	-	-	-
Tamkeen (fonds pour l'emploi de Bahreïn)	-	700	700	-	-	-
Conseil national de marketing et d'importation de la Grenade	-	156	156	-	-	-
New Zealand Trade and Enterprise	-	-	-	-	12	12
PromPeru	-	-	-	-	20	20
Agence de promotion des exportations commerciales de Sainte-Lucie	-	115	115	-	-	-

BAILLEURS DE FONDS	JAN - DÉC 2019 (000 USD)			JAN - DÉC 2020 (000 USD)		
	GUICHET I	GUICHET II	TOTAL	GUICHET I	GUICHET II	TOTAL
Spirit Slovenia	-	-	-	-	12	12
Initiative pour l'agriculture durable (Plateforme SAI)	-	62	62	-	72	72
Plateforme suisse du cacao durable	-	-	-	-	11	11
Switzerland Global Enterprises	-	5	5	-	13	13
TradeMalta	-	29	29	-	-	-
<b>Fonds renouvelables</b>	-	479	479	-	282	282
<b>TOTAL DES FINANCEMENTS REÇUS HORS BUDGET</b>	<b>15 890</b>	<b>103 987</b>	<b>119 877</b>	<b>16 441</b>	<b>104 116</b>	<b>120 557</b>



Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Centre du commerce international aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Novembre 2021  
Texte original : Anglais

© Centre du commerce international 2021

ITC/AG(LV)/282

Imprimé par le service de reprographie de l'ITC sur du papier respectueux de l'environnement (sans chlore) avec des encres végétales. Ce support imprimé est recyclable.

